UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
3 1761 01971881 6

ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

ST. MICHAEL'S COLLEGE
TORONTO 5, CANADA

L'IDÉAL AMÉRICAIN

A LA MÊME LIBRAIRIE

Les Industries monopolisées aux États-Unis, 2e édition (*Trusts*), par PAUL DE ROUSIERS. 1 vol. in-18 jésus (*Bibliothèque du Musée social*), broché . . . . . 4 fr. »

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par PAUL DE ROUSIERS, avec la collaboration de MM. de Carbonnel, Festy, Fleury et Wilhelm. 1 vol. in-18 jésus. 2e édition. (*Bibliothèque du Musée social*), broché. . . . . 4 fr. »

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts-Cartells-Comptoirs*), par PAUL DE ROUSIERS. 1 vol. in-18 jésus, broché . . . . . 3 fr. 50

Hambourg et l'Allemagne contemporaine, par PAUL DE ROUSIERS. 1 vol. in-18 jésus, broché. . 3 fr. 50

TH. ROOSEVELT

L'IDÉAL AMÉRICAIN

TRADUIT

PAR

A. ET E. DE ROUSIERS

Préface par Paul de Rousiers

A. F. Simard
1er Mai
1906

PARIS
LIBRAIRIE ARMAND COLIN
5, RUE DE MÉZIÈRES, 5

1904
Tous droits réservés.

S

ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Il n'est pas difficile d'être vertueux d'une façon négative et en rétrécissant son champ d'action. De même n'est-il pas difficile de réussir, d'une certaine manière, dans la vie active, si l'on met de côté les considérations qui enchaînent les hommes honorables et droits. Mais il n'est nullement facile de combiner l'honnêteté avec un travail efficace; c'est cependant la condition essentielle de toute œuvre vraiment utile. Rêver d'admirables plans pour l'amélioration des conditions sociales et politiques n'est pas un travail pénible quand on est assis dans son bureau ; mais la pratique prouve trop souvent combien il est difficile d'en exécuter, même imparfaitement, une petite partie. Il faut pourtant faire continuellement cet effort, sous peine de renoncer à tout progrès dans notre vie politique.

Une seule qualité ou une seule vertu n'est pas suffisante pour assurer le succès; la vigueur, l'honnêteté, le sens commun sont également nécessaires.

L'habileté de l'homme pratique ne le rend que plus malfaisant s'il l'emploie à tort, soit par ignorance, soit par manque d'honnêteté ; de même le doctrinaire, l'homme des théories écrites ou parlées, est inutile s'il ne peut aussi agir.

Ces essais sont écrits pour les hommes nombreux qui s'efforcent, par des actes, de réaliser un état de choses que nous espérons, sans pouvoir le préciser : pour les officiers subalternes de cette armée qui, malgré bien des chutes, des haltes et des faux pas, malgré des erreurs, des manquements et de pénibles échecs, au milieu d'une lutte épuisante, accomplissent cependant quelque chose pour le relèvement de la vie publique.

Nous sentons que l'homme d'action est supérieur au critique, que l'homme qui lutte est bien au-dessus de l'homme qui se tient à l'écart, quelles que soient les raisons de ce dernier pour agir ainsi, pessimisme ou faiblesse. Pour emprunter une comparaison au champ de foot-ball, nous croyons que les hommes doivent jouer loyalement (*play fair*), sans supercherie, et que le succès ne peut venir qu'au joueur qui frappe droit sur la ligne (*who hits the line hard*).

THEODORE ROOSEVELT.

Sagamore Hill, octobre 1897.

PRÉFACE DE LA TRADUCTION FRANÇAISE

Le Président Roosevelt a réuni sous le titre d'*Idéal Américain* une série d'articles publiés par lui sur des sujets très divers.

Pourtant le livre a son unité. Il est, d'un bout à l'autre, l'expression de la mentalité américaine ; il peut aider un lecteur français à déchiffrer cette énigme qu'est pour lui un Américain.

Les peuples sont en effet des énigmes les uns pour les autres et l'Amérique est tout particulièrement une énigme pour nous, Français. Sans doute une sympathie très sincère nous unit aux citoyens des États-Unis ; sans doute aussi nous sommes moins ignorants qu'autrefois de ce qui se passe sur l'autre rive de l'Atlantique ; nous savons que les jeunes filles américaines sortent seules, que les politiciens sont souvent corrompus, que de gigantesques trusts se sont constitués dans plusieurs industries, que Chicago, New-York et les

autres grandes villes possèdent des maisons d'une hauteur inouïe et d'un nombre d'étages extraordinaire ; nous savons bien d'autres choses encore ; nous sommes mieux informés, mais, d'ordinaire, nous ne comprenons pas. Nous sommes renseignés sur quelques faits, mais nous ne nous rendons pas compte de leur sens, ni du lien qu'ils ont entre eux.

Pour connaître vraiment une société, il ne suffit pas de savoir comment elle se comporte, à quel genre d'activité elle se livre, de quelle manière ses membres se groupent ; il faut encore discerner les motifs qui la font agir en réalité, et aussi les motifs d'agir qu'elle se propose à elle-même, qu'elle considère comme déterminants. Pour connaître l'Amérique, il faudrait voir clairement ce qu'il y a dans le cerveau et dans le cœur américains, comment un Américain-type comprend, comment et à quoi il s'attache, comment il juge par conséquent. On aurait ainsi la clef des phénomènes qu'une observation scientifiquement conduite peut rechercher, analyser, comparer et classer. C'est pourquoi un des éléments très importants de toute observation sociale est la conversation prolongée avec les hommes qui exercent une influence sur leurs concitoyens, qui savent le moyen d'atteindre

leur cerveau et qui trouvent le chemin de leur cœur. Les sympathies et les antipathies d'un de ces hommes exprimées sans détour dans les entretiens familiers, ouvrent des vues profondes sur l'état social d'un pays. Ce sont comme des éclairs traversant subitement l'obscurité de la nuit et jetant sur les objets leur vive lumière.

Avant d'être investi de la magistrature suprême, Théodore Roosevelt comptait déjà parmi les hommes de marque de son pays. La guerre de Cuba et le rôle qu'il y avait joué à la tête de ses *Rough Riders* avait mis une glorieuse auréole autour de son nom déjà connu comme celui d'un administrateur intègre et énergique. La ville de New-York avait bénéficié, en effet, de sa vigoureuse ardeur à combattre le désordre. Il avait assaini la police municipale avec clairvoyance et promptitude ; il s'était acquis par là la reconnaissance de tous les bons citoyens. Les élections de 1900 le portèrent à la vice-présidence de la République, situation honorifique, mais relativement effacée, d'où la mort malheureuse du Président Mac-Kinley devait le tirer promptement.

Sa fortune politique, portée au plus haut point par un événement imprévu, repose donc cependant sur de grands services rendus. Ce n'est pas le hasard des circonstances, encore moins la basse

intrigue politique, qui l'a mis à la tête de la nation. Il est réellement un Américain éminent, et voilà déjà une raison de s'intéresser aux idées qu'il exprime.

Mais il en existe une autre, meilleure et plus forte. Le Président Roosevelt n'est pas seulement un Américain éminent, c'est aussi un Américain typique. Il est un remarquable échantillon de la race. Il a vécu sur les Ranches et travaillé dans les grandes fermes de l'Ouest ; il a pris sa part des fatigues et des plaisirs que comporte cette existence, galopant à travers la prairie pour opérer le *round up* des troupeaux, chassant le fauve, aussi endurant et aussi hardi que le plus invétéré des *frontiermen*. Il se souviendra toujours de ces débuts vigoureux et frustes, conservera le goût des chevauchées ardentes, et se trouvera tout prêt à entrer en campagne quand il faudra faire la guerre. Mais il s'assoira au bureau du négociant, deviendra un *business man* avisé, apte à conduire les hommes, mettra de l'ordre dans les intérêts publics qui lui seront confiés, comme dans les intérêts privés dont il aura la charge. Ainsi il n'est pas l'homme d'une seule profession, le spécialiste compétent, mais rétréci aux limites étroites de sa besogne ; il a traversé différents métiers, acqué-

rant dans chacun d'eux une expérience nouvelle, fortifiant par chacun d'eux la faculté maîtresse, celle dont le rôle est universel et dominant, la connaissance des hommes.

Rien de plus habituel aux États-Unis que cette diversité de professions chez un même individu. C'est une caractéristique de l'Américain de se plier promptement aux circonstances, de saisir successivement tous les échelons à sa portée pour monter plus haut. L'absence de traditions imposées, la quantité d'occasions favorables offertes par un pays neuf qui se développe, la simplicité des moyens, par-dessus tout l'entrain général et cette « aisance des coudes » (*elbow room*) dont les effets se retrouvent partout, sont autant d'éléments qui concourent à ce résultat.

Un *ranchman* ou un *farmer*, un commerçant rivé à son comptoir, un ingénieur enfermé dans ses calculs, n'est pas un représentant véritable du type américain, fût-il descendant authentique des fameux Pèlerins ou des compagnons de Penn. Il y faut plus de mélange et de diversité. Le Président Roosevelt est profondément américain par la variété même des sources où il a puisé l'expérience de sa vie. C'est donc un bon interprète de l'esprit américain, un bon guide pour qui veut pénétrer

dans le domaine mal connu des idées américaines.

Et de fait, à lire son livre, certaines opinions courantes sur l'Amérique se modifient ; connaissant mieux le mobile des actions, on s'étonne moins des succès obtenus.

I

Un des préjugés les plus ordinaires chez les Européens consiste à ne voir dans l'Américain qu'un bipède conduit par son instinct à la chasse du dollar, un *dollar hunting animal*. C'est là une opinion de pauvres gens, persuadés que l'argent va par une pente naturelle aux mains peu scrupuleuses et que l'honnêteté est une surcharge gênante dans la course au profit. Le Président Roosevelt n'est pas de cet avis. Il partage l'optimisme très répandu dans la partie saine de la population américaine, et reste persuadé que l'honnêteté est une chance de succès. Comme tous les enfants des États-Unis, il a fait à l'école des pages d'écriture en copiant la fameuse maxime de Franklin : *Honesty best policy* (l'honnêteté est la meilleure des politiques), et il y croit fermement.

En cela, il se distingue évidemment de beaucoup de ses compatriotes. Les scrupules de conscience

ne tourmentent pas tous les spéculateurs de Wall Street, ni la plupart des politiciens, ni un grand nombre de citoyens américains appartenant à des professions quelconques.

Mais, outre que tous les pays du monde ont leurs malhonnêtes gens, ce qui est une excuse négative. l'Amérique se distingue de beaucoup d'entre eux par une qualité précieuse, l'énergie de ses honnêtes gens. C'est là l'élément de progrès, d'assainissement, de vraie civilisation, qui assure sa marche en avant. M. Roosevelt s'en rend bien compte, et il réserve ses colères les plus vigoureuses à ceux qui, par la correction de leur vie, seraient dignes de renforcer l'élite des bons citoyens, mais qui, par leur insouciance, leur maladresse, ou leur dédain des rudes labeurs et des âpres luttes de la politique, se condamnent à la stérilité. Il juge sévèrement l'homme qui va à la chasse un jour d'élection au lieu de surveiller le bureau de vote de sa circonscription ; il raille sans pitié le théoricien qui, du fond de son cabinet, donne des conseils à ceux qui agissent sans vouloir lui-même affronter la bataille ; il méprise l'homme du monde qui dit du mal du gouvernement avec quelques amis triés sur le volet, et qui croit avoir rempli son devoir de citoyen, parce que ses conversations de fumoir ont

diverti agréablement un petit nombre de ses pareils.

Quant aux coquins, il se contente de les appeler par leur nom. Ce sont ses adversaires ; il les combat durement ; mais j'ose dire qu'il leur en veut moins qu'aux braves gens inutiles. En effet, ils n'ont pas trompé ses espérances. Il sait fort bien que la réforme n'a rien à attendre d'eux. Ils font leur métier de coquins et ne sauraient être responsables du progrès moral de la société. Au contraire, tout honnête homme a sa part de responsabilité dans cette œuvre commune à laquelle sa qualité d'honnête homme lui donne une vocation. Il représente une force perdue pour le bien quand il reste honnête sans devenir actif. C'est le sentiment profond de cette perte qui irrite le Président Roosevelt.

Il n'est pas tendre non plus pour le matérialiste à vues bornées, pour l'économiste étroit, qui résout le problème social par Doit et Avoir et qui n'aperçoit même pas la souveraine importance des éléments supérieurs de ce problème. On trouvera dans son livre de cruelles appréciations, parfaitement justifiées d'ailleurs, sur ces hommes réputés pratiques, auxquels les questions paraissent claires parce qu'ils les réduisent aux limites mesquines de leur propre champ visuel.

Si maintenant on veut bien réfléchir que l'auteur du livre n'est pas un penseur isolé dans sa tour d'ivoire, mais un citoyen actif et éminent, qui dirige les destinées politiques de la grande République américaine, d'accord avec la majorité de ses membres, on sera amené à penser que l'Américain, simple chasseur de dollar, n'est peut-être pas l'Américain-type, l'Américain représentant l'ensemble, ni surtout l'Américain dirigeant.

Et peut-être comprendra-t-on alors pourquoi les États-Unis ont donné au monde, au cours du XIXe siècle, le spectacle merveilleux de leur essor. Ce n'est pas le vil amour de l'argent qui suffit à expliquer cet extraordinaire développement. A lui seul, il produirait l'état social des camps miniers où le revolver est le seul argument employé, où la brute qu'est l'homme dominé par la passion du gain apparaît dans toute son horreur. Mais les États-Unis ne sont pas demeurés à ce moment de leur évolution. Ils ont dépassé cette ère chaotique parce qu'un élément s'est rencontré chez eux pour faire respecter et prédominer le droit des honnêtes gens à mener une vie honnête et libre. Et c'est seulement à partir de cette victoire de la moralité sur la brutalité qu'une contrée de l'ouest, nouvellement envahie par des aventuriers, peut devenir assez

« respectable » pour se constituer en État et ajouter une étoile de plus au drapeau américain.

La civilisation américaine n'est pas due au *dollar hunting animal*. Elle est l'œuvre des hommes qui, ayant assuré leur domination sur les moyens matériels de vivre, ont assuré en plus la domination de l'élément moral, sans lequel une société organisée ne saurait exister.

II

Comment cette domination de l'élément moral s'est-elle accordée avec le régime d'une grande liberté, cela est encore un problème obscur. Beaucoup d'Européens le résolvent d'une manière facile, soit en niant la domination de l'élément moral, soit en niant le règne de la liberté en Amérique.

C'est ainsi qu'une foule d'émigrants débarquent aux États-Unis avec l'illusion que tout y est permis. Leur conception de la liberté étant celle de l'anarchie, ils sont presque surpris d'apprendre qu'on n'a pas le droit d'assassiner un passant dans Broadway à New-York.

Et s'il leur arrive d'aller dans un État où la vente publique des boissons spiritueuses est inter-

dite, leur surprise devient de l'ahurissement. « Comment, disent-ils, dans ce pays de liberté on n'a pas même celle de prendre un bock ? »

Cette contradiction apparente a pourtant une explication. Quand les Américains parlent de liberté, ils entendent parler uniquement de la liberté de se développer, d'agir utilement, de s'élever. Pour eux, cette liberté est réellement sacrée. Mais ils ne se font aucun scrupule de restreindre ou de détruire toute liberté qui ne s'exerce pas dans ce sens. S'il leur est prouvé qu'une notable proportion d'individus soit incapable, dans un État donné, d'user de la liberté de boire sans un sérieux dommage, ils suppriment dans cet État la liberté de boire, et cela avec excès et d'une main maladroite. Ils se disent qu'après tout cette suppression ne nuit en rien au développement, ni à l'activité, ni à l'élévation de personne. S'il leur est prouvé que l'introduction dans leur pays d'éléments inférieurs, difficilement assimilables, constitue un danger pour son avenir, ils hésitent moins encore à édicter les lois que l'on sait pour interdire l'immigration des Chinois, des illettrés, des gens sans ressources. De même, et pour les mêmes raisons, ils ont aboli l'esclavage dans les États du Sud, malgré la liberté qu'invo-

quaient les planteurs d'avoir des esclaves. De même, ils ont refusé d'admettre le territoire de l'Utah au rang et aux privilèges d'un État membre de l'Union, aussi longtemps que la polygamie y a été officiellement reconnue. On pourrait multiplier les exemples.

En réalité leur idée de la liberté est l'idée de la liberté du bien. Et la liberté règne vraiment chez eux parce qu'ils sont suffisamment d'accord sur la distinction du bien et du mal, sur ce qui est utile à l'homme, et aux hommes groupés en société, pour se développer, pour agir et pour s'élever. Grâce à cette unité de vues, il n'arrive guère qu'un citoyen se trouve entravé dans l'exercice d'une liberté considérée par lui comme essentielle, au nom d'une majorité considérant l'exercice de cette liberté comme contraire au bien général.

En d'autres termes, il y a aux États-Unis un certain nombre de vérités morales acceptées assez universellement pour que, chacun y trouvant une limite à sa liberté individuelle, tout le monde puisse admettre que la loi reconnaisse et impose cette limite, si cela est nécessaire.

Cet état d'esprit éclate à chaque instant dans le livre du Président Roosevelt. Les convictions sont simples, fermes, bien assises, indiscutées. Certains

principes fondamentaux ne sont jamais mis en question et, pour tout dire, on a en le lisant l'impression très nette que c'est un *christian gentleman* qui parle. Ce qui est plus caractéristique encore, c'est que ses opinions de *christian gentleman* sont généralement acceptées par l'ensemble de ses concitoyens. Ce n'est pas à dire que tous appartiennent à une confession définie, ou même se préoccupent de préciser la base religieuse sur laquelle repose la morale qu'ils reconnaissent ; mais, en fait, c'est à la morale de l'Évangile qu'ils s'en tiennent.

Les racines profondes de la liberté américaine vont chercher leur nourriture dans ce *substratum* général de l'esprit américain. Ainsi s'applique l'apparente contradiction de gens qui ont fait une Révolution et se sont résolus à une guerre civile épouvantable pour sauvegarder la liberté, tandis qu'ils s'interdisent par une contrainte légale le libre usage de l'alcool.

III

Aux yeux de beaucoup d'Européens, ce règne de la liberté américaine ne serait pourtant que très éphémère. Volontiers ils diraient de l'Amérique, comme Joseph de Maistre : « C'est un enfant au

maillot, laissez-le grandir. » L'erreur était excusable il y a cent ans. Elle l'est moins aujourd'hui que l'enfant s'est débarrassé de ses langes depuis beau temps déjà et que, sans conteste, il marche tout seul. Cependant, on peut se demander si les États-Unis sont en mesure de supporter les complications qu'entraîne pour un grand pays un rôle dans la politique extérieure. Jusqu'ici les États-Unis avaient vécu politiquement isolés. Ils travaillaient à leur développement intérieur, repoussant, quand il convenait, quiconque aurait songé à les troubler dans cette opération, mais n'entreprenant en aucune manière sur les États d'Europe. Aujourd'hui, la situation a changé. La guerre de Cuba a montré que désormais il faudrait faire place à une nouvelle puissance dans le concert européen, ou plus exactement dans l'arène où jusqu'ici, les Européens seuls se disputaient. Et alors la question se pose de savoir si les Américains ne vont pas, peu à peu, devenir de simples Européens, connaître les charges de la conscription militaire, le joug tracassier des bureaucraties centralisatrices, les coups d'État, le césarisme et ces mille maux qui paraissent à beaucoup d'entre nous comme la rançon d'une civilisation avancée et d'un rang politique important.

A tous ceux que ces problèmes préoccupent il

faut recommander la lecture de l'*Idéal Américain*. Le Président Roosevelt est parfaitement résolu — et la nation qu'il représente, avec lui — à endosser toutes les responsabilités nouvelles auxquelles les succès récents des États-Unis les exposent. Il faudrait bien mal connaître le caractère ambitieux, impérieux et hardi de l'Américain pour s'en étonner. Non seulement il envisage sans effroi la constitution d'une armée régulière américaine autrement puissante que les 25.000 hommes de troupes occupés à protéger les réserves indiennes, mais il y pousse et il y travaille avec son impétuosité de *Rough Rider*. Il veut une marine de guerre forte. Il veut un contrôle plus effectif du gouvernement fédéral sur la législation économique et financière des États particuliers. On connaît sa campagne contre les trusts. Et il n'est aucunement effrayé ni du militarisme, ni du césarisme, ni de la centralisation excessive.

Deux choses lui donnent confiance, sans doute. La première, ce sont les fortes assises de la liberté américaine, assises capables de résister à tout effort et contre lesquelles d'imprudentes entreprises se briseraient comme verre. Non seulement, le sentiment de la liberté est très vif et très ombrageux aux États-Unis ; mais l'usage de la liberté est

sérieusement garanti par la séparation effective des pouvoirs. Le gouvernement fédéral a une grande somme de puissance, mais dans une sphère définie. La Cour Suprême est armée d'une autorité sans contrôle, mais pour un but étroitement déterminé, l'interprétation de la Constitution. De même, le gouverneur d'un État, le juge, le chef d'une municipalité sont maîtres chacun chez lui et pour sa fonction spéciale. Lorsque, dans un pays ainsi constitué, un intérêt autrefois particulier ou local prend un caractère plus étendu, plus général, il est utile de le confier à une autorité plus large, de l'enlever à la municipalité pour le faire passer au Comté ou à l'État, ou au gouvernement fédéral. Mais la liberté n'est pas compromise par cette attribution justifiée. Que les milices d'État, reconnues insuffisantes pour la défense du pays, soient transformées et réunies en un seul corps ; que leur commandement soit centralisé à Washington ; cela ne mettra pas dans la main du Président des États-Unis un instrument de césarisme, on peut en être assuré. Il ne possède pas en effet un droit de domination suffisant sur les gouvernements locaux pour abuser — à supposer que la folle tentation lui en vînt — de la force armée mise à sa disposition.

Mais il existe une seconde raison de ne pas

craindre pour le sort de la liberté américaine. Un Américain éminent me la signalait un jour dans une phrase que je me permets de rapporter ici : « Nous n'avons pas en Amérique, me disait-il, l'héritage de haines qui vous divise si malheureusement en France. » On ne saurait apprécier assez haut cette heureuse condition. C'est une des impressions les plus profondes que laisse un séjour aux États-Unis que cette absence de haines, de rancunes accumulées, d'antagonisme aigu, entre les hommes d'origines diverses. Les « morts qui parlent » là-bas ne parlent pas des situations perdues, ni des dominations subies, mais de la grande œuvre accomplie en commun. Dans un pays sans haines traditionnelles, la liberté jouit de la plus précieuse et de la plus efficace des garanties. L'optimisme du Président Roosevelt trouve là son explication et sa justification.

PAUL DE ROUSIERS.

19 décembre 1903.

L'IDÉAL AMÉRICAIN

I

L'IDÉAL AMÉRICAIN

Dans son remarquable ouvrage intitulé : *National Life and Character*, M. Pearson dit : « Les compatriotes de Chatham et de Wellington, de Washington et de Lincoln, bref, les citoyens de tout État historique, sont riches de toutes les grandes actions qui ont formé le caractère national, des paroles ailées qui ont passé dans le langage courant, des exemples de vies et de travaux consacrés au service de la République ». En d'autres termes, toute grande nation doit aux hommes qui ont formé une partie de sa grandeur, non seulement les effets matériels de ce qu'ils ont accompli, non seulement les lois qu'ils ont inscrites dans le code, ou les victoires qu'ils ont remportées sur l'ennemi armé, mais aussi l'influence morale, immense et indéfinissable, produite par leurs actions et leurs paroles sur le caractère national. Il serait difficile d'exagérer l'effet matériel des carrières de Washington et de Lincoln aux États-Unis. Sans Washington, nous n'aurions probablement jamais conquis notre indépendance de la cou-

ronne britannique; nous ne serions certainement pas devenus une grande nation, mais une série de petits États querelleurs emportés à la dérive vers le type de gouvernement qui domine dans l'Amérique espagnole. Sans Lincoln, nous n'aurions peut-être pas réussi à conserver l'unité acquise; et même, en admettant que nous l'eussions conservée, la lutte par laquelle nous l'aurions maintenue et les résultats de cette lutte auraient été si différents que notre histoire nationale en aurait gardé une empreinte profonde. Pourtant la dette de la nation envers ces hommes ne se borne pas à ce qu'elle leur doit comme bien-être matériel, quelque grande que soit cette dette. Nous sommes une nation indépendante et unie, riche de la moitié d'un continent; mais ce qui est un fait non moins évident, c'est que tout Américain est plus riche encore par l'héritage des nobles paroles et des nobles actions de Washington et de Lincoln. Chacun d'entre nous qui lit le *Gettysburg speech* ou le deuxième discours d'inauguration du plus grand Américain du XIXe siècle, qui étudie les longues campagnes et la sublime politique de cet autre Américain qui était plus grand encore, ne peut s'empêcher de ressentir intérieurement cette poussée vers les choses élevées et nobles qui ne peut jamais être produite par la seule jouissance de la prospérité matérielle.

Nous n'héritons pas seulement de ces hommes la patrie qu'ils ont aidé à créer et à sauver, nous héritons d'eux aussi ce qu'il y avait de plus noble et de plus haut dans leur caractère et leur vie. Nous héritons de

Lincoln et de la valeur de sa génération non seulement la liberté de ceux qui sont nés esclaves, mais aussi le fait de les avoir délivrés; nous avons part à la gloire, à l'honneur au merveilleux de l'acte accompli jadis, non moins qu'aux résultats actuels de cet acte. Les cloches qui sonnèrent lors de la proclamation d'affranchissement sonnent encore dans l'ode de Whittier; et lorsque les hommes réfléchissent à la valeur réelle du triomphe assuré désormais au genre humain, leurs cœurs battent comme jamais ils ne battront pour le plus grand succès industriel, ou pour une victoire gagnée à un moindre prix que la nôtre.

Les chefs et les armées qui, après de longues années de pénibles campagnes et de combats acharnés et sanglants, terminèrent la guerre civile, nous ont également laissé quelque chose de plus que notre unité politique. L'effet matériel de leurs actes est dans ce fait, que le même drapeau flotte des Grands Lacs au Rio-Grande, et que tous les habitants des États-Unis sont plus riches parce qu'ils ne sont qu'un peuple, parce qu'ils appartiennent à une grande nation et non à un ensemble méprisable de petites nationalités luttant les unes contre les autres. Mais en plus de cela, en plus des résultats matériels de la guerre civile, nous sommes tous, Nord et Sud, incalculablement plus riches de ses souvenirs. Nous sommes plus riches de chaque rude campagne, de chaque bataille acharnée. Nous sommes plus riches de la valeur déployée également par ceux qui luttaient si vaillamment pour le bien, et par ceux qui, non moins vaillamment, luttaient pour ce qu'ils croyaient être le

bien. Nous avons en nous de plus nobles aptitudes pour ce qui est grand et bon à cause de la douleur et de la souffrance infinies qu'ils ont supportées, et à cause du splendide triomphe final.

De même que nous avons gagné par les actes de nos grands hommes qui ont bien servi la nation, de même nous avons perdu par les actes et les paroles de ceux qui se sont efforcés d'introduire le mal dans ce pays. Nous avons heureusement échappé au péril du plus dangereux de tous les exemples. Nous n'avons pas eu à combattre l'influence exercée sur l'esprit d'hommes ambitieux et ardents par la carrière d'un aventurier militaire dirigeant avec succès un mouvement révolutionnaire ou séparatiste. L'homme qui cause le mal le plus incalculable à un pays libre, est celui qui persuade aux jeunes gens que l'un des sentiers conduisant à la gloire, à la renommée et au succès temporel se trouve dans la résistance armée au gouvernement, et dans l'effort pour le renverser.

Pourtant, si nous sommes à l'abri du péril de cet exemple, il y en a d'autres dont nous devons nous méfier. De tous temps nous avons dû lutter contre la tendance également forte dans l'individu et dans la nation, de considérer comme essentielles des choses d'importance secondaire. Nous avons raison d'estimer le succès, mais parfois nous l'estimons trop, oubliant qu'il peut être obtenu par des moyens qui devraient le rendre odieux et méprisable aux yeux de tout honnête homme. Une partie de la nation idolâtre sous le nom de « *smartness* » l'espèce de fourberie qui permet à un

homme sans conscience de réussir dans le monde financier ou politique. Une autre partie de la nation idolâtre l'illégalité violente et homicide[1]. Si jamais la généralité du peuple adopte ces vues, nous aurons prouvé que nous sommes indignes de l'héritage que nos pères nous ont laissé, et notre patrie s'écroulera dans une ruine certaine.

Les hommes qui font le plus de mal ne sont pas les oppresseurs que tout le monde exècre ; ce sont ceux qui ne font pas tout à fait autant de mal, mais qui sont applaudis au lieu d'être exécrés. La carrière de Benedict Arnold n'a pas nui à la nation, à cause de l'horreur universelle qu'elle inspirait. Les hommes qui nous ont fait du tort sont ceux qui ont prêché la désunion, mais de telle manière qu'ils ont pu conserver leur position politique ; ceux qui ont soutenu la répudiation des dettes ou quelque malhonnêteté financière, tout en gardant leur place dans l'État ; ceux qui prêchent les doctrines anarchiques, mais se gardent d'une action qui les ferait tomber sous le coup de la loi ; ces hommes détournent du droit chemin des milliers de leurs semblables par le seul fait qu'ils demeurent impunis ou sont même récompensés de leurs méfaits. Il est malheureusement vrai que nous héritons également du bien et du mal faits par ceux qui nous ont précédés, et dans les deux cas l'influence s'étend bien au delà des simples effets matériels. Les ennemis de l'ordre nuisent autant par leur mauvais exemple que par leurs mauvaises

[1] On connaît la campagne vigoureuse menée récemment par le président Roosevelt contre les lynchages. (N. d. T.)

actions. Il en est de même pour les dangereux criminels des classes riches. Le spéculateur sans conscience qui acquiert la richesse en trompant ses camarades, en achetant les juges et corrompant les législateurs, et qui finit ses jours avec la réputation d'être l'un des hommes les plus riches d'Amérique, exerce sur l'esprit des jeunes générations une influence pire que celle du meurtrier ou du voleur ordinaires, parce que le succès de sa carrière est encore plus éblouissant, et encore plus dangereux dans ses effets sur la société. Quiconque lit les essais de Charles Francis Adams et de Henry Adams, intitulés : *Un chapitre d'Erié*, et *La conspiration de l'or à New-York* (*A Chapter of Erie*, and *The Gold Conspiracy in New-York*) y voit retracés les actes d'hommes dont l'influence pour le mal est plus puissante sur la société que celle d'une bande d'anarchistes ou de voleurs.

Il y a d'autres membres de notre communauté commerciale qui, étant eux-mêmes parfaitement honnêtes, sont néanmoins presque aussi nuisibles que les scélérats. L'agitateur populaire, avec ses discours incendiaires et inconséquents, ne peut pas faire plus de mal que le marchand ou le manufacturier étroit d'esprit, dur et égoïste, qui s'emploie délibérément à maintenir ses ouvriers dans une condition de dépendance les rendant incapables de s'unir contre lui ; chaque fois qu'un tel homme s'élève à une certaine situation, il laisse le souvenir de son nom et de ses actes comme un héritage de malheur pour tous ceux qui le suivront.

Mais, naturellement, les pires ennemis de l'Amérique

sont les ennemis de cette liberté ordonnée sans laquelle notre République ne saurait vivre. L'agitateur populaire qui entraîne la foule à l'émeute et à l'effusion du sang est, en dernière analyse, le plus dangereux ennemi de l'ouvrier. Cet homme est un réel péril ; il en est de même de son soutien, le législateur, qui pour gagner des votes, dénonce la justice et l'armée parce qu'elles calment les émeutes. Nous autres Américains, nous avons, d'une manière générale, le droit d'être optimistes ; mais il y aurait folie à s'aveugler sur le fait qu'il y a des nuages noirs à l'horizon.

Durant l'été de 1894, tout Américain capable de réfléchir, a dû parfois penser sérieusement à certains traits de notre caractère national que le cours des événements mettait en évidence d'une manière déplaisante. Le démagogue, sous toutes ses formes, est aussi malfaisant dans une société libre, que le courtisan sous un gouvernement despotique ; et l'attitude de plusieurs de nos hommes politiques au moment de la grande grève en juillet 1894, était digne d'attirer sur leurs têtes la vigoureuse réprobation de tout Américain désireux du bien de son pays. Il serait difficile d'exagérer le dommage causé par l'exemple et l'action d'un homme comme le gouverneur Altgeld, d'Illinois. Qu'il soit sincère ou non dans ses croyances, cela n'est pas de la moindre importance. Il est aussi complètement l'ennemi d'un gouvernement raisonnable que Tweed lui-même, et il est capable de faire bien plus de mal que Tweed [1]. Le gouverneur, qui commença sa carrière en

[1] William Tweed, célèbre politicien, chef de la *Tammany*

pardonnant aux anarchistes, et dont l'acte le plus remarquable a été, depuis, sa campagne violente et basse, mais heureusement vaine, contre l'élection du juge au cœur droit qui condamna les anarchistes, est l'ennemi de tout véritable Américain, particulièrement de tout honnête ouvrier. On devait s'attendre, en cas de commotion civile, à le voir agir comme l'ennemi de ceux qui soutiennent la loi, et l'ami de ceux qui y résistent, et s'efforçer, avec le concours des plus méprisables politiciens chercheurs d'emplois, d'empêcher l'exécution de toute mesure pouvant arrêter l'émeute et punir les émeutiers. Sans l'admirable action du Gouvernement Fédéral, Chicago aurait vu la répétition de ce qui s'est passé à Paris durant la Commune ; l'Illinois aurait été déchiré par une violente guerre sociale ; et c'est au gouverneur Altgeld que serait remontée originairement la responsabilité de tant de vies sacrifiées. Fort heureusement on a agi à Washington avec rapidité et énergie. Le sénateur Davis, de Minnesota, donna l'exemple du patriotisme, lorsque les hommes étaient encore hésitants et troublés. Le Président et l'Attorney General Olney agirent avec sagesse et courage et grâce à eux le danger fut écarté. L'étendue de la victoire des autorités fédérales, représentant la cause de la loi et de l'ordre, a été peut-être une des raisons de son oubli rapide ; et maintenant il faut rappeler à plusieurs personnes dont les vues sont courtes, qu'à la veille d'un terrible bouleversement, le gouverneur d'Illinois fit de

Society, convaincu de concussion dans l'administration de la municipalité de New-York. (N. d. T.)

son mieux pour causer à son pays un mal aussi grand qu'aucun de ceux projetés par Benedict Arnold, et que nous fûmes sauvés par l'action résolue de la justice fédérale et de l'armée régulière. De plus, le gouverneur Altgeld, quoique le plus en vue, n'était pas le seul à agir ainsi. Le gouverneur Waite de Colorado était avec lui. La plupart des gouverneurs populistes des États de l'Ouest, le gouverneur républicain de Californie, et le gouverneur démocrate du Dakota Nord, partagèrent la honte avec lui ; il est sans importance qu'en s'attachant au parti de la populace tumultueuse, ces hommes aient obéi à leur faiblesse et à leur timidité, ou à cet esprit démagogique qui, plus que tout autre, met en péril l'existence des institutions libres. D'autre part, la conduite de M. Mac-Kinley, alors gouverneur de l'Ohio, lui donna droit à la reconnaissance de tous les bons citoyens.

Tout véritable Américain, tout homme qui réfléchit, et qui, le moment venu est prêt à agir, ferait bien de songer au mal causé par le dérèglement des classes turbulentes, lorsqu'elles ont le droit d'élire leurs chefs au pouvoir. Si le gouvernement était, d'une manière générale, aux mains d'hommes tels qu'Altgeld, la République périrait en un an ; et il serait juste qu'elle pérît, car l'élection de tels hommes prouve que le peuple qui les nomme est indigne de se gouverner lui-même.

Il ne manque pas de personnes coupables en dehors de celles qui commettent des fautes au grand jour. On ne peut juger trop sévèrement les hommes riches qui sacrifient tout à l'acquisition de leurs richesses. Il n'y

a pas au monde de type plus ignoble que celui de l'Américain chercheur de millions, insensible à tout devoir, indifférent à tout principe, ne songeant qu'à amasser une fortune, et n'employant cette fortune qu'aux usages les plus bas, soit à spéculer à la Bourse, à ruiner des compagnies de chemins de fer, soit à permettre à son fils de mener une vie de paresse coûteuse et de grossière débauche, soit à acheter à sa fille quelque vaurien indigène ou étranger d'une haute situation sociale.

Un tel homme est particulièremeut dangereux si parfois il fonde un collège ou dote une église, car les braves gens qui sont généralement illogiques, oublient alors sa culpabilité. Ces hommes s'inquiètent aussi peu de l'ouvrier qu'ils oppriment que de l'État qu'ils mettent en péril. Ils ne sont pas nombreux, mais un très grand nombre d'hommes se rapprochent plus ou moins de ce type et, dans la mesure où ils s'en rapprochent, ils sont une malédiction pour le pays. L'homme qui se contente de laisser la politique aller de mal en pis, plaisantant sur la corruption des politiciens; l'homme qui se contente de voir la mauvaise administration de la justice sans faire un effort immédiat pour la réformer, déserte en face de son devoir et prépare le chemin à des maux infinis dans l'avenir.

L'indifférence grossière pour le bien et l'aveuglement également grossier sur les résultats inévitables de la corruption et de l'injustice, sont nuisibles au delà de toute expression; cependant ils sont la caractéristique d'un grand nombre d'Américains qui se croient par-

faitement respectables, et sont considérés par leurs paisibles concitoyens comme prospères et florissants.

Une autre catégorie, qui se fond dans celle-ci, et qui est presque aussi dangereuse, est celle des hommes à idéal purement matériel. Ce sont les hommes disposés à agir pour un bon gouvernement, quand ils pensent que cela paiera, mais qui mesurent tout à leur étroite mesure de boutiquiers; les personnes qui sont incapables d'apprécier une qualité si elle n'a pas de valeur marchande, qui ne comprennent pas qu'un poète peut faire beaucoup plus pour un pays que le propriétaire d'une usine de clous; qui ne se rendent pas compte que la prospérité commerciale, si grande soit-elle, ne peut suppléer aux vertus héroïques, et ne peut par elle-même résoudre les terribles problèmes sociaux que le monde civilisé se pose aujourd'hui. Le matérialiste pur a inévitablement une vue bornée.

Dans un récent article, M. Edward Atkinson, a dit accidentellement que l'armée régulière ne pouvait à l'heure actuelle rendre au pays « aucun service utile ou effectif ». Deux mois avant que cette sage remarque ne fût imprimée, l'armée régulière avait sauvé Chicago du sort de Paris en 1870, et avait empêché dans l'Ouest une terrible guerre sociale. A la fin de cet article, M. Atkinson s'abandonna à une curieuse rhapsodie contre la marine, dénonçant son existence, et particulièrement excité, non parce que les vaisseaux de guerre prennent des vies, mais parce qu'ils « détruisent le commerce ». Aux hommes d'une certaine espèce, le com-

merce et les biens matériels sont autrement sacrés que la vie ou l'honneur, de bien plus d'importance que les hautes pensées et les sublimes émotions qui seules font la grandeur d'une nation. Ils croient avec une foi rendue presque touchante par son absolue naïveté que « l'Ange de la Paix drapé dans un vêtement de calicot exempt d'impôts » a donné aux hommes son message final lorsqu'il les a implorés d'employer toutes leurs énergies à produire l'oléomargarine à un quart de sou en moins le quartaut; d'importer des lainages revenant un peu moins cher que ceux fabriqués à l'intérieur. Ces solennels bavards s'efforcent d'atteindre un idéal joignant heureusement l'imagination d'un épicier au cœur d'un babouin du Bengale. Ils sont absolument incapables de ressentir un frémissement de généreuse émotion, ou le plus léger battement de ce cœur qui donne au monde ses hommes d'État, ses patriotes, ses guerriers, ses poètes, et qui fait d'une nation autre chose qu'une matière encombrante à la surface du globe. A la dernière page de son article, M. Atkinson offrant complaisamment sa panacée, son remède de charlatan, dit que « toutes les puissances nuisibles du monde disparaîtront devant une politique de réciprocité de commerce sans obstruction » ! La sottise ne peut aller plus loin.

Certains populistes croient pouvoir établir une circulation monétaire sur la seule base du commerce du blé et du coton; d'autres gens ont confiance dans la simple adoption d'une politique commerciale internationale ingénieuse pour trancher le problème si compliqué de

la misère sociale, auquel se heurtent sans plus de succès le libre échangisme londonien et le protectionnisme berlinois. Tous ces hommes manquent également de sens commun. Pris individuellement, ils représentent dans le travail et la pensée de la société un élément presque impondérable ; mais pris dans l'ensemble, ils constituent un véritable danger, car ils donnent corps à une opinion qui s'est fait jour depuis quelques années chez un grand nombre de gens respectables. Les personnes qui se vantent d'un idéal purement commercial ignorent apparemment qu'un tel idéal est un des plus méprisables et des plus sordides du monde, et qu'aucune société de bandits du moyen âge n'a mené une vie moins belle que la vie d'hommes pour lesquels le commerce et l'industrie seraient tout, pour qui les mots d'honneur national et de gloire, de hardiesse et de générosité auraient perdu toute signification. L'idéal purement matériel, l'idéal purement commercial, l'idéal des hommes qui « ont le labeur matériel pour patrie », est, dans son essence, dégradant et avilissant. Il est aussi vrai aujourd'hui que jamais, qu'aucun homme et aucune nation ne vit seulement de pain. Le travail et l'activité sont des vertus indispensables, mais à elles seules, elles sont insuffisantes. Nos appels à l'amélioration civique et nationale doivent se réclamer d'un motif plus noble que celui du pur avantage matériel.

Nous n'avons que trop d'exemples tendant au mal ; mais heureusement pour nous, les hommes qui ont imprimé la trace la plus profonde sur la mentalité de

la nation, ont laissé derrière eux des carrières dont l'influence compte pour le bien.

Le spéculateur sans scrupule qui amasse d'énormes richesses par escroquerie envers son voisin ; le capitaliste qui opprime l'ouvrier ; l'agitateur qui fait à l'ouvrier encore plus de tort en cherchant à lui apprendre à se reposer, non sur lui-même, mais en partie sur la charité des individus ou de l'État, en partie sur l'émeute violente ; l'homme public qui s'abandonne à la démagogie et à la corruption ; le journaliste qui n'attaque pas l'homme public corrompu parce qu'il est corrompu lui-même ou qui attaque calomnieusement l'homme public honnête ; le chef politique qui, affligé d'une infirmité de vue mentale ou morale, cherche à provoquer la guerre civile ou sociale — tous ceux-là, quoique ayant leur importance à un moment donné, n'ont pas jusqu'à l'heure présente, réussi à laisser une impression profonde sur la vie de la nation. Les hommes qui ont profondément influencé le développement de notre caractère national furent en général des hommes dont l'action s'exerçait pour le bien, et ceux qui se son montrés les vigoureux adversaires des pires tendances de leur époque. Les grands écrivains qui ont écrit en prose ou en vers ont fait beaucoup pour nous. Les grands orateurs dont les paroles brûlantes en faveur de la liberté, de l'union, de l'honnête gouvernement, résonnèrent, dans nos assemblées législatives, ont fait plus encore. Mais le plus grand bien a été fait par ces hommes qui nous ont parlé par actions et non par paroles, ou dont les paroles puisaient leur sens et leur mysté-

rieux pouvoir dans le fait qu'elles venaient d'hommes qui parlaient aussi par actions. La grandeur d'une nation réside dans sa faculté d'accomplir quelque chose dans le présent, et rien ne l'y pousse davantage que la conscience d'avoir accompli quelque chose dans le passé.

II

LE VÉRITABLE AMÉRICANISME

On a tellement abusé du mot de patriotisme que le Dr Johnson a pu le définir plaisamment : le dernier argument d'un coquin. Le Dr Johnson aurait pu donner une définition analogue du mot de « réforme » dont l'usage abusif n'a pas été moindre. Bien entendu, ces deux plaisanteries ne sont justifiables que dans la mesure où des personnes peu scrupuleuses emploient des termes élevés pour couvrir leurs intentions méprisables. L'homme qui ne voit pas que l'amour de la patrie est une vertu fondamentale, en dépit des coquins qui l'exploitent avec des vues personnelles, montre peu de sagesse et un sens peu élevé du devoir ; de même, en présence des abus qui sont constants dans la vie politique comme dans toute espèce de vie, l'homme d'État se montre faible s'il hésite à réformer ces abus, parce que le mot « réforme » se trouve souvent sur les lèvres d'hommes sots ou malhonnêtes.

Ce qui est vrai pour le patriotisme et la réforme est également vrai pour l'américanisme. Il ne manque pas de misérables toujours prêts à faire échouer les mou-

vements de réforme ou à prendre leur parti des iniquités existantes, au nom de l'américanisme ; cela n'empêche pas que l'homme le plus utile au bien de ce pays est celui dont l'américanisme est le plus intense et le plus sincère. Se servir d'une idée noble comme d'un masque pour le mal est un acte criminel, mais il est encore pire d'attaquer l'idée noble, parce qu'elle peut être ainsi employée. Les hommes qui commettent l'iniquité au nom du patriotisme, de la réforme, de l'américanisme, sont simplement une portion de cette classe qui a toujours existé et existera toujours, — la classe des hypocrites et des démagogues, la classe qui est toujours prompte à voler les mots d'ordre de droiture et de justice, pour s'en servir dans l'intérêt du mal.

Ce sont précisément les Américains les plus vaillants et les plus honnêtes qui ont le moins de sympathie pour les hommes qui, au nom de l'esprit d'américanisme encouragent les pratiques vicieuses dans notre gouvernement, ou suscitent des obstacles aux réformateurs. Il est méprisable de s'opposer à un mouvement bienfaisant, parce que ce mouvement a déjà réussi ailleurs, ou de défendre un abus existant sous prétexte que notre peuple en a toujours souffert. Il est indigne et sot de faire appel au préjugé national contre un mouvement de réforme. Il est aussi puéril de dénoncer le libre échange, parce que l'Angleterre l'a adopté que de le soutenir pour cette même raison. Il est absolument utile, lorsqu'on traite la législation douanière, de considérer ses effets dans le passé sur les autres nations comme sur la nôtre ; mais en tirant les conclusions, il est

insensé d'exciter les préjugés contre un système, parce qu'il est en vogue dans tel pays, ou d'exciter les préjugés en sa faveur, parce que les économistes de ce pays l'ont trouvé approprié à leur cas particulier. En tentant de résoudre le difficile problème de notre gouvernement municipal, il est purement absurde de se refuser à profiter de ce qui est bon dans les exemples de Manchester[1] et de Berlin, parce que ces villes sont étrangères ; il est également absurde de copier aveuglément leurs exemples sans avoir égard à nos conditions totalement différentes. Quant à l'absurdité de s'élever contre la réforme du service civil, l'appelant « chinoise », parce que les examens écrits ont été employés en Chine, il serait tout aussi raisonnable de s'élever contre la poudre à canon, parce qu'elle a d'abord été employée par le peuple chinois. Bref, l'homme qui, soit par sottise, soit par intérêt personnel, fait appel au préjugé américain contre ce qui est étranger et pousse les Américains à s'opposer à des mesures bienfaisantes, devrait être considéré avec le plus profond mépris par ses compatriotes. Ceci pour les hommes qui font appel à l'esprit d'américanisme afin de nous maintenir dans l'erreur. Mais notre mépris pour ces hommes ne doit jamais nous aveugler sur la noblesse de l'idée qu'ils s'efforcent d'avilir.

Nous avons en Amérique bien des problèmes graves à résoudre, bien des dangers menaçants à combattre, bien des œuvres à accomplir, si, comme nous le

[1] Le président Roosevelt fait ici allusion à la mise en régie directe de certains services municipaux, tels que gaz, tramways, etc. (N. d. T.)

croyons et l'espérons, nous avons la sagesse, la force, le courage et la vertu nécessaires. Mais il nous faut envisager les faits tels qu'ils sont. Nous ne devons ni nous abandonner à un optimisme ridicule, ni succomber sous un timide et honteux pessimisme. Parmi toutes les nations de la terre, notre nation est celle qui tient en mains le sort des années futures. Nous jouissons d'avantages exceptionnels, et nous sommes menacés par d'exceptionnels dangers ; tout semble indiquer un échec ou un succès également éclatant. Je crois fermement que nous réussirons ; mais nous ne devons pas esquiver les dangers dont nous sommes menacés, car c'est le moyen d'échouer. Au contraire, nous devons travailler avec calme à découvrir l'existence et l'étendue de chacun de nos maux, les reconnaître ouvertement, et les attaquer alors avec une volonté inflexible. Ces maux sont nombreux, et la lutte ne doit pas être pratiquée de même contre tous ; il y a cependant une condition nécessaire à la solution de tout problème ; — un américanisme ardent et intense. Nous ne serons jamais victorieux des dangers qui nous barrent la route ; nous n'acquerrons jamais la vraie grandeur, nous n'atteindrons jamais le sublime idéal que les fondateurs et sauveurs de notre grande République fédérale nous ont proposé, à moins d'être Américains de cœur et d'âme, d'esprit et d'ambition, pénétrés de la responsabilité que contient le seul nom d'Américain, et fiers au delà de toute mesure du glorieux privilège de le porter.

La question de l'américanisme présente deux ou trois

côtés, et le mot « américanisme » peut être employé de deux ou trois manières pour exprimer l'opposition à ce qui est malsain et peu désirable. En premier lieu, nous voulons être Américains d'une seule grande nation, écartant le patriotisme local et sectionnel. Nous ne voulons pas développer en politique, en littérature, ou en art, le nuisible esprit de clocher, cette exaltation exagérée de la petite société aux dépens de la grande nation, qui produit ce que l'on a appelé le patriotisme de village. Politiquement, la satisfaction donnée à cet esprit fut la cause principale des calamités qui ruinèrent les anciennes républiques grecques, les républiques italiennes du moyen âge, et les petits États allemands du siècle dernier. Cet esprit de patriotisme provincial, cette incapacité d'adhérer sincèrement à la nation entière, a été la cause première de l'anarchie dont souffrent les États sud-américains. Ceux-ci nous donnent le spectacle non pas d'une nation fédérale hispano-américaine, s'étendant du Rio-Grande au cap Horn, mais d'une multitude de petits États querelleurs et révolutionnaires, dont pas un n'est compté parmi les puissances. Néanmoins, cette question de la nationalité américaine a été résolue politiquement une fois pour toutes. Nous ne courons plus le danger de voir se renouveler dans notre histoire, les désastres honteux qui ont ruiné les possessions espagnoles sur ce continent depuis qu'elles ont échappé au joug de l'Espagne. En vérité, nous souffrons bien moins que jadis de l'esprit de clocher ; cependant il se manifeste parfois de place en place, et nous devons avoir toujours présent

à l'esprit le ridicule qu'il y aurait à parler d'une littérature du Nord ou du Sud, d'une école artistique ou scientifique de l'Est ou de l'Ouest. Joel Chandler Harris est un écrivain absolument national, il en est de même pour Mark Twain. Ils n'écrivent pas davantage pour la Géorgie, le Missouri ou la Californie que pour l'Illinois ou le Connecticut ; ils écrivent comme Américains et pour tous ceux qui peuvent lire l'anglais. Saint-Gaudens habite New-York ; mais son œuvre porte aussi bien le caractère de Boston ou de Chicago. Il est très important que nous ayons un développement littéraire complet aux États-Unis ; mais il n'est d'aucune importance que New-York, Boston, Chicago ou San-Francisco devienne le foyer littéraire ou artistique des États-Unis.

Il y a cependant un second côté à la question. Le patriotisme de village ou de clocher est mauvais, mais le manque de tout patriotisme est encore pire. Certains philosophes nous assurent que dans l'avenir, le patriotisme, tel que nous l'entendons, ne sera plus considéré comme une vertu, mais simplement comme une étape vers la conception d'un patriotisme nouveau comprenant la race humaine entière et le monde entier. Il peut en être ainsi; mais le temps dont parlent ces philosophes est encore éloigné de plusieurs siècles. En réalité, les philosophes de ce type sont si en avance qu'ils ne rendent aucun service pratique à la génération actuelle. Dans des temps si lointains que nous ne pouvons comprendre aucun des sentiments de ceux qui y vivront, il se peut que le patriotisme ne soit plus considéré comme une vertu; il se peut aussi, dans ces temps

lointains, que le mariage monogamique soit regardé avec mépris; mais dans l'état actuel de ces questions qui n'ont pas varié depuis deux ou trois mille ans et ne varieront sans doute pas de deux ou trois mille ans, les mots de « foyer » et de « patrie » ont une grande signification. Actuellement, la trahison, comme l'adultère, compte parmi les plus graves des crimes possibles.

Tout en ne commettant aucune trahison, on peut être un citoyen inutile. L'homme qui s'européanise, qui devient incapable de jouer son rôle d'homme de ce côté-ci de l'Océan, qui perd son amour pour son pays natal, n'est pas un traître; mais c'est un citoyen sans valeur et sans utilité. C'est dans notre corps politique un élément aussi nuisible que l'immigrant qui conserve son esprit étranger. Rien n'agit aussi rapidement et aussi sûrement pour rendre un homme incapable de jouer son rôle d'homme dans le monde, que cet état d'esprit inconsistant, appelé cosmopolitisme par ceux qui le possèdent.

Il n'est pas seulement nécessaire d'américaniser les immigrants qui s'installent parmi nous, il est encore plus nécessaire pour ceux d'entre nous qui sont Américains de naissance et de famille, de ne pas abandonner leurs droits ici, pour se courber, avec une folie aussi incompréhensible que méprisable, devant les dieux étrangers que nos pères ont délaissés. On ne croirait pas qu'il fût utile d'avertir des Américains qu'en cherchant à imiter d'autres civilisations, ils deviennent la risée de tous les hommes raisonnables; cet avertis-

sement est pourtant nécessaire pour plusieurs de nos citoyens qui se glorifient de leur importance dans le monde des lettres et des arts, ou peut-être, de ce qu'ils appelleraient leur action dirigeante dans la société. Il est toujours mieux de produire un original qu'une imitation, même si la chose à imiter est supérieure à l'original; mais que dirons-nous de l'insensé satisfait de l'imitation d'un modèle inférieur? A supposer même que les êtres faibles qui cherchent à ne plus être Américains, aient raison en estimant d'autres nations supérieures à la nôtre, il est pourtant cinquante fois préférable d'être un Américain de premier ordre que la médiocre imitation d'un Français ou d'un Anglais. C'est un fait évident que ceux de nos compatriotes qui croient à l'infériorité américaine ont quelque faiblesse organique dans leur formation morale ou mentale, quel que soit leur degré de culture intellectuelle; la grande masse de la nation qui est vigoureusement patriotique, qui a un esprit sain et robuste, a raison de considérer ces faibles renégats avec un dédain demi irrité et demi souriant.

Nous croyons nécessaire d'entreprendre une guerre sans relâche contre les maux de toutes sortes, alors même qu'ils sont essentiellement américains. Nous nous approprions le bien, quelle que soit sa provenance. Mais nous n'admettons pas comme excuse des erreurs de notre gouvernement, les erreurs résultant d'un autre système de gouvernement : le fait que le courtisan est un chenapan, n'ôte rien au fait que le démagogue est un gredin. Il est cependant vrai, qu'en dépit de toutes

nos fautes et de toutes nos erreurs, aucun pays n'offre au même degré que le nôtre d'aussi glorieuses chances de succès à l'homme capable d'en profiter ; mais personne ne peut accomplir parmi nous une œuvre de réelle valeur, s'il ne se place au point de vue américain. Certains groupes de la nation ne parviennent pas à accomplir ce qu'ils devraient, parce qu'ils conservent leur esprit de dépendance coloniale, et de déférence exagérée envers l'opinion européenne. Nous avons acquis les résultats les plus considérables dans les voies où nous avons travaillé avec le plus d'indépendance ; et c'est dans les professions où nous avons sagement profité de l'expérience étrangère, sans nous y soumettre servilement, que nous avons produit nos plus grands hommes. Nos soldats, nos hommes d'État et nos orateurs ; nos explorateurs, nos conquérants de déserts, et nos fondateurs de Républiques ; les hommes qui ont fait nos lois et veillé à leur exécution ; les hommes dont l'énergie et l'ingéniosité ont créé notre merveilleuse prospérité matérielle, tous ces hommes ont puisé leurs connaissances dans les enseignements de toutes les époques et de toutes les nations ; mais ils ont cependant pensé et travaillé, ils ont vécu et sont morts, uniquement en Américains. D'une manière générale ils ont fait un travail supérieur à celui accompli dans tout autre pays durant la courte période de notre vie nationale.

D'autre part, c'est dans les professions où nous nous sommes le plus efforcés d'imiter l'esprit de convention européen que nous avons le moins réussi ; cela est

encore vrai actuellement, l'échec étant particulièrement remarquable quand l'homme s'établit en Europe ; il devient alors un Européen de second ordre, car il est trop civilisé, trop sensible, trop raffiné et a perdu l'endurance et le courage virils qui lui sont indispensables dans l'âpre lutte de notre vie nationale. N'oublions pas que cet être ne devient jamais un véritable Européen ; il cesse d'être Américain, et ne devient rien. Il abandonne un grand bien dans l'espoir d'en acquérir un moindre, et il n'a ni l'un ni l'autre. Le peintre qui va à Paris, non pour s'assurer deux ou trois années de complète instruction artistique, mais avec l'intention de s'y établir, décidé à marcher dans les ornières creusées déjà par les pas de mille voyageurs, au lieu de s'élancer pour réussir ou échouer dans une voie nouvelle, ruine ses chances de faire un travail supérieur. Il ne peut viser qu'à cette sorte de médiocrité qui consiste à faire tolérablement bien ce que d'autres ont déjà fait mieux ; et en général il ne voit même pas la grandeur et le pittoresque offerts aux yeux de tous ceux qui peuvent lire le livre du passé et du présent de l'Amérique. Il en est de même pour l'homme de lettres secondaire, qui fuit son pays parce qu'avec sa sentimentalité délicate et efféminée, il trouve les conditions de vie trop grossières et trop âpres de ce côté-ci de l'Océan ; en d'autres termes, parce qu'il ne peut jouer son rôle d'homme parmi les hommes, il cherche à s'abriter du vent qui endurcit les âmes plus intrépides. Cet émigré peut écrire des vers jolis et gracieux, des essais, des romans ; mais il ne fera jamais une œuvre comparable à celle de

son frère, assez fort pour ne s'appuyer sur personne, et pour faire son travail d'Américain. Il en est de même pour le savant qui passe sa jeunesse dans une université germanique, et qui dès lors ne peut travailler qu'aux champs déjà cinquante fois labourés par les charrues allemandes. Il en est de même pour ce père, le plus absurde de tous, qui fait élever ses enfants à l'étranger, ignorant — ce qu'a su tout homme éclairé depuis Washington jusqu'à Jay — qu'un Américain désireux de faire son chemin en Amérique, doit être élevé parmi ses compatriotes. Ces habitudes de pensée, cet esprit provincial d'admiration pour les choses étrangères, cette incapacité d'agir par soi-même sont surtout manifestes et méprisables chez les gens qui se considèrent et sont en réalité à la tête de ce qu'on appelle la haute société, particulièrement dans les villes du Nord-Est. Nous admettons tous les plaisirs honnêtes et légitimes, pourvu que leur recherche ne soit pas la principale occupation de l'homme ; et nous croyons fermement au bien que peuvent faire des hommes de loisirs, s'ils occupent ces loisirs à un travail sérieux : politique, philanthropique, littéraire ou artistique. Mais une classe de gens dont les loisirs sont simplement remplis par l'oisiveté est une malédiction pour la société, et ces gens, dans la mesure où ils se distinguent en singeant le mal et non le bien des peuples d'outre-mer, deviennent non seulement ridicules, mais nuisibles.

Le troisième sens qu'on peut donner au mot « américanisme » se rapporte à l'américanisation de nos immigrants. Nous devons les américaniser de toutes

manières, en paroles, en principes, en idées politiques, et dans leur façon de considérer les rapports de l'Église et de l'État. Nous faisons bon accueil à l'Allemand ou à l'Irlandais qui devient Américain. Nous n'avons pas d'emploi pour l'Allemand ou l'Irlandais qui demeure tel. Nous ne voulons pas, dans notre vie sociale et politique, de l'Américain-Allemand ou de l'Américain-Irlandais; nous voulons de véritables Américains, et pourvu qu'ils soient tels, peu nous importe leurs ancêtres. Nous n'avons pas de place dans notre nation pour des votes allemands ou irlandais, et c'est un acte de démagogie méprisable pour un parti que de chercher dans son programme à s'attirer de tels votes. Nous n'avons de place que pour ceux qui agissent et votent purement comme Américains. De plus, nous avons aussi peu d'emploi pour les gens qui transportent leurs préjugés religieux en politique, que pour ceux qui y transportent leurs préjugés de caste ou de nationalité. Nous sommes entièrement en faveur du système des *public-schools*. Nous croyons que l'Anglais est la seule langue qui doit servir à l'enseignement. Nous sommes contraires à tout partage des fonds destinés à l'instruction publique, et à toute subvention du trésor public en faveur d'une secte quelconque. Nous sommes opposés à toute reconnaissance officielle par l'État d'écoles confessionnelles subventionnées par lui[1]. Nous sommes

[1] Allusion au régime scolaire canadien dans lequel les écoles confessionnelles reçoivent de l'État des subventions proportionnées au nombre de leurs élèves, à l'exactitude de leur fréquentation et à leurs succès dans les examens. (N. d. T.)

également opposés à toute faveur ou défaveur vis-à-vis d'un homme en raison de sa croyance religieuse. Nous demandons que tous les citoyens, protestants ou catholiques, juifs ou gentils, soient loyalement traités, que tous aient leurs droits garantis. Les mêmes raisons qui nous font repousser formellement les écoles confessionnelles subventionnées nous conduisent à demander aux *public-schools* une justice égale pour leurs membres de toutes croyances : administrateurs, directeurs, professeurs ou élèves. Lorsqu'il s'agit de voter pour un homme qui doit exercer une fonction dans un État particulier ou dans la nation, il faut se demander s'il est un bon Américain, et c'est une insulte de considérer sa foi religieuse. Quand une société secrète agit, comme semble avoir parfois agi l'*American Protective Association*, et cherche à proscrire les catholiques au double point de vue politique et social, les membres de cette société se montrent aussi anti-Américains, aussi étrangers à notre éducation politique, que les pires immigrants qui débarquent sur nos côtes. Leur conduite est également basse et méprisable; ils sont les pires adversaires de notre plan d'éducation, parce qu'ils fortifient ses ennemis ultramontains; ils méritent la sincère réprobation de tout patriote américain.

Le grand flux d'immigration nous a apporté beaucoup de bien et beaucoup de mal, et le triomphe du bien ou du mal dépend de la façon dont les nouveaux venus se jetteront corps et âme dans notre vie nationale, cesseront d'être Européens pour devenir Américains comme nous. Plus d'un tiers de la population des États du

Nord est de naissance ou de descendance étrangère. Parmi eux un grand nombre s'est complètement américanisé, et se trouve au même niveau que les descendants d'un puritain, d'un knickerbocker[1], ou d'un cavalier quelconque; ils prennent une part honorable au travail national. Lorsqu'au contraire les immigrants, ou fils d'immigrants, ne confondent pas leur vie avec la nôtre, mais s'efforcent de conserver le langage, les coutumes, les habitudes de vie et de pensée du Vieux Monde qu'ils ont abandonné, ils se font du tort ainsi qu'à nous. S'ils demeurent étrangers, ne s'assimilent pas, conservent des intérêts séparés des nôtres, ils obstruent le courant de notre vie nationale, et, de plus, ils n'en retirent aucun bien personnel. Malgré le tort que nous cause leur erreur, ce sont eux qui souffrent le plus. Pour l'immigrant européen, c'est un immense avantage de devenir citoyen de la République américaine. Porter le nom d'Américain, c'est porter le plus honorable de tous les titres; celui qui n'en est pas convaincu n'a aucun droit à le porter, et s'il vient d'Europe il n'a qu'à y retourner au plus tôt. De plus, l'immigrant qui refuse de s'américaniser ne peut demeurer Européen, ni continuer à être membre de la société du Vieux Monde. S'il cherche à garder son vieux langage, celui-ci devient un jargon barbare au bout de quelques générations; s'il veut rester fidèle à ses vieilles coutumes et

[1] Nom donné aux premiers colons de New-York. Actuellement encore la ville de New-York est personnifiée dans les journaux comiques sous les traits d'un gentilhomme à perruque et culotte courte et porte le nom de *Father Knickerbocker*. (N. d. T.)

habitudes de vie, il devient un rustre grossier. Il s'est exilé du Vieux Monde et ne peut conserver de rapports avec lui ; s'il désire jamais aboutir à quelque chose, il doit se jeter corps et âme et sans réserve dans la nouvelle vie qu'il est venu chercher. Il est urgent de contenir et de régler notre immigration par des lois plus sévères que celles qui existent actuellement, afin d'éloigner les travailleurs qui tendent à faire baisser le prix du travail, les races qui ne s'assimilent pas volontiers à la nôtre, les individus indignes de toutes races, — non seulement les criminels, les idiots et les indigents, mais encore les anarchistes du type Most et O'Donovan Rossa.

Au point de vue de l'immigrant, il est hors de doute qu'il lui est avantageux de s'américaniser. De plus, nous avons le droit de l'exiger. Quels que soient sa religion ou son lieu de naissance, nous accueillons sincèrement et en camarade celui qui vient ici bien décidé à devenir un bon citoyen des États-Unis ; nous avons aussi le droit d'exiger qu'il n'embrouille pas les questions qui nous occupent en introduisant parmi nous les querelles et les préjugés du Vieux Monde. Il y a certaines idées qu'il doit abandonner. Par exemple, il apprendra que la vie américaine est incompatible avec une forme quelconque d'anarchie, de société secrète ayant le meurtre pour but, ici ou à l'étranger ; il apprendra aussi que nous exigeons une tolérance religieuse absolue et la séparation de l'Église et de l'État. De plus, il ne doit pas nous apporter ses antipathies religieuses ou nationales, mais les fondre dans l'amour

de notre patrie commune, et se glorifier des choses dont nous nous glorifions. Non seulement il doit révérer notre drapeau, comme le premier de tous, mais aucun autre ne doit venir en second. Il doit apprendre à célébrer l'anniversaire de Washington plutôt que celui de la Reine ou du Kaiser; et le 4 juillet plutôt que la fête de saint Patrick. Nos problèmes politiques et sociaux doivent être tranchés tels qu'ils se présentent à nous sans se compliquer des querelles entre Anglais et Irlandais, Français et Allemands : c'est une insanité de combattre une campagne politique américaine, avec des arguments tirés de la politique européenne. Par-dessus tout, l'immigrant doit apprendre à parler, à penser, à agir en membre des États-Unis (*to talk and think and be United States*).

L'immigrant d'aujourd'hui peut beaucoup profiter de l'expérience des immigrants du passé, venus en Amérique avant la Révolution. Nous étions alors un peuple de sang mélangé. Plusieurs de nos noms révolutionnaires les plus illustres furent portés par des hommes de sang huguenot — Jay, Sevier, Marion, Laurens. Mais les huguenots étaient les meilleurs immigrants que nous ayons jamais reçus; plus rapidement que d'autres et plus complètement, ils devinrent Américains de langage, de convictions et de pensées. Les Hollandais ont été plus longs à s'assimiler; ils y sont cependant parvenus à leur grand avantage. Un de nos plus grands généraux révolutionnaires, Schuyler, et un président des États-Unis, Van Buren, étaient de sang hollandais ; mais ils s'élevèrent à ces hautes situations

parce qu'ils étaient devenus Américains et avaient cessé d'être Hollandais. S'ils étaient demeurés membres d'un corps étranger, séparés de nous par leur langage, leurs coutumes et leurs croyances, Schuyler serait mort propriétaire campagnard, et Van Buren aurait fini ses jours comme cabaretier. Il en est de même pour les Allemands de Pennsylvanie.

Ceux d'entre eux qui se sont américanisés ont fourni à notre histoire une multitude de noms honorables, depuis le temps des Mühlenbergs ; mais ceux qui ne se sont pas américanisés forment encore à l'heure actuelle un groupe sans importance. Il en est de même pour les Irlandais qui ont fourni aux annales révolutionnaires les noms de Carroll et de Sullivan, à la Guerre Civile des hommes comme Sheridan — des hommes qui étaient Américains et rien de plus. Au contraire, les Irlandais qui demeurent tels, ne s'occupant que de politique étrangère, exercent une influence malsaine sur la vie américaine et ne peuvent s'élever comme leurs compatriotes. La leçon est la même pour tous les peuples qui sont venus ici, quelle que soit leur race. Elle est la même pour toutes les Églises. Une Église qui demeure étrangère, de langage ou d'esprit, est destinée à disparaître.

Il y a un point sur lequel je désire être bien compris. L'américanisme est une question d'esprit, de conviction et de but, non pas de religion ou de pays natal. Le politicien qui recherche le vote irlandais ou allemand, l'Irlandais ou l'Allemand qui vote comme tel, est méprisable, tout citoyen de cette République doit voter

en Américain ; mais cet homme n'est pas plus méprisable que celui qui vote contre un bon Américain, sous prétexte que ce dernier est né en Allemagne ou en Irlande.

L'exclusivisme contre l'étranger est aussi anti-américain que le cosmopolitisme. C'est une insanité de combattre un homme à cause de sa religion ou de son pays natal, et tous les bons citoyens doivent abhorrer une pareille action. L'Irlandais, l'Allemand ou le Scandinave qui est vraiment devenu Américain, a le droit de tenir le même rang qu'un citoyen né sur notre territoire ; il mérite au même degré l'appui et l'amitié de ses voisins. Parmi les hommes avec lesquels j'ai eu le plus de contact personnel, et qui ont été en politique mes plus sûrs amis et alliés, se trouvent plusieurs Américains nés au delà des mers, en Allemagne, en Irlande, en Scandinavie. On ne pourrait trouver d'hommes supérieurs dans les rangs de nos citoyens indigènes.

En terminant, je ne saurais mieux marquer l'attitude que je voudrais voir adopter par nos concitoyens de naissance étrangère, qu'en citant les paroles d'un Américain, né en Allemagne, l'honorable Richard Guenther, du Wisconsin. Dans un discours prononcé à l'époque des affaires de Samoa, il dit :

« Nous connaissons notre devoir aussi bien que toute autre classe de citoyens américains. Nous travaillerons pour notre patrie en temps de paix, et nous combattrons pour elle en temps de guerre, si ce temps arrive jamais. Quand je dis notre patrie, je veux dire notre

patrie d'adoption. Je veux dire les États-Unis d'Amérique. Après avoir passé au creuset de la naturalisation, nous ne sommes plus des Allemands : nous sommes Américains. Notre attachement pour l'Amérique ne peut se mesurer à la longueur de notre séjour ici. Nous sommes Américains depuis l'instant où nous touchons le sol américain, jusqu'à celui où nous reposerons dans des tombes américaines. Nous combattrons pour l'Amérique aussi souvent que ce sera nécessaire. L'Amérique partout et toujours. L'Amérique contre l'Allemagne, l'Amérique contre le monde ; l'Amérique à tort ou à raison ; l'Amérique toujours. Nous sommes Américains. »

Honneur à l'homme qui a prononcé ces paroles ; je crois qu'elles expriment les sentiments de la grande majorité de nos compatriotes nés à l'étranger. Nous remplirons pleinement la tâche qui nous est assignée si nous l'envisageons bravement et avec calme, voyant mais ne craignant pas les dangers. Avant tout, nous devons nous tenir épaule contre épaule, sans nous inquiéter des aïeux ou de la religion de nos camarades, mais seulement de la sincérité de leur américanisme, travaillant tous ensemble, de cœur, de tête, et de mains, à l'honneur et à la puissance de notre patrie commune.

III

L'HONNÊTETÉ POLITIQUE ET L'ACTION EFFECTIVE

Je me sens parfois tenté, en m'adressant aux hommes qui désirent sincèrement l'amélioration de nos affaires publiques, mais qui n'ont pas pris une part active à leur direction, de leur dire qu'il y a deux évangiles à prêcher à tout réformateur. Le premier est l'évangile de l'honnêteté, le second est l'évangile de l'action effective.

Il est à peine nécessaire de prêcher à des citoyens honnêtes et droits la doctrine morale appliquée à la vie publique. C'est un crime encore plus grave de pécher contre la République que de pécher contre un individu. L'homme qui corrompt notre vie publique, par malversation dans l'exercice de sa fonction, par l'achat d'électeurs ou de législateurs, ou bien encore par la distribution d'emplois à des gens indignes, en récompense de l'activité nuisible et intéressée qu'ils déploient dans la vie politique, — cet homme est un plus grand ennemi de notre bon ordre national que le caissier malhonnête d'une banque, ou que l'homme qui abuse d'un dépôt à lui confié. Aucune somme d'intelli-

gence ou d'énergie ne sauvera une nation si elle n'est honnête, et aucun gouvernement ne peut réussir d'une manière permanente s'il n'est soutenu par un idéal supérieur. La première condition requise d'un citoyen qui désire prendre part à la vie publique, est qu'il agisse avec désintéressement et une sincère intention de servir l'ensemble de la nation, soit qu'il désire remplir une fonction, soit qu'il veuille simplement faire son devoir d'Américain.

Mais le désintéressement, l'honnêteté et le désir de bien faire ne sont pas suffisants à eux seuls. Un homme ne doit pas seulement être désintéressé, il faut qu'il exerce une action effective. S'il entre dans la politique, il doit entrer dans la politique pratique afin de faire sentir son influence. On ne doit pas donner aux mots de politique pratique, le sens de politique malpropre. Au contraire, la politique de fraude, de trahison et de perfidie est à la longue une politique impraticable, et le plus pratique de tous les politiciens est le politicien probe, juste, et honnête. L'homme qui s'engage dans les batailles du monde politique doit se préparer pour la lutte comme il le ferait dans toute autre carrière. Il doit s'attendre à rencontrer des hommes dont l'idéal est inférieur au sien, et voir les choses non comme il les souhaite, mais comme elles sont. Il ne doit pas abandonner son idéal élevé, mais il doit envisager le fait que la majorité des hommes avec lesquels il travaille, ont un idéal inférieur au sien. Il doit demeurer ferme dans ses convictions, et comprendre cependant que l'action politique, pour être efficace, doit être l'effort

combiné du grand nombre, et qu'il doit sacrifier quelque chose de ses opinions à celles de ses associés, s'il veut que ses désirs prennent jamais une forme pratique.

Tout homme qui s'intéresse à la politique doit avant tout se rappeler qu'il doit agir, et non pas seulement critiquer les actions des autres. L'homme qui, assis au coin de son feu, lisant le journal du soir, déclare que la politique et les politiciens ne valent rien, ne pourra jamais nous sauver ; ce rôle est réservé à l'homme qui affronte le tumulte des réunions électorales et du meeting politique où il rencontre ses semblables dans des conditions d'égalité. L'œuvre vraiment utile n'est pas accomplie par le critique qui se tient à l'écart mais par l'homme d'action qui prend bravement part à la lutte sans être effrayé du sang et de la sueur. Il est agréable mais dangereux de fréquenter seulement des hommes cultivés qui ont un sincère désir du bien et un idéal élevé, et de croire qu'on a fait son devoir en discutant la politique avec eux. Il est bon de rencontrer des hommes de ce genre : cela est même nécessaire pour rendre à notre idéal sa fraîcheur, et nous maintenir en rapport avec des hommes dont le but est désintéressé ; mais si nous fréquentons uniquement ces hommes-là, nous ne pouvons aboutir à rien. Le champ du véritable combat est ailleurs. Le progrès réel s'accomplit dans les luttes de la politique pratique, parmi les hommes qui représentent, guident ou commandent la masse des électeurs, les hommes qui sont parfois rudes et grossiers, qui ont parfois un idéal inférieur, mais qui sont

capables d'exercer une influence et d'obtenir un résultat. Celui qui veut se préparer à combattre pour une grande réforme doit se mêler à ces hommes, leur montrer qu'il sait donner et recevoir une dure leçon sans broncher, qu'il peut connaître à fond les détails de l'organisation politique. Tout homme qui désire le bien de son pays est engagé sur l'honneur à prendre une part active dans la vie politique. S'il fait son devoir en cela, il commettra inévitablement quelques erreurs et sera coupable de quelques négligences. Il subira, pour ces erreurs et ces négligences, le blâme démesuré des critiques qui ne les commettent jamais, car ils ne font rien que critiquer. Cependant il aura la satisfaction de sentir que le salut du pays n'est pas entre les mains des critiques, mais entre les mains des hommes qui font réellement l'œuvre de la nation, malgré leurs défaillances. Je ne voudrais pas laisser croire un seul instant que je sois opposé à la critique et que je n'apprécie pas son importance. Il nous faut des critiques intrépides de nos partis politiques; les personnes et les principes qui exercent une action malfaisante dans notre vie publique doivent être impitoyablement condamnés; mais il convient de se rappeler que l'œuvre du critique n'est jamais que d'importance secondaire, et qu'en définitive, le progrès est accompli par l'homme qui fait les choses, et non par celui qui discute de quelle manière elles auraient dû ou n'auraient pas dû être faites.

Donc l'homme qui désire faire du bien dans son pays doit se mêler activement à la politique. S'il est Républicain, qu'il adhère au groupe local Républicain; s'il

est Démocrate, au groupe Démocrate ; s'il est Indépendant, qu'il se mette en relations avec ceux qui pensent comme lui. En toute circonstance, qu'il soit une force active et fasse sentir son influence. Qu'il soit ou non adhérent à un parti, il peut toujours trouver des hommes désirant un bon gouvernement, et s'ils agissent ensemble, ils seront une force au service de la justice et du bon droit. Sous un gouvernement comme le nôtre, ce n'est qu'en agissant avec d'autres qu'un homme peut accomplir quelque chose ; et pour qu'un certain nombre de personnes puissent agir ensemble, chacune doit sacrifier une partie de ses idées ou de ses préjugés. L'homme qui ne peut trouver dans un district quelconque des gens avec qui il puisse consciencieusement agir, est vraiment à plaindre. Il peut trouver préférable d'agir avec un parti organisé ; il peut, pour certaines causes et à certains moments, juger plus sage d'agir en dehors des partis ; mais s'il désire exercer une réelle influence il doit être membre d'une association quelconque.

Il faut toujours se rappeler que l'indépendance ou la fidélité à un parti sont deux excuses inacceptables pour le manque d'activité politique. L'homme qui suit aveuglément un parti, à tort ou à raison au nom de la fidélité qu'il lui doit, qui ne cherche en aucune façon à améliorer ce parti, commet un crime envers son pays ; et l'indépendant commet un crime tout aussi grave s'il donne son indépendance pour excuse à son égoïsme, s'il pense qu'en disant n'appartenir à aucun parti il évite le devoir de prendre une part active dans l'organi-

sation des partis. L'homme de parti est tenu de prendre une large part dans l'administration du parti. Il est tenu d'assister aux réunions électorales, d'assurer l'élection de gens honnêtes, et d'exercer son influence aussi vigoureusement contre les ennemis du bon gouvernement à l'intérieur du parti, qu'il le fait à l'extérieur au moyen de ce parti. De même l'indépendant, s'il ne peut agir avec les partis organisés, est tenu cependant à un travail positif et précis. Il doit chercher à fonder un parti personnel et faire agir ce parti d'une manière efficace. L'homme qui désire faire son devoir de citoyen, qu'il soit ou non indépendant d'un parti, est tenu de se mettre en rapport avec les hommes qui pensent comme lui, afin de faire sentir leur influence collective en faveur de l'honnêteté et du bon gouvernement. Il doit chercher à accomplir quelque chose, et ne pas voter pour un candidat qui ne se présente pas, à moins que ce ne soit réellement nécessaire. Un homme doit parfois voter uniquement suivant sa conscience, quand il voit l'impossibilité de faire remporter la victoire à ses principes ou à ses candidats ; c'est alors la manière la plus élevée d'entendre son devoir ; mais ordinairement il n'en est pas ainsi. Un homme doit en général travailler et voter pour quelque chose qui a des chances de réussir.

L'homme qui désire avoir une bonne influence politique doit se rappeler qu'il lui faut agir uniquement en Américain. S'il n'est profondément imbu de l'esprit américain, il ne réussira pas. Toute organisation qui travaille en tenant compte des questions de races ou de

croyances au lieu de juger les citoyens américains d'après leur réelle valeur, marche vers un échec mérité. Partout où notre vie politique est saine, il ne peut y avoir de mouvement organisé pour aider ou combattre des hommes, parce qu'ils pratiquent telle ou telle religion, parce qu'ils sont nés ici ou à l'étranger. Nous avons le droit d'exiger que nos alliés et nos candidats soient Américains de cœur et d'esprit, exempts de tout lien avec l'étranger, prêts à agir sans tenir compte des préjugés nationaux ou religieux des pays européens ; et s'ils remplissent ces conditions nous n'avons pas le droit de leur demander autre chose. De même il ne doit y avoir ni faveur ni défaveur vis-à-vis d'un homme à cause de sa situation sociale. Il faut se rappeler qu'on ne peut rien espérer d'un parti politique qui crée des barrières sociales, et qu'il est tout aussi anti-américain de voter contre un homme parce qu'il est riche que de voter contre lui parce qu'il est pauvre. L'un comme l'autre peut exiger d'être traité uniquement d'après sa valeur comme homme. Bref, pour faire une œuvre politique utile, les hommes qui forment un parti doivent l'organiser sans s'inquiéter si leurs alliés sont nés ici ou à l'étranger, s'ils sont protestants ou catholiques, juifs ou gentils, s'ils sont banquiers ou bouchers, professeurs ou journaliers. Que nos alliés politiques soient d'honnêtes gens, de bons Américains ayant un idéal politique semblable au nôtre, c'est tout ce que nous pouvons raisonnablement leur demander.

L'homme qui désire faire une véritable œuvre politique doit être convaincu de l'utilité des vertus rudes et

viriles, et en premier lieu du courage moral et physique. Pour bien servir notre pays nous devons être désintéressés, sincèrement désireux de la prospérité de la République et capables d'un fidèle attachement à un idéal élevé ; mais de plus, nous devons être vigoureux de corps et d'esprit, capables de lutter avec nos semblables dans un rude combat, de supporter une leçon sans broncher, et au besoin, de la rendre avec intérêts. Une nation paisible et commerçante risque toujours de perdre ses qualités viriles sans lesquelles elle ne peut aboutir à rien, quels que soient sa culture intellectuelle, son raffinement, sa richesse et sa prospérité. On devrait apprendre à tout citoyen que, dans la vie publique comme dans la vie privée, il doit éviter les chicanes et les querelles, mais qu'il a le devoir de défendre ses droits. Il doit apprendre que le lâche est le seul homme plus méprisable que le fanfaron et le tyran. L'homme incapable de ressentir une juste colère et une louable indignation à la vue d'un méfait, qui n'est pas entraîné à réclamer la justice contre les malfaiteurs, n'est d'aucune utilité à la République. Celui qui est dépourvu de courage physique ou moral est partout inutile. Pour qu'un homme politique serve réellement son pays, et mérite la reconnaissance de ses concitoyens, il doit posséder les vertus viriles que nous admirons chez le soldat sur le champ de bataille.

Un jeune et ardent réformateur est généralement porté à réformer trop de choses au début. Il a besoin d'apprendre qu'il faut servir comme sergent avant d'endosser les responsabilités d'un général en chef. Il

est bon qu'il s'intéresse dès le début aux affaires nationales, à celles de son État et de sa municipalité, qu'il cherche à exercer son influence quand l'occasion s'en présente ; mais l'ouvrage le meilleur est fait par le citoyen qui agit dans son propre district. Qu'il s'associe aux hommes qui pensent comme lui, et qui, comme lui, désirent sincèrement le bien public : qu'ils cherchent alors à influencer le choix d'un « alderman », d'un « councilman » ou d'un « assemblyman[1] ». Les politiciens reconnaîtront promptement leur pouvoir, et le peuple fera de même au bout d'un certain temps. Qu'ils organisent et qu'ils travaillent, sans se laisser ébranler par les défaites temporaires. S'ils échouent au début, s'ils échouent encore, qu'ils redoublent leurs efforts et changent leurs méthodes, s'ils le croient bon, mais qu'ils continuent à travailler.

C'est une lâcheté et une poltronnerie de reculer parce qu'il y a eu échec dans la première lutte, parce que l'ouvrage est difficile ou rebutant. Celui qui abandonne l'œuvre d'amélioration politique, parce qu'elle ne lui est pas agréable ou parce qu'elle lui impose des relations qui lui déplaisent, ne vaut pas le pain qu'il mange. Il doit au contraire continuer sa marche, acceptant les coups avec bonne humeur, et les rendant cordialement quand l'occasion s'en présente. Qu'il se décide à affronter la violente opposition du politicien avide, et trop souvent aussi la critique déloyale et peu généreuse de ceux qui devraient mieux le connaître. Qu'il se montre

[1] Fonctions correspondant à peu de chose près à celles de conseiller municipal, conseiller général, député, en France. (N. d. T.)

insensible à ces attaques, qu'il combatte vaillamment, ne tenant compte des oppositions que dans la mesure nécessaire pour les vaincre. Il ne pourra sans doute accomplir tout ce qu'il désire, ni même ce qu'il considère comme son devoir : mais il accomplira sûrement quelque chose ; s'il a le sentiment d'avoir aidé à améliorer le type des représentants envoyés à la législature municipale ou nationale, d'avoir relevé le niveau du devoir chez les fonctionnaires de son district, il a le droit d'être profondément satisfait de ce qu'il a accompli.

Il y a une question qui mérite d'être étudiée par ceux qui veulent encourager leurs concitoyens à une action politique élevée. Lorsqu'on demande aux citoyens de travailler à améliorer le gouvernement, il est bon de leur montrer l'avantage matériel qu'ils en retireront, mais il est préférable de leur demander cette aide au nom de leur devoir. Il est évident qu'une politique honnête et droite nous vaudra un accroissement de bien-être matériel. L'administration juste et habile des affaires de la ville de New-York a valu à chaque citoyen une augmentation d'aisance. Il nous faut des moyens de transports perfectionnés, des rues plus propres et des égouts mieux entretenus. Mais il est parfois difficile de prouver au premier venu qu'en se mêlant de politique, il améliorera ses conditions de travail et d'affaires aussi bien que sa vie matérielle. Je ne crois pas qu'il soit toujours utile de démontrer qu'il en sera ainsi. Il faut surtout expliquer au citoyen qu'il ne peut mériter le titre d'homme libre qu'à condition de prendre

une large part au travail rude et difficile du *self-government*. Il doit faire son devoir politique sous peine de se montrer incapable de profiter de la liberté, bon seulement à vivre sous un gouvernement tyrannique et exploiteur, qu'il aura mérité de subir à cause de son égoïste timidité et de l'étroitesse de ses vues. Un gouvernement honnête et droit finit toujours par améliorer les conditions de vie matérielle ; cependant l'appel au citoyen ne doit pas être fait au nom de cette amélioration possible, mais au nom du devoir politique qu'on ne saurait éluder sans lâcheté et déshonneur.

En résumé, ceux qui désirent une politique honnête doivent faire un travail pratique sans cependant s'écarter de leur idéal élevé. Ils doivent agir, au lieu de simplement critiquer ceux qui agissent. Ils doivent être désintéressés, et faire appel au désintéressement des autres, sans cependant renoncer à l'amélioration matérielle de la société. Ils doivent être de véritables Américains, d'esprit, d'aspirations et de but, et tout en étant désintéressés et généreux, ils doivent montrer qu'ils possèdent les vertus essentielles d'énergie, de décision, et d'indomptable courage personnel.

IV

L'ÉDUCATION UNIVERSITAIRE ET LA VIE PUBLIQUE

Il y a, dans notre vie nationale, des symptômes inquiétants et d'autres qui nous donnent lieu d'espérer. Il faut compter parmi ces derniers la tendance de plus en plus développée chez les gens instruits à prendre une part active dans la vie publique américaine.

Nous avons, dans ce pays, des droits égaux. Tout homme a le devoir évident de faire respecter ses droits. Les natures bonnes et faibles qui cèdent à l'injustice, par paresse, timidité ou indifférence, sont en réalité très malfaisantes. Chacun doit exiger que pleine justice lui soit rendue. Mais s'il y a égalité de droits, il y a aussi égalité de devoirs. Celui qui jouit d'avantages exceptionnels est tenu de faire plus que son camarade qui en est privé. L'homme riche et l'homme instruit ont une lourde obligation morale vis-à-vis de leur pays. C'est sur la classe des hommes qui ont reçu une éducation universitaire, qui ont conquis leurs diplômes, que cette obligation pèse le plus lourdement. Leur éducation ne leur donne pas le droit de se croire le moins du monde supérieurs à leurs concitoyens ; mais elle

devrait les convaincre qu'ils doivent être les premiers à servir la nation, en faisant leur devoir politique d'Américains. Cette obligation pèse encore plus lourdement peut-être sur les possesseurs de grandes fortunes ; mais il n'est pas nécessaire d'en parler ici. Les hommes, qui n'ont d'autre qualité que celle-là, sont privés des moyens de travail efficace que donne une instruction exceptionnelle ; ils peuvent devenir un objet de risée et une menace pour la nation, comme en témoigne fâcheusement une partie de la société de New-York, celle qui est le plus en vue dans les journaux.

Nous avons le droit de compter que les hommes pourvus d'avantages exceptionnels par leur éducation, joueront un rôle utile dans l'État. Ils peuvent le faire de différentes manières. Dans bon nombre de cas, ils peuvent s'élever à de hautes situations politiques. Nous en avons un exemple dans les jeunes gens sortis de Yale, de Harvard, et de nos autres universités, qui prennent une part active à la vie politique. Ces cas ne forment naturellement qu'une petite partie de l'ensemble. La grande majorité de nos hommes instruits sont obligés de gagner leur vie et d'entrer dans des carrières où le succès n'est possible qu'en s'y donnant corps et âme. Cependant, l'homme d'affaires et l'homme de science, le docteur en théologie et le docteur en droit, l'architecte, l'ingénieur et l'écrivain, — tous ont envers la société un devoir qu'ils ne peuvent négliger sous prétexte de leurs affaires personnelles. Ils sont tenus de suivre, d'une manière intelligente, le cours des évé-

nements; ils sont tenus d'essayer de connaître et de juger les hommes politiques; ils sont tenus de travailler avec intelligence et efficacité au triomphe des principes qu'ils croient justes, dans l'intérêt de leur pays.

La classe des hommes instruits doit tout d'abord être convaincue qu'elle ne forme pas en réalité une classe distincte. J'ai employé le mot de classe à défaut d'un autre, simplement pour désigner un ensemble de gens pourvus de certains avantages particuliers. Parmi ceux qui ont joui de ces avantages, plusieurs ne savent pas en profiter, et d'autres, beaucoup plus nombreux, à qui ils n'avaient pas été offerts, réussissent néanmoins à se les créer pour eux-mêmes.

Un homme instruit ne doit pas se mettre dans la politique comme tel; il doit s'y mettre uniquement comme Américain; et une fois qu'il y sera, il se rendra compte rapidement qu'il doit travailler dur, sous peine d'être renversé par un autre Américain, sans éducation, mais ayant beaucoup d'habileté naturelle. Son éducation devrait le rendre particulièrement honteux de lui-même, s'il agit d'une façon mesquine ou malhonnête, s'il manque à l'idéal du bon citoyen; il doit avoir à cœur de montrer qu'il a profité de cette éducation; mais il n'a pas le droit de se croire supérieur avant que ses œuvres aient prouvé qu'il l'est véritablement. En d'autres termes, l'homme instruit doit se rendre compte qu'il vit dans un État démocratique, et qu'il n'a droit au respect et à la considération que dans la mesure où il les a mérités par ses œuvres.

Cette vérité doit être présente à l'esprit de nos

hommes instruits, et surtout à celui des directeurs de nos grands établissements d'éducation. Si ces établissements veulent atteindre leur but supérieur, ils doivent s'efforcer de rester en contact avec la vie actuelle de la nation. Cela est nécessaire pour le pays, mais bien davantage encore pour les hommes instruits. Lorsque ceux-ci ne travaillent pas au développement du pays, ils se font un tort personnel considérable. La patrie a le droit de réclamer les services honnêtes et zélés de tout citoyen, mais surtout de ceux qui ont eu une éducation morale et intellectuelle élevée; la patrie est appauvrie dans la mesure où une classe de gens honnêtes manque à son devoir envers elle; mais le dommage causé à la classe elle-même ne peut se mesurer.

Si, d'une manière générale, nos hommes instruits deviennent incapables de jouer leur rôle dans la vie, s'ils cessent de prendre part aux durs labeurs et deviennent de simples dilettantes en politique, ils seront bientôt, vis-à-vis de leurs camarades qui gouvernent réellement, dans la situation d'un homme cultivé, inutile, amateur de bric-à-brac, vis-à-vis d'un grand artiste. Lorsqu'un groupe de citoyens reste complètement étranger à la vie nationale, son utilité disparaît, et il devient incapable de laisser son empreinte sur son époque.

La première leçon que doit apprendre le gradué d'Université est la leçon du travail plutôt que celle de la critique. La critique est utile et nécessaire; souvent même indispensable; mais elle ne peut jamais remplacer l'action. L'œuvre du critique est d'une utilité

très secondaire. C'est le faiseur d'actes qui compte dans la lutte pour la vie, et non celui qui regarde, sans prendre part à l'effort et au danger, et qui explique comment le combat devrait être livré.

Nous avons cependant besoin de bonne critique. Il faut dénoncer le mal vigoureusement et sans crainte, condamner les hommes et les principes malfaisants. Il faut faire sentir au politicien malhonnête, au journaliste menteur, qu'il est un objet de mépris pour tout honnête homme. Nous avons besoin d'une critique intrépide; mais elle doit aussi être intelligente. Actuellement, l'homme le plus enclin à se considérer comme critique intelligent de nos affaires politiques, est souvent celui qui n'y connaît absolument rien.

La critique ignorante ou partielle est une cause de grands maux pour la nation, et lorsque les auteurs de cette critique sont eux-mêmes des gens instruits, leur attitude fait un tort véritable à la classe dont ils font partie.

Le ton d'une partie des journaux tend à rabaisser les hommes publics, principalement ceux qui figurent parmi leurs adversaires politiques. La calomnie, sous ses formes les plus brutales et les plus tapageuses, est considérée comme une arme légitime contre les hommes du parti ou de la faction opposée. Malheureusement, un grand nombre de journaux qui se vantent d'être indépendants en politique, et qui sont les organes d'hommes cultivés, exercent une influence aussi nuisible, quoique sous une forme moins brutale. Tous ces journaux font un mal considérable en accoutumant les bons citoyens

à voir traiter de misérables, leurs hommes politiques, bons ou mauvais. Cela amène un double résultat : d'une part le citoyen apprend à ne plus croire ce qu'il lit dans les journaux, de sorte que les attaques contre le mal perdent leur force; de l'autre il acquiert la conviction que les hommes politiques sont tous plus ou moins tarés. Son sens politique se trouve à jamais déformé et il devient incapable de reconnaître un bon d'un mauvais député. L'homme politique qui ne remplit pas son mandat commet le plus grand crime qu'on puisse commettre envers la République; mais celui qui cherche à persuader aux autres qu'un homme politique honnête et utile, est malhonnête et indigne, se rend coupable d'un crime presque aussi grave. Cette injustice peut se commettre de plusieurs manières différentes. L'injure grossière, mais franche, est peut-être moins dangereuse que ces éternels rapports inexacts, ces railleries et ces demi-vérités qui sont les mensonges les plus abjects.

Il y a une sorte de littérature particulièrement dangereuse pour les hommes instruits, mais faibles; c'est celle qui fait appel à leur esprit cultivé par son ton classique et agréable, mais qui conseille, pour la vie publique une attitude négative et critique; qui encourage à adopter vis-à-vis des hommes et des affaires publiques, ce ton de ricanement, marque d'un esprit étroit et vulgaire. Un homme dépourvu de convictions et d'enthousiasme a peu de chances de jouer son rôle d'homme parmi les hommes; et le journal ou l'université, qui, par son courant général, tend à déraciner la puissance de convictions et d'enthousiasme, le besoin

d'activité, rend aux jeunes gens qui subissent son influence le plus mauvais service qu'il puisse leur rendre. On peut souvent faire du bien en critiquant vivement et sévèrement le mal ; mais l'indulgence excessive dans la critique est infailliblement mauvaise, et une somme quelconque de critique ne peut remplacer une lutte active et zélée pour le bien. Une tendance de la vie universitaire, souvent encouragée par les journaux, pousse les hommes instruits à redouter le contact des hommes rudes qui font le travail du monde, et à ne s'associer qu'avec ceux qui pensent comme eux. C'est une tendance des plus dangereuses. Lorsqu'on est tranquillement assis chez soi, ne faisant rien de mal, et se bornant en fait de politique à des conversations avec des hommes ayant la même éducation et la même manière de considérer les choses, il est agréable de se persuader qu'on remplit ainsi son devoir de citoyen. Il est tentant de se conduire de la sorte, parce que ceux qui ne font rien parlent souvent comme si leur attitude était jusqu'à un certain point méritoire, comme s'ils étaient au-dessus de leurs frères qui tracent péniblement leur sillon. Cependant, bien des gens dont le travail politique s'inspire de ces errements sont nobles et sincères dans leur but et leurs aspirations, et s'efforcent de faire prévaloir ce qui est bon et honnête.

Il y a là un écueil que tout jeune homme doit soigneusement éviter. Qu'il prenne garde de s'associer uniquement avec les gens de sa caste, avec ceux qui partagent ses petites habitudes de pensée politique. Qu'il apprenne à se mêler à la masse des hommes, à

coudoyer ses amis, à regarder en face ses ennemis, quel que soit le niveau social des uns ou des autres; qu'il apprenne à se bien conduire au milieu du vacarme. Les répugnances que lui inspire le combat ne doivent pas l'effrayer, et il ne faut pas qu'il s'attende à tout diriger, ni à accomplir trop de choses. Il rencontrera bien des obstacles et commettra un grand nombre d'erreurs; mais s'il persévère, il obtiendra un succès et fera un bien que les intellectuels raffinés ne peuvent jamais atteindre, car ils reculent devant le véritable combat.

Les anciens élèves des Universités doivent apprendre à être aussi pratiques en politique qu'en affaires ou en jurisprudence. Il est clair que je n'entends pas le mot « pratique » dans le sens de malhonnête. Au contraire un élève des Universités doit avant tout être fidèle à un idéal élevé; mais il doit chercher à le réaliser par des moyens pratiques, et ne pas tout abandonner parce qu'il ne peut tout obtenir. Il est de première importance de connaître les faits par une expérience personnelle, et d'éviter le facile refuge de la théorie. Nous nous sentons peu de patience pour ce nombre considérable d'hommes excellents et bien intentionnés, qui dépensent leurs énergies en projets chimériques et inutiles. Quand ils se trouvent mêlés à la politique, ces hommes se trompent souvent à cause de leur ignorance des rouages du gouvernement. Les livres n'ont jamais appris à qui que ce soit la manière de gouverner. Ce sont d'admirables conseillers et l'homme d'État qui les a soigneusement étudiés est autrement apte à bien gouverner que s'il les avait négligés ; mais s'il n'a jamais

fait qu'étudier des livres, il ne sera pas un homme d'État. Les jeunes politiciens devraient lire le *Federalist*. C'est le livre le plus admirable qui ait été écrit dans ce genre. Si Hamilton, Madison et Jay n'avaient pas eu une connaissance approfondie de la littérature, particulièrement de la littérature politique, ils auraient pu difficilement écrire ce livre ; mais la cause principale de son succès se trouve dans la connaissance que ses auteurs avaient de la politique pratique. Ils avaient eu leur influence sur la politique de leur pays, ils avaient aidé au travail législatif et exécutif, et ils pouvaient en parler en connaissance de cause. Pour les mêmes raisons, l'*American Commonwealth* de M. Bryce a une valeur sans égale, parce que M. Bryce est un membre actif du Parlement anglais, parce qu'il occupe une situation influente dans son parti. De même la vie de Washington par Cabot Lodge, l'esquisse de Lincoln par Carl Schurz, la biographie de Pitt par Lord Rosebery, doivent un supplément de valeur à l'activité politique de leurs auteurs.

Il est toujours dommage de voir l'énergie se gaspiller en projets chimériques; malheureusement un grand nombre de nos hommes instruits agissent ainsi lorsqu'ils s'occupent de politique. Prenons pour exemple le caprice bizarre de ceux qui voulaient introduire dans nos institutions ce qu'ils appellent le « gouvernement responsable », ou en d'autres termes, qui voulaient greffer sur notre régime constitutionnel certaines formes du système parlementaire anglais. Ce mouvement était en lui-même si défectueux qu'il ne pouvait

durer. A l'heure actuelle, il a, je crois, disparu; mais à un moment donné un grand nombre d'hommes qui prétendaient étudier l'histoire politique, le considéraient comme sérieux. Ceux qui avaient pris une part active à la politique, ou qui l'avaient étudiée comme un médecin étudie la chirurgie ou la médecine, n'y arrêtèrent pas un instant leur pensée, mais des hommes intelligents s'y laissèrent duper, parce qu'ils dirigeaient mal leurs efforts et ignoraient qu'il est nécessaire de connaître pratiquement un problème avant d'en chercher la solution. La théorie parlementaire anglaise de la responsabilité ministérielle est incompatible avec nos institutions, et ne peut être mise en vigueur sans détruire la Constitution des États-Unis. Admettant qu'une telle chose soit possible, elle serait absolument détestable ; elle est impraticable, et tout mouvement voulant la favoriser, est pour cette seule raison, absurde. Les personnes qui ont écrit sur ce sujet ont perdu leur temps; elles auraient pu utilement l'employer à observer sérieusement nos institutions, à chercher des méthodes pratiques pour accroître et fixer les responsabilités ; — tous les hommes raisonnables s'accordent à demander un changement dans ce sens.

L'étude de la politique doit beaucoup aux hommes qui, sans prendre une part active au gouvernement, ont observé cependant les phénomènes politiques avec soin et intelligence. Nous en avons la preuve dans les anciens numéros de nos principales revues. Les essais d'écrivains tels que M. Lawrence Lowell et le Professeur A.-B. Hart, et surtout des livres tels que *Speaker's*

Powers and Duties, par Miss Follet, ont considérablement influencé notre éducation politique. Ces essais ont été soigneusement étudiés non seulement par des érudits, mais par des hommes occupés de politique pratique, car ils étaient écrits avec un jugement sain résultant d'une connaissance profonde des faits. Ils méritaient par là d'être pris en considération.

C'est un vrai malheur pour un pays quand les sentiers où s'engagent les théoriciens de la politique et ceux que suivent les politiciens agissants divergent si complètement qu'ils n'ont aucun point commun. Lorsque les penseurs grecs s'attachèrent à une politique purement idéaliste dans le genre de celle de la République de Platon, tandis que les hommes politiques exploitaient à leur profit les querelles des petites républiques, la chute de la liberté grecque était proche. Un gouvernement incapable de s'assurer le soutien des meilleurs penseurs, n'est pas dans une condition saine; mais il est bon de se rappeler la remarque de Frédéric le Grand disant que le meilleur moyen de punir une province est de l'abandonner au gouvernement des philosophes. C'est un grand malheur pour un pays quand le politicien et le doctrinaire n'ont aucun point commun; mais le malheur est surtout pour le doctrinaire. L'idéal du *Federalist* doit être celui de tout homme occupé de politique. Chacun devrait être convaincu que la connaisance de la politique théorique et de la politique appliquée lui sont également indispensables pour arriver à un bon résultat dans l'une ou l'autre de ces branches. Un nombre limité de gens peuvent faire une

œuvre utile par l'étude approfondie de nos institutions gouvernementales, mais ils n'arriveront à ce résultat qu'en possédant une connaissance pratique de ces institutions. D'autre part, un grand nombre de gens peuvent faire un bon travail politique sans avoir une connaissance théorique de la question ; mais ils ne s'élèveront jamais à une situation supérieure sans cette connaissance, et elle leur sera grandement utile, quelle que soit leur situation.

Il y a d'autres qualités dont il est à peine nécessaire de parler. Si un homme instruit n'est pas sincèrement Américain de sentiments, d'instinct, de goûts et de sympathie, il ne comptera pour rien dans notre vie publique. L'amour de la patrie et du drapeau qui le symbolise sont des sentiments qui disparaîtront peut-être à un moment donné, mais à l'heure actuelle ils sont vrais et forts, et l'homme qui en est dépourvu est une créature inutile qui encombre la surface de la terre.

Un homme dont les idées politiques sont sérieuses ne peut pas plus souscrire à la théorie de l'absolue indépendance des partis, qu'à celle de la fidélité aveugle à un parti. Il ne peut accomplir grand chose sans s'associer avec d'autres, et cette association, plus ou moins temporaire, constitue un parti. Mais le citoyen véritablement dangereux est celui qui confond le but avec les moyens, qui devient servile envers son parti, et qui n'ose pas l'abandonner quand il se trompe. Il y a quelque absurdité à suivre aveuglément le principe de l'indépendance ou celui de la fidélité à un parti. Il faut l'interpréter d'après les circonstances. Le Sénateur

qui depuis deux ans s'est montré le plus indépendant de tout parti au Sénat des États-Unis, est précisément celui auquel les chefs du parti indépendant font l'opposition la plus vigoureuse. Il y a des circonstances en présence desquelles le devoir d'un homme est de rompre avec son parti ; dans d'autres cas son devoir est de lui rester fidèle, même s'il n'est pas en tous points d'accord avec lui ; l'heure venue, il doit être capable de le quitter mais il ne doit pas sacrifier ainsi son influence sans raisons sérieuses. Si nous n'étions pas fidèles à nos partis, nous tomberions promptement dans l'anarchie, et notre gouvernement ne pourrait subsister ; si nous n'avions pas d'indépendance, nous risquerions de tomber dans le despotisme le plus dégradant, — celui du chef de parti et des factions politiques.

Il en est de même pour les compromis. Lorsqu'on dit de quelqu'un : « Il ne veut pas entendre parler de compromis », on croit sans doute lui faire un compliment. Il est cependant certain que la politique n'est qu'une longue série de compromis. Il y a parfois des questions sur lesquelles il est impossible de les admettre. Nous en avons un exemple dans la guerre de Sécession. Le cas est le même pour toutes les grandes questions morales. Mais les réformes d'un genre quelconque pouvant être exécutées sans compromis ne sont pas nombreuses. Tous ceux qui ont étudié l'histoire américaine savent que la Constitution elle-même n'est qu'un faisceau de compromis ; c'est pour cette seule raison qu'on a pu l'adopter. Il en est de même pour la proclamation de l'émancipation des nègres.

En résumé, l'homme qui a reçu une éducation universitaire est tenu de prendre une part active à la vie politique, de faire son devoir en aidant de son mieux ses concitoyens à exercer leurs droits de *self-government*. Il doit placer l'action au-dessus de la critique, comprendre que l'homme méritant l'estime est celui qui agit, même imparfaitement, et non celui qui se contente d'expliquer comment il faudrait agir. Il doit avoir un idéal élevé et s'efforcer de le réaliser. Mais il ne peut ignorer qu'il n'y arrivera jamais complètement, et doit dépenser son énergie à atteindre ce qui est possible. Il faut que son effort soit honnête et désintéressé ; qu'il soit indifférent au succès ou à l'échec personnels sous une forme quelconque ; qu'il soit tolérant et généreux ; mais qu'il pratique aussi les vertus viriles de courage, de résolution et d'endurance, décidé à combattre le mal avec une énergie infatigable.

V

LES DIVERS ASPECTS DE LA POLITIQUE DANS L'ÉTAT DE NEW-YORK

LE PARLEMENT D'ALBANY

Peu de personnes se rendent compte de l'importance des questions réglées par la législation de l'État de New-York. Quand on désigne New-York sous le nom d'État-Empire, on n'emploie pas une simple figure de rhétorique ; et un grand nombre des lois intéressant le plus directement ses citoyens ont été passées, non à Washington mais à Albany. Il y a à Albany un petit parlement *home-rule* qui préside aux destinées d'une République plus peuplée que les deux tiers des royaumes d'Europe, et qui, au point de vue de sa prospérité matérielle, de la variété de ses intérêts, de l'étendue de son territoire, et de sa faculté d'expansion, peut être classée parmi les grandes puissances. Ce petit parlement composé de cent vingt-huit membres à l'Assemblée et de trente-deux au Sénat est, dans toute la force du terme, un corps *représentatif ;* il n'y a pas un seul des intérêts nombreux et variés de l'État qui ne vienne en discussion à Albany, et pas une classe de citoyens — même,

je regrette de le dire, la classe des criminels — qui ne soit représentée parmi les législateurs. J'ai été trois fois membre de l'Assemblée Législative, et j'ai siégé avec des banquiers et des maçons, des négociants et des ouvriers, des hommes de loi et des fermiers, des journaliers et des cabaretiers, des clergymen et des boxeurs. Parmi mes collègues il y avait beaucoup de braves gens; un nombre plus grand encore de gens ni bons ni mauvais, qui penchaient d'un côté ou de l'autre, suivant la poussée des influences qui se trouvaient en lutte ; enfin un grand nombre d'hommes très mauvais. Cependant la Législature de New-York, dans son ensemble, n'est pas si mauvaise qu'on pourrait le croire en lisant les grands journaux de la métropole ; car ces derniers ont l'habitude de peindre les choses meilleures ou pires qu'elles ne le sont en réalité. Les chances de corruption sont toujours grandes quand des hommes, dont plusieurs sont pauvres, quelques-uns sans scrupules, et d'autres dépendant d'électeurs incapables de tout contrôle sur leurs actions, sont mis en possession d'un grand pouvoir temporaire et appelés à se prononcer sur des questions concernant de grandes corporations et de riches particuliers. Pour peu qu'on ait quelque expérience de la législation, on ne peut douter qu'il y ait à Albany beaucoup de politique malhonnête, beaucoup de lâcheté morale et de corruption ; je crois cependant que les honnêtes gens sont en majorité, et lorsqu'une question de bien ou de mal peut être présentée à l'Assemblée Législative sous son vrai jour, le résultat n'est pas douteux. Le malheur est que les questions

sont rarement présentées sous leur vrai jour. Souvent un tacticien habile et hardi précipite la décision avant que les députés aient eu le temps de la comprendre, ou encore les éléments malsains du projet se confondent si bien avec les autres, qu'ils s'attirent le soutien d'un certain nombre d'hommes à intentions excellentes mais à intelligence un peu brumeuse. Parfois encore ce que nous appelons la *machine,* c'est-à-dire l'inévitable organisation des partis, use de son grand pouvoir dans un but positivement mauvais.

LE CARACTÈRE DES REPRÉSENTANTS

Les représentants des diverses parties de l'État diffèrent grandement entre eux. Ceux qui viennent de la campagne sont généralement de braves gens; des fermiers aisés, de petits avocats, ou de riches négociants, qui sont tranquilles, honnêtes et avisés. Ils ont souvent l'esprit étroit, ils sont lents à saisir une idée; mais quand ils en ont acquis une bonne, ils s'y attachent avec une ténacité inébranlable. Ils constituent la meilleure variété de législateurs. Ils sont pour la plupart Américains de naissance, et ceux qui ne le sont pas ont été complètement américanisés comme manières et tournure d'esprit. Un des membres les plus appréciés de la dernière Législature était un Allemand d'un comté de l'Ouest; on peut aisément se rendre compte de la sincérité de son américanisme par le fait qu'il était ardent prohibitionniste : cela est une preuve suffisante pour quiconque connaît le caractère teuton. Une autre

fois, j'ai siégé pendant toute une session auprès d'un membre très intelligent de New-York avant de découvrir qu'il était Irlandais ; toutes ses vues législatives au sujet des écoles libres, son opposition à toute subvention du trésor public en faveur d'une secte quelconque, étaient exactement semblables à celles de ses voisins Américains et protestants, quoiqu'il fût lui-même catholique. Un Allemand ou un Irlandais d'une des grandes villes aurait probablement conservé beaucoup de ses préjugés nationaux. Les pires législateurs nous viennent des grandes villes. Il est vrai qu'il y a toujours parmi eux quelques hommes cultivés et instruits, qui sont supérieurs aux membres ruraux comme niveau intellectuel et moral, mais l'ensemble est inférieur. Ce sont en général des étrangers, ayant peu ou point d'éducation, de très vagues notions d'honnêteté, et d'une ignorance si profonde qu'on serait tenté d'en rire si elle n'avait souvent une influence néfaste sur nos lois. Tout autant que leur nature vicieuse, leur ignorance est un obstacle à l'adoption de lois utiles et au rejet de lois mauvaises ; et la lutte contre l'ignorance est une des plus dures que nous ayons à soutenir.

LA CORRUPTION DANS LA LÉGISLATURE

J'ai parlé plus haut de la corruption souvent constatée dans la Législature de New-York. C'est ce qu'on appelle communément « un sujet délicat » à traiter ; par conséquent, d'après nos méthodes de traiter les sujets délicats, il n'est jamais discuté, ou s'il l'est c'est

avec la plus monstrueuse exagération. La vérité sur ce sujet est pourtant utile à connaître.

Dans les trois dernières législatures plusieurs d'entre nous voulaient faire adopter certaines mesures que nous jugions utiles au bien public, mais qui devaient inévitablement rencontrer une forte opposition pour des raisons politiques ou financières. Il faut, pour faire adopter de telles mesures, se livrer à un véritable travail; il faut avoir une certaine habileté parlementaire, beaucoup de tact et de courage, et par-dessus tout une connaissance approfondie des hommes avec qui on doit agir, et des motifs qui les guident. En d'autres termes, avant de faire un pas décisif, nous avons dû passer au crible les autres législateurs, connaître leur histoire, leur caractère et leurs relations, découvrir s'ils étaient leurs propres maîtres ou s'ils agissaient sous une direction étrangère, s'ils étaient intelligents ou bornés, etc. Après avoir soigneusement étudié leurs caractères, nous avons conclu qu'un tiers environ des députés étaient susceptibles de corruption sous une forme quelconque; la proportion se trouvait plus ou moins forte suivant les sessions. Il nous aurait été impossible de prouver la culpabilité de ces hommes devant un juge, sauf dans deux ou trois cas spéciaux; nous étions cependant certains de connaître exactement la dose d'honnêteté d'un membre quelconque. Lorsqu'un honnête homme reçoit des propositions d'un de ses collègues pour l'achat de son vote, il peut établir contre ce dernier une preuve légale de culpabilité; mais même dans ce cas il est presque impossible de punir le cou-

pable en justice, car il peut toujours nier la vérité de l'accusation. De plus, le député qui a reçu des propositions d'achat ne tient pas à le publier, car il est honteux pour lui que sa réputation d'honnêteté ne l'ait pas mis à l'abri de telles propositions. Il est relativement rare que les honnêtes gens soient l'objet de ces avances, car le « *lobbyist*[1] » ne se trompe guère dans son appréciation des membres achetables, mais lorsque cela a lieu, les honnêtes gens se gardent de dénoncer les coupables de peur d'un procès embrouillé et long, au cours duquel le public finirait par considérer les deux parties comme également malhonnêtes. Prenons pour exemple l'affaire Bradly-Sessions, incident survenu au cours de la lutte de deux factions dans le parti Républicain. Il s'agissait de la rentrée de M. Conkling au Sénat des États-Unis. Bradly, un « assembly-man » accusa Sessions, sénateur de l'État, d'avoir tenté de le corrompre. L'affaire traîna indéfiniment ; personne ne pouvait savoir s'il s'agissait de *blackmail*[2] ou d'achat de vote ; on se rappelait les noms des deux adversaires, mais on avait totalement oublié lequel des deux était l'accusé, et on les considérait avec une égale défaveur. Aujourd'hui, il ne reste plus de tout cela que le souvenir d'un incident pénible dans une lutte politique jadis fameuse.

DIFFICULTÉS DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En raison de ce qui a été dit plus haut, il est presque

[1] *Lobbyist* (mot à mot : homme de couloirs). sorte de courtier qui met le législateur à vendre en rapport avec l'acheteur. (N. d. T.).

[2] *Blackmail*, prix du silence gardé sur un crime. (N. d. T.).

impossible de convaincre un législateur de corruption; d'autre part, lorsque les tendances d'un législateur sont mauvaises, il ne peut conserver longtemps une bonne réputation parmi les honnêtes gens. Si les électeurs veulent se rendre compte de l'honnêteté de leur député ils y arriveront aisément, et si le député se sent surveillé il sera honnête, ne pouvant plus exploiter l'ignorance et l'indifférence de ses électeurs. Je ne vois pas comment on peut empêcher l'achat des votes jusqu'au jour où la conscience publique s'en préoccupera. Mais alors cela se fera rapidement, car du jour où les politiciens se rendent compte que le peuple désire sérieusement quelque chose, ils s'empressent de l'exécuter. Le plus difficile est de pousser le peuple à désirer sérieusement quelque chose, — à sacrifier une partie de son temps pour atteindre le but qu'il a en vue.

Le plus grand nombre des législateurs corrompus nous viennent des grandes villes; la majorité des *assemblymen* venus de là sont en vérité de pauvres spécimens de l'humanité; au contraire les *congressmen* de ces mêmes villes sont dans l'ensemble d'assez honnêtes gens. Ce fait prouve une fois de plus qu'une élection importante est en général meilleure qu'une élection secondaire; le maire est presque toujours plus honorable que les conseillers municipaux. Cela vient de ce que les fonctionnaires de peu d'importance sont préservés des conséquences de leurs mauvaises actions. La vie est si intense dans les grandes villes, le temps des hommes est si pleinement occupé par des devoirs et des intérêts multiples, la connaissance qu'ils ont de

leurs voisins est nécessairement si limitée, qu'ils ne peuvent avoir d'opinion que sur les hommes les plus importants; quant aux autres ils en font un groupe dans lequel se fondent tous les individus. Ils savent admirer ou mépriser les *aldermen*[1] dans leur ensemble; mais ils ne savent pas le nom, encore moins la valeur de celui de leur district; il en résulte que leurs votes pour des *aldermen* ou *assemblymen* sont généralement très peu éclairés; ils sont au contraire très compétents lorsqu'il s'agit d'apprécier et de choisir un maire ou même un *congressman*. Ces derniers sont obligés de tenir compte des désirs et des préjugés du public, tandis qu'un *city assemblyman* peut s'en dispenser, sauf dans certains cas extraordinaires. Son avenir politique dépend de l'habileté qu'il met à se procurer le soutien de certains *bosses*[2], politiciens, trade-unions, syndicats commerciaux ou directeurs de chemins de fer, — et en général de tous ceux dont les intérêts sont réglés par les lois faites à Albany, et qui veulent punir ou récompenser les législateurs. Ces groupes d'individus intéressés se soucient peu de l'honnêteté de leur candidat, pourvu qu'il agisse suivant leurs désirs dans certaines occasions; il en résulte souvent qu'un homme malhonnête, mais soigneux de ne

[1] L'*alderman* est l'équivalent d'un conseiller municipal: l'*assemblyman* est le membre d'une législation d'État; le *congressman* est le membre de la Chambre des Représentants ou du Sénat de Washington. (N. d. T.)

[2] Le *boss* est un agent politique exerçant un certain pouvoir de direction. Dans l'argot populaire, le *boss* désigne aussi le patron, l'employeur. (N. d. T.)

pas se compromettre, peut représenter pendant plusieurs années une honnête circonscription.

LA RESPONSABILITÉ DES ÉLECTEURS

Le député d'une grande ville se rend compte en général que les hommes instruits et intelligents de son district sont très ignorants et incapables en matière politique. L'électeur intelligent dont on parle tant, — l'homme qui a reçu une éducation libérale, qui est instruit et animé des meilleures intentions — agit parfois de la manière la plus bizarre.

Les grandes réunions publiques, si fréquentes depuis quelques années en faveur d'un mouvement politique indépendant des partis, ont évidemment fait beaucoup de bien ; mais les mêmes hommes qui assistent à ces réunions publiques et qui s'indignent contre la folie et la perversité des politiciens, agissent parfois, le jour des élections, d'une manière tout aussi nuisible que ceux qu'ils condamnent si justement. En voici un récent exemple. En 1882, il y avait à la Chambre, un jeune député de New-York qui jouait le rôle le plus utile. Cette année-là, la législature était remarquablement mal composée. Les politiciens les plus malhonnêtes comptaient sur elle pour faire aboutir quelques-uns de leurs plans et éviter à certains députés les conséquences de leurs mauvaises actions. On proposait continuellement, dans le soi-disant intérêt des classes laborieuses, des mesures démagogiques, pour lesquelles un homme intelligent et honnête ne pouvait voter.

Elles étaient cependant soutenues, non seulement par les démagogues et agitateurs populaires, mais encore par un grand nombre d'ouvriers honnêtes, mais peu éclairés. Finalement, de riches corporations tentèrent. par des moyens peu délicats, de faire passer au plus vite des lois en leur faveur. Le jeune député dont je parle, s'attira, par sa conduite dans ces diverses circonstances, l'hostilité des politiciens, des démagogues, et de la classe si dangereuse des criminels opulents. Il avait également mérité la reconnaissance des honnêtes gens, et il l'obtint — du moins en paroles. Les bons journaux firent son éloge; les hommes cultivés et intelligents, et généralement tous ceux qui font partie des clubs mondains et littéraires — ne pouvaient assez le louer. Je me souviens d'un homme de son district qui se montra très indigné que les politiciens osassent lui faire de l'opposition ; mais lorsqu'on proposa à cet homme de surveiller le scrutin le jour des élections afin d'assurer le retour de ce législateur à Albany, il répondit qu'il était désolé de ne pouvoir le faire, étant invité à une chasse aux cailles ! Cependant la plupart des gens respectables auraient sans doute voté pour le jeune député sans l'incident politique survenu à la fin de la campagne. Une liste, sans couleur politique déterminée, avait été formée pour l'élection à certaines fonctions locales ; elle était soutenue par l'élite véritable des deux partis. Cette liste ne contenait que des noms de candidats aux offices municipaux, et n'avait aucun rapport avec les élections législatives ; ce simple fait fut cependant l'occasion d'un malentendu pour un

grand nombre d'honnêtes électeurs. Lorsque le jour des élections arriva, ils refusèrent de mettre dans l'urne autre chose que la susdite liste ; ils s'entêtaient à croire que si le comité qui patronnait cette liste n'avait proposé aucun candidat pour la Législature, cela prouvait qu'aucun n'était digne de leur vote. Le meilleur groupe de candidats aux élections législatives perdit ainsi des votes auxquels il avait droit, et dans le district particulier dont je parle, le député sortant fut battu ; plus exactement, il obtint une majorité si faible que des adversaires peu scrupuleux invalidèrent son élection.

Cette ignorance des questions politiques les plus simples, jointe à une grande timidité, caractérise particulièrement la bourgeoisie aisée. Elle est souvent formée de très honnêtes gens, mais leur égoïsme naïf les rend incapables de sacrifier en partie leurs occupations ou leurs plaisirs aux affaires publiques, et permet aux politiciens corrompus de tenir une place dans la Législature. Le cas est différent à la campagne. Là, les électeurs sont généralement honnêtes, quoique ayant l'esprit étroit ; ils surveillent avec soin leurs députés, ce qui oblige ceux-ci à une certaine honnêteté. Ils ont du moins la précaution d'agir honnêtement dans toutes les affaires concernant le district. La mauvaise influence des politiciens est surtout évidente en ce qui concerne les affaires de la cité. Les électeurs campagnards savent juger leur député dans le cas où leurs intérêts sont engagés ; mais quant aux autres représentants, ils ne disposent d'aucun moyen pour se former une opinion sur eux, sauf par les journaux, — et surtout par les

grands journaux métropolitains. Or, ils considèrent avec une extrême défiance les informations de ces grands journaux pour ce qui regarde l'honnêteté ou la malhonnêteté des hommes politiques. Nos journaux, en effet, y compris ceux qui représentent la partie la plus instruite de la nation, ont pris l'habitude d'attaquer si souvent et avec tant de légèreté la réputation d'hommes politiques parfaitement honnêtes, qu'ils n'ont plus d'autorité lorsque leurs attaques sont fondées. Ils peignent en noir tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Il en résulte que l'ensemble des lecteurs, sachant qu'ils ont en partie tort, pensent qu'ils ont aussi en partie raison; ils concluent que personne n'est aussi blanc ou aussi noir qu'on le représente, et se figurent qu'ils sont tous d'une teinte uniformément grise. Il est alors impossible de les stimuler à agir en faveur d'un homme honorable ou contre un vaurien. Les politiciens malhonnêtes bénéficient de ce sentiment; et parmi les causes qui le produisent, il faut compter certains de nos journaux qui affectent cependant de jouer un rôle très moral. Quant aux autres journaux, du genre « sensationnel », tels que les deux qui ont actuellement le plus de lecteurs à New-York, il est inutile de préciser leur rôle; ils encouragent la corruption politique et le vice privé, et exercent la plus nuisible influence.

LES DANGERS DE LA VIE POLITIQUE

Il est incontestable que beaucoup d'hommes perdent de leur valeur morale lorsqu'ils vont à Albany. On ne

songerait jamais que cette vieille et paisible cité hollandaise peut être un lieu de dissipation ; cependant Albany a produit sur plusieurs députés venus de villages ou de petites villes éloignés une influence aussi nuisible que celle exercée par Paris sur les jeunes Américains enrichis de nos villes de l'Est. Bien des hommes vont au Parlement dans le but déterminé de gagner de l'argent; mais bien d'autres, qui plus tard deviendront mauvais, y vont animés des meilleures intentions. Ce sont des jeunes gens faibles et superficiels qui désirent se faire un nom ; des hommes de loi, des courtiers, ou de petits boutiquiers; ils n'obtiennent qu'un médiocre succès ; ils s'aperçoivent peu à peu que leurs affaires vont mal et qu'ils ne pourront réussir dans la vie politique ; quelque grande tentation se présente (une corporation pour laquelle le passage d'un bill représente une économie d'un million de dollars, peut acheter les votes à un haut prix), ils y succombent et dès lors ils sont perdus. En un mot la vie politique présente de sérieuses tentations, et la faiblesse de caractère est particulièrement à redouter pour ceux qui s'y engagent.

LES COMPLICES DES LÉGISLATEURS CORROMPUS

Le cortège des législateurs corrompus est grossi d'une foule d'hommes qui ne sont pas mauvais au fond. Au premier rang se trouvent les êtres désespérants munis d'un projet de loi dont le succès est pour eux une question d'avenir. Par exemple, un de ces hommes propose un bill affectant des fonds du Trésor au drai-

nage d'une rivière, à la construction d'une digue, à l'assainissement d'un marais ; il se peut que cette proposition soit raisonnable, mais elle est faite généralement dans l'intérêt d'un groupe d'électeurs qui ont donné à entendre à leur député que sa situation dépend du succès de cette affaire. Il sent qu'il lui faut le succès à tout prix ; les politiciens malhonnêtes s'en aperçoivent et lui déclarent qu'ils s'opposeront à son projet à moins qu'il ne s'engage à soutenir aussi les leurs ; il résiste, au début, mais cède tôt ou tard ; dès lors il perd pour jamais son aptitude à faire une œuvre de bien public.

Un nombre encore plus considérable de députés dépendent de personnes interposées. Ces derniers sont généralement des politiciens qui ont un pouvoir absolu sur la « machine » du district, ou qui jouent un rôle très important dans les affaires politiques locales. Chose curieuse, ils ne sont pas toujours du même parti que le représentant du district : dans certains endroits, en particulier dans les quartiers pauvres des grandes villes, la politique devient une affaire comme une autre, et dans la course aux emplois lucratifs, il est très important pour un « leader » local d'avoir des appuis dans tous les partis. Lorsqu'un de ces hommes qui jouent ce rôle est envoyé à un corps législatif, il peut marcher avec son parti dans les questions d'intérêt public considérées comme secondaires par le « leader », mais il doit redevenir passif quand il s'agit de questions intéressant le pouvoir, la bourse ou l'influence dudit « leader ».

D'autres députés encore sont influencés par quelque riche particulier qui ne s'occupe pas de politique, mais dont les affaires subissent le contre-coup d'une législation. Cet homme est disposé à payer une partie de la campagne électorale d'un individu ou d'une association, pour s'assurer à Albany quelqu'un qui puisse lui donner des informations sur ce qui s'y passe.

On présenta une fois à un comité dont je faisais partie, un projet de loi parfaitement raisonnable dans l'intérêt d'une certaine corporation; la majorité du comité était formée de six membres absolument corrompus qui commencèrent par s'opposer à ce projet dans l'espoir d'être payés pour cesser leur opposition. Or, en me chargeant de défendre ce projet de loi, j'avais stipulé qu'on ne dépenserait pas un seul penny pour assurer son passage. Il était par conséquent nécessaire de découvrir quelle pression pourrait être exercée sur les membres récalcitrants, quels étaient les ressorts qui les faisaient agir. Après enquête il ressortit que trois d'entre eux étaient sous le contrôle de politiciens de leur parti d'une honnêteté également douteuse; un autre était gouverné par un politicien de mauvaise réputation; le cinquième, qui était démocrate dépendait d'un fonctionnaire républicain fédéral, et le sixième du président d'une compagnie de tramways à chevaux. Ces deux importants personnages n'eurent qu'à écrire à leurs députés et ceux-ci changèrent aussitôt d'opinion au sujet du bill.

A l'heure qu'il est, cependant, le plus grand danger se trouve dans la servilité du député vis-à-vis du

« boss » ou de la « machine » de son parti, ce qui le rend incapable de faire une œuvre politique utile.

Il y a deux moyens pour les politiciens de se procurer de l'argent. Premièrement, lorsqu'une riche corporation achète les votes pour faire triompher une loi en sa faveur ; deuxièmement, lorsqu'un député présente un bill contraire aux intérêts de quelqu'un, dans l'espoir d'être ensuite payé pour l'abandonner. Cette dernière manœuvre, connue sous le nom de *strike* est d'un usage très fréquent ; car, malgré la clameur qui s'élève contre elles dans les débats législatifs, les grandes compagnies industrielles subissent plus de torts qu'elles n'en font subir. Il est difficile, pour des raisons données plus haut, de prouver la culpabilité d'un député malhonnête, quoique nous ne manquions pas de lois contre l'achat des votes. La réforme doit venir de la masse de la nation. Aucun progrès ne se manifestera parmi les législateurs si le peuple ne se rend mieux compte de son devoir, si les journaux ne deviennent plus véridiques et plus consciencieux.

Ce n'est pas une tâche agréable de peindre un côté de la vie politique en couleurs aussi sombres ; mais puisque ce côté existe, que les lignes noires ne pourront être effacées avant que nous ayions courageusement reconnu leur existence, éviter d'en parler serait je crois la plus fausse des délicatesses. Toutefois il serait injuste d'accepter cette vérité partielle comme étant toute la vérité. Nous rendons le Parlement responsable de bien des maux dont la cause première se trouve dans nos propres erreurs.

LES LÉGISLATEURS DÉSINTÉRESSÉS

Ce tableau a un côté plus brillant et c'est heureusement le plus grand côté. Il serait impossible de réunir un groupe d'hommes plus sincères, plus sérieux et plus désintéressés que le groupe de jeunes législateurs qui, depuis ces trois dernières années, ont évité tant de mal et accompli tant de bien à Albany. Ils ont su pratiquer, du moins en partie, les théories qu'enseignent depuis longtemps les « leaders » intellectuels de ce pays. La vie d'un législateur qui s'efforce de remplir fidèlement son devoir est laborieuse et fatigante au dernier degré. Il travaille de huit à quatorze heures par jour ; il est en butte à l'hostilité amère d'un groupe d'hommes aussi puissants que peu scrupuleux, toujours sur le qui-vive pour découvrir ou inventer dans sa vie publique ou privée quelque chose qui puisse servir d'armes contre lui. Il n'a qu'un faible appui dans l'esprit du public qui est à peine conscient des maux dont il souffre, qui ignore par conséquent le remède à ces maux et serait peu disposé à l'employer s'il le connaissait.

Ce groupe de législateurs désintéressés qui travaillaient honnêtement pour ce qu'ils croyaient juste, n'était pas remarquablement bien traité par ses électeurs. La plupart d'entre eux s'aperçurent bientôt que s'ils voulaient mettre à profit leur courte période de vie politique, ils devaient se faire une loi de ne jamais considérer comment leur vote, sur une question quelconque, affecterait leur avenir. Personne ne peut faire

une œuvre utile dans le Parlement s'il se préoccupe de l'effet de ses actions à un point de vue personnel. Après avoir appris cette leçon, les législateurs dont je parle, purent courageusement avancer. D'une manière générale, et lorsqu'aucun principe vital n'est en question, un député doit représenter les idées de ceux qui l'ont élu ; mais il est des moments où la voix du peuple n'est rien moins que la voix de Dieu, et alors un homme consciencieux est tenu de ne pas l'écouter.

A la longue le public rend généralement justice à ses représentants ; mais c'est une justice rude, inégale et à longue échéance. En jugeant d'après ce que je sais des rapports entre députés et électeurs, je dirai que pour un honnête homme les chances de réélection sont, toutes choses égales d'ailleurs, d'environ 10 p. 100 plus considérables que s'il était malhonnête. Cela n'est pas flatteur pour le peuple américain ; et la cause en est dans les erreurs commises par les électeurs honnêtes et respectables — erreurs que je vais signaler rapidement.

L'INSOUCIANCE POLITIQUE

Dans toutes les grandes villes, les gens ayant de la fortune négligent depuis longtemps leurs devoirs politiques, aussi sont-ils considérés avec mépris par les politiciens de profession. Ils se réunissent parfois dans un grand hall pour demander « la réforme » avec cris et vociférations, comme si « la réforme » était une substance concrète qu'on pût leur débiter en tranches; ils se débandent ensuite parfaitement satisfaits d'eux-

mêmes et convaincus qu'ils ont accompli leur devoir de citoyens. C'est un fait certain que les quatre cinquièmes de nos hommes riches et instruits, de ceux qui occupent ce qu'on appelle une bonne situation sociale, ignorent ce qu'est un *caucus* ou un *primary*[1], et n'y assistent jamais. Et pourtant, avec notre forme de gouvernement, un homme agissant seul ne peut rien accomplir; il doit s'associer à un groupe; et les hommes dont je parle n'exerceront jamais une grande influence politique à moins de former un parti, ou, ce qui serait mieux, d'adhérer aux partis déjà existants. Mais nos hommes instruits semblent avoir un manque de vertus viriles qui les fait s'éloigner de la lutte et craindre le contact des politiciens plus rudes qui ont souvent besoin d'être traités sans ménagements. D'autre part, ils sont si peu familiarisés avec leur entourage qu'ils ne savent pas distinguer les politiciens honnêtes de ceux qui ne le sont pas; à leurs yeux ils se confondent en un seul groupe. Ils ont peu de sympathie, — du moins les principaux d'entre eux, — pour les sentiments et les intérêts de la grande masse du peuple américain; et il est malheureusement vrai que c'est dans cette classe que se manifeste encore l'état d'esprit appelé « colonial ». Jusqu'au jour où cet esprit « colonial » aura complètement disparu, ceux chez qui il existe seront la risée des citoyens avisés et malins qui forment les neuf dixièmes de notre corps politique. Ces derniers, en effet, ont pour caractéristique un américanisme

[1] *Caucus, primary*, réunions électorales préparatoires.

intense, et une intolérance absolue vis-à-vis de ceux qui subissent une influence étrangère.

Pour différentes raisons, les classes ouvrières, même les plus honnêtes, ne savent pas apprécier l'honnêteté dans leurs représentants. Elles sont souvent mal informées à leur sujet et se laissent tromper par les bruyants discours des soi-disants réformateurs du travail. Ceux-ci promettent toujours de procurer par des lois les avantages que les ouvriers, comme tous les autres hommes, ne peuvent obtenir que par l'union de leur intelligence, de leur énergie et de leur prévoyance. Les ouvriers ont obtenu bien des lois améliorant leur condition ; lois contre le travail étranger, lois sur les usines, etc. ; ils en concluent que la législation peut tout leur procurer, et par conséquent il est naturel qu'ils fassent triompher le démagogue qui vote pour une loi devant doubler les salaires, au lieu de soutenir l'honnête homme qui s'y oppose. Quand des gens luttent pour obtenir les choses nécessaires à la vie, et qu'ils sentent vaguement, ce qui est peut-être une erreur, qu'ils luttent aussi contre une organisation sociale injuste, il est difficile de les convaincre qu'une tonne de vagues promesses législatives ne vaut pas une once d'effort de leur part pour améliorer les conditions de leur vie.

Dans les districts ruraux, l'opinion qu'on se fait du député a plus de chances d'être juste. Malheureusement les nombreuses jalousies et les rivalités locales qui existent toujours dans les petites agglomérations où tout le monde se connaît, causent bien des erreurs de

jugement. En plus de cela, le vote des campagnes s'inspire d'idées conservatrices. Les électeurs sont lents à admettre les idées nouvelles, entêtés dans les anciennes, par conséquent enclins à soupçonner quiconque cherche à atteindre le but par un chemin nouveau.

Assurer le passage d'un bill à la législature, n'est pas une chose facile. Il faut s'attendre à l'opposition de quelques-uns et surmonter l'indifférence passive de la masse. Pour cela, il est nécessaire de secouer les électeurs. Il faut non seulement surveiller les débats continuels et les luttes parlementaires des deux chambres, mais encore éveiller l'attention des habitants de districts peu intéressés au bill, afin qu'ils poussent leurs représentants à le voter. Ainsi lorsqu'on proposa un bill pour l'établissement d'un State-Park à Niagara, on découvrit que la majorité des députés ruraux y étaient opposés. Ils craignaient quelque supercherie de spéculateurs sur les terrains, et redoutaient l'opposition de leurs électeurs effrayés par une aussi grande dépense. Il était inutile d'entamer des discussions avec les députés. Il fallut donc inonder de lettres les journaux locaux, envoyer des brochures, faire des visites, jusqu'au jour où un nombre suffisant de ces députés nous fournirent les votes manquants.

LES AGRÉMENTS DE LA VIE POLITIQUE

J'ai passé des heures vraiment agréables à Albany avec quelques-uns de mes collègues. Nous aimions

l'excitation et la lutte perpétuelles, l'obligation d'user de toutes nos facultés pour atteindre un but, et le sentiment que nous jouions un rôle utile dans le monde. Si nous étions souvent attristés et même révoltés par les vices et l'ignorance de quelques-uns de nos collègues, ils nous fournissaient en retour bien des occasions d'amusement par l'absurdité de leurs actions et de leurs discours. Quelques-uns de ceux-ci méritent d'être répétés. Il est impossible d'en reconnaître les héros, car les noms et les circonstances ont été changés. Il est bien entendu que ces histoires représentent des cas exceptionnels, et ne sont pas des exemples de la vie législative normale. J'ai entendu prononcer à Albany plus de paroles sensées que d'absurdités, mais en répétant les premières, je ne ferais qu'ennuyer le lecteur. Si l'ignorance de quelques-uns de nos députés nous autorise à les déclarer incapables de siéger dans la Législature, elle ne nous autorise pas à condamner le système de gouvernement qui permet qu'on les y envoie. Il n'y a pas de système si bon qu'il n'ait ses désavantages. Le seul moyen d'enseigner le *self-government* à nos concitoyens de naissance étrangère, est de leur donner tous les droits que possèdent les citoyens américains. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'au début ils se montrent inexpérimentés dans l'exercice de ces droits. J'ai constaté par moi-même que Hans et Paddy [1], lorsqu'ils font une œuvre vraiment utile dans la Législature, sont loin d'être inférieurs aux Américains de naissance. Un grand

[1] Surnoms populaires des émigrants allemands et irlandais. (N. d. T.)

nombre parmi les citoyens de New-York des plus désintéressés, des plus habiles et des plus dévoués au bien public, sont d'origine allemande. Quand j'ai dû nommer un comité pour faire l'œuvre la plus dangereuse, la plus importante et la plus difficile qui ait été entreprise par la Législature durant que j'y siégeais, j'ai choisi trois de mes collègues sur quatre parmi des législateurs irlandais, de naissance ou d'origine. L'ami politique le plus désintéressé et le plus généreux que j'aie jamais eu, est Irlandais de naissance; il est aussi le meilleur et le plus sincère citoyen américain qu'on puisse trouver dans les États-Unis.

Les Yankees faisaient de temps en temps des bévues à la Chambre, mais leurs bévues étaient ordinairement stupides et pas du tout amusantes. Au contraire, les erreurs de nos collègues d'origine étrangère étaient toujours originales.

En 1882, les Démocrates avaient une forte majorité à la Chambre; mais ils ne purent de longtemps former une organisation, à cause des querelles qui s'élevèrent dans leurs rangs entre les députés de Tammany et les anti-Tammany, chaque groupe demandant la part du lion. Après beaucoup de chicanes, les anti-Tammany firent une liste d'une série de propositions et la soumirent à leurs adversaires, en les prévenant que c'était leur *ultimatum*. Les députés de Tammany se réunirent immédiatement en un meeting d'indignation, leur état d'esprit ressemblant à celui de la fameuse marchande de poissons qu'on avait traitée de parallélipipède. Aucun d'eux n'avait une idée très exacte de ce que vou-

lait dire le mot « ultimatum », mais ils ne doutèrent pas un instant qu'il n'eût une signification offensante, pour ne pas dire injurieuse. Chacun sentait qu'il était nécessaire de trouver immédiatement un équivalent pour la réponse de Tammany ; mais comme leur vocabulaire latin était limité, ils durent attendre un peu avant de trouver une expression appropriée. Finalement, par une heureuse inspiration, quelques gentlemen d'éducation classique se souvinrent de la phrase *ipse dixit ;* l'assemblée fut unanime à reconnaître que l'expression convenait parfaitement à ce cas particulier. Le lendemain, la réponse parut. Il y était dit avec une gravité superbe, qu'en réponse à « l'*ultimatum* » de la County Democracy, Tammany envoyait son « *ipse dixit* ».

Parfois, des hommes politiqnes d'un ordre plus élevé que les « aldermen » ou « assemblymen » donnent aux mots un sens qu'ils n'ont pas dans le dictionnaire. Dans une grande partie des États-Unis, grâce à de curieuses associations historiques (qu'il pourrait être intéressant de rechercher), on traite de « hollandais » tout ce qui n'est pas américain ou d'origine anglaise. C'est dans ce sens qu'un Congressman employa récemment ce mot, lorsqu'il proposait de mettre un droit sur les œuvres d'art. Il parla de la répugnance qu'il éprouvait à voir les œuvres des artistes américains exposées à la concurrence « de croûtes hollandaises venues d'Italie » ; phrase aussi amusante par son allitération que par son fier dédain des petitesses géographiques.

L'attention d'un orateur de cette espèce est souvent

attirée par quelque mot sonore, qu'il n'a encore jamais entendu, et qu'il met en réserve pour l'employer dans sa prochaine envolée de réthorique, sans s'inquiéter de son sens précis. Dans la dernière Législature se trouvait un des défenseurs des classes ouvrières qui se fit beaucoup remarquer dans ses discours par sa superbe ignorance de l'exactitude technique dans l'emploi des comparaisons. Il parlait contre le système du contrat de travail appliqué aux forçats et termina une harangue déjà suffisamment remarquable par cette phrase saisissante : « Ce système est un cobra vital qui submerge la vie des travailleurs. » Il avait évidemment préparé cette phrase avec soin, et le procédé mental qu'il employa pour la construire devait être curieux. « Vital » avait simplement pour rôle d'exprimer l'intensité. L'orateur ne possédait que de vagues idées sur ce que pouvait être un « cobra ». Il avait seulement l'intuition que c'était quelque terrible manifestation de la nature, probablement hostile à l'homme, comme un volcan, un cyclone ou le Niagara. Quant au verbe « submerger » il fut choisi comme exprimant l'action d'un cyclone, du Niagara ou d'un cobra.

Un mot d'usage courant prend parfois une nouvelle signification. Par exemple, la masse de la législation a un caractère strictement local. Plus d'un millier de projets de lois sont envoyés à la Chambre au cours d'une session, mais un petit nombre d'entre eux intéressent l'ensemble de l'État. Ces derniers devraient être soigneusement étudiés par chaque député, de même que les bills locaux les plus importants ; mais il est matérielle-

ment impossible à un homme d'examiner la masse des bills d'importance secondaire. Il faut s'en remettre pour ceux-ci au député du district intéressé, et lorsqu'un de ces bills vient en discussion, voici la réponse ordinaire à toute question s'y rapportant : « Oh ! c'est un bill local, concernant le district d'un tel ; il en est responsable. » On en vient par degrés à employer le mot « local » dans le sens de « peu important », et pour quelques « *assemblymen* » d'une honnêteté douteuse, il s'applique à un bill qui ne leur vaudra aucun avantage pécuniaire. Dans une des dernières législatures se trouvait un joyeux petit coquin, digne d'un roman de Lever. Il ne valait pas grand chose assurément mais il avait de l'esprit naturel, et ses naïvetés faisaient la joie de la Chambre. Un jour, j'arrivai en retard, tandis qu'on votait un bill ; apercevant mon ami, je lui criai : « Eh bien, Pat, qu'est-ce qui se passe ? Sur quoi vote-t-on ? » Pat me répondit d'un air malin, avec une indifférence méprisante : « Oh ! quelque mesure sans importance ; quelque bill local — *un amendement constitutionnel !* »

Une des plus jolies naïvetés que je connaisse fut dite au parlement de Dublin par un de mes amis qui est pourtant un excellent orateur. On venait de recevoir le message du gouverneur Cleveland opposant son veto à une homologation de tarifs. — L'excitation était grande, et mon ami, emporté par la discussion, s'écria : « Monsieur le Président, je reconnais la main qui nous apporte ce veto ; *je l'ai déjà entendue !* »

Un député nous étonna beaucoup un jour par l'emploi

qu'il fit du mot « shibboleth ». Il croyait évidemment que c'était un élégant synonyme de notre bon vieux mot « shillalah [1] », et comme il reprochait à un de ses collègues de s'opposer à un bill pour l'accroissement des salaires de certains employés, il s'écria d'un ton pénétrant : « Ce jeune homme s'est servi du mot « économie » comme d'un shibboleth pour terrasser l'ouvrier. » Ensuite, changeant la métaphore, il dit que nous employions le mot « réforme » comme shibboleth pour dissimuler nos mauvaises intentions.

J'ai eu l'occasion de constater dans une des dernières assemblées d'État, combien on est souvent ignorant de la valeur des termes classiques et constitutionnels. C'était à l'occasion de ce fléau annuel qu'est la discussion sur la subvention à accorder à un établissement catholique. Chaque année une personne qui désire s'attirer le vote des catholiques propose ce bill, affectant une somme variable à l'entretien du Catholic Protectory, lequel est une institution respectable, mais n'a aucun droit à se faire soutenir par l'État. Chaque année, quelques hommes, parmi lesquels on compte les catholiques les plus libéraux, s'opposent au bill pour des raisons légitimes ; et un nombre plus considérable s'y oppose par pure bigoterie. Nous avons eu la preuve de ce fait il y a deux ans, lorsque les plus ardents adversaires de ce bill ont voté pour un bill exactement semblable, et aussi répréhensible, en faveur d'une institution protestante. Dans le cas auquel je fais allusion, il se trouvait deux

[1] *Shillalah*, gourdin.

« assemblymen », celtiques d'origine, qui se disputaient la direction de la minorité ; l'un d'eux, un gros homme rouge que je désignerai dorénavant comme « le Colonel » ; l'autre, un petit homme vif et bavard, qui avait été jadis juge, et qu'on appelait : « le Juge. » Quelqu'un s'opposait à l'adoption du crédit, disant, avec beaucoup de justice, que c'était une mesure inconstitutionnelle. Le Juge, qui ne voyait dans la Constitution qu'une arme dont on se servait toujours contre ses plus chers projets, commença à s'agiter sur son banc, puis finalement demanda la permission de poser une question à l'orateur. Celui-ci ayant dit « oui », le Juge reprit : « Je voudrais savoir si Monsieur a jamais vu personnellement le Catholic Protectory ? » — « Non, je ne l'ai pas vu », répondit son interlocuteur étonné. « Alors, que voulez-vous dire en déclarant qu'il est inconstitutionnel ? Il n'est pas plus inconstitutionnel que vous ! » Puis se tournant vers l'assemblée il ajouta d'un ton sarcastique : « Ce Monsieur occupe une position fausse à l'égard de ce bill », et il se rassit au milieu des applaudissements de ses amis.

Le Colonel se sentit jaloux du succès de son rival, et lorsque l'orateur déconcerté eut repris sa place, il se dirigea solennellement vers le pupitre du Juge ravi, le regarda d'un air majestueux et dit : « Excusez-moi, Monsieur, mais l'orateur que vous avez attaqué connaît plus de lois en une semaine que vous en un mois ; et de plus, Mike Shaunessy, que voulez-vous dire en citant du latin devant la Chambre, *quand vous ne savez même pas l'alpha et l'oméga de cette langue !* »

Le Juge se heurtait continuellement à la Constitution. Défendant une fois un de ses bills qui affectait une petite partie des fonds de l'État à des intérêts privés, il déclara que « la Constitution ne s'occupait pas de ces petites choses » ; et une autre fois il me dit « qu'il ne permettait jamais à la Constitution de s'immiscer entre deux amis ».

A cette époque-là, le Colonel était président d'un Comité qui s'occupait parfois de questions ouvrières, ou soi-disant telles. Le Comité était des plus mal composés, les membres étant tous corrompus ou incapables. Généralement le Colonel maintenait l'ordre avec assez de dignité, mais lorsqu'il avait goûté du whisky parfumé à l'écorce de citron, ce qui lui arrivait souvent, le sentiment de sa dignité personnelle grandissait de telle sorte qu'il gouvernait le Comité avec un sceptre de fer. On avait une fois proposé un bill (un de ces bills absurdes qui font annuellement leur apparition par centaines) d'après lequel tous les ouvriers employés aux travaux publics des grandes villes recevraient trois dollars par jour — le double du prix normal. Un monsieur spirituel proposa l'amendement suivant : « Tout habitant des grandes villes recevra trois dollars par jour, et aura de plus le droit de prendre part aux travaux publics si cela le tente ; » mais l'auteur du bill demanda avec hésitation si cet amendement ne rendait pas la mesure un peu trop générale ! La discussion de cette mesure absurde ne pouvait nullement intéresser les véritables travailleurs, mais les agitateurs ouvriers s'en emparèrent et ils demandèrent à envoyer une

délégation au Comité. Ceci leur fut accordé. Au jour dit, lorsque le Président fit son entrée, on reconnut à son attitude digne, qu'il avait abusé de son cher whisky. Il s'assit au milieu de la table et regarda les membres du Comité d'un air farouche. Ceux-ci, qui auraient pu figurer dans une exposition de coquins, tremblaient devant lui. Ce fut un agitateur de profession qui prit le premier la parole ; un petit homme doucereux avec une moustache noire, et qui n'avait jamais travaillé une heure dans sa vie. Il comptait sur la faveur du Colonel — ses illusions devaient être de courte durée — et il commença en souriant :

« Tout humble que je suis... »

Le Président l'interrompit, et le dialogue suivant commença :

Le Président (avec dignité) : « Qu'avez-vous dit que vous êtes, Monsieur ? »

L'ouvrier (surpris et troublé) : « Je... j'ai dit que je suis humble, Monsieur ! »

Le Président (d'un ton de reproche) « Êtes-vous citoyen américain, Monsieur ? »

L'ouvrier : « ... Oui, Monsieur ».

Le Président (avec emphase) : « Alors vous êtes l'égal de tous les habitants de cet État ! Vous êtes l'égal de tous les membres de ce Comité ! Donc *ne dites plus que vous êtes humble ! Continuez, Monsieur !* »

Après cet avertissement, l'orateur s'arrangea pour éviter les écueils, jusqu'au moment où, s'étant laissé emporter par son discours, il s'écria imprudemment : « Le pauvre n'a pas d'amis ! » Aussitôt nouvelle inter-

ruption du Colonel. Il jeta un regard farouche sur le malheureux, et lui demanda :

« Qu'avez-vous dit cette fois, Monsieur ! »

L'ouvrier (désespéré) : « J'ai dit que le pauvre n'a pas d'amis, Monsieur ».

Le Président (avec feu) : « Alors, vous avez menti, Monsieur ! Je suis l'ami du pauvre ! Mes collègues aussi, Monsieur ! » (A ce point, le comité s'efforça d'avoir l'air bienveillant.) « Dites la vérité, Monsieur ! » (Passant subitement au ton de commandement.) « Maintenant asseyez-vous ou sortez d'ici ! »

Ces paroles fermèrent la bouche au petit homme doucereux qui fut remplacé par un camarade d'un autre type — un homme corpulent et de haute taille. — Celui-ci avait une voix parfaitement naturelle lorsqu'il parlait de questions privées, mais dès qu'il abordait la question des Injustices (avec un I majuscule) du Travail (avec un T majuscule) il beuglait comme un taureau de Bashan. Le Colonel dont la tête s'échauffait, le regardait de travers, en se balançant sur sa chaise. Pourtant le discours de l'orateur eut tout d'abord une influence calmante, et le Président s'endormit profondément sans perdre pour cela la dignité de son attitude. Mais au bout de quelques instants, l'orateur poussa un hurlement qui réveilla le Colonel. Celui-ci reprit subitement ses esprits ; il regarda fixement l'assistance, aperçut l'orateur, se souvint de l'avoir déjà vu, et oubliant qu'il avait dormi, s'écria :

« Je vous ai déjà vu, Monsieur ! »

« Non, Monsieur, » dit l'autre.

« N'allez pas me dire que je mens, Monsieur ! » reprit le Colonel avec férocité. « Vous avez parlé devant ce comité avant ce jour ! »

« Je n'ai jamais... » commença l'homme ; mais le Colonel l'interrompit de nouveau :

« Asseyez-vous Monsieur ! Il faut conserver la dignité de la Présidence ! Personne ne parlera deux fois à ce Comité. La séance est ajournée. » En disant ces mots, il sortit d'un pas majestueux, tandis que les membres du Comité et la délégation se regardaient d'un air stupéfait.

LES GENS DU DEHORS

Les gens du dehors sont aussi amusants que les législateurs eux-mêmes. Un nombre effrayant de personnes persistent à écrire des lettres de louange, de blâme ou de conseil sur tous les sujets possibles ; et ces correspondants se recrutent parmi les types les plus divers, y compris le fou et le criminel. Les plus intraitables sont les gens à marotte. Il y a le fou protestant qui croit que nos libertés sont menacées par les machinations de l'Église Romaine ; et son camarade idiot qui demande des lois contre toutes les sociétés secrètes, spécialement contre les francs-maçons. Puis il y a ceux qui croient aux « ismes », parmi lesquels se trouvent les députés élus par des femmes. J'ai toujours soutenu les droits des femmes, mais la vérité m'oblige à dire que je n'ai jamais vu un groupe de personnes plus intraitables que les députés élus par des femmes, et venus à Albany. Ils ne voulaient pas rédiger avec ordre leurs

demandes ; lorsque je fis remarquer à l'un d'eux que son projet de loi était en opposition directe avec certaines clauses de la Constitution de l'État, il me répondit doucement que cela lui était bien égal, car son projet était d'accord avec la Constitution du Ciel. Que répondre à cela sinon que les affaires d'Albany et celles du Ciel n'ont aucun rapport ? Les gens ultra-tempérants, — je ne veux pas dire ceux qui sont raisonnables et modérés, — ne sont pas plus dénués de sens commun.

La correspondance d'un député est parfois amusante. Il reçoit des foules de lettres, de félicitations, de demandes ou de reproches, dont le plus grand nombre est anonyme. Elles sont pour la plupart stupides ; mais quelques-unes ont leur originalité.

J'ai eu quelques fidèles correspondants. Une dame m'écrivait une dissertation hebdomadaire sur les droits des femmes. Un clergyman de Buffalo m'écrivit pendant deux ans à propos de la prohibition, sans jamais recevoir de réponse. Un monsieur de Syracuse m'adressa une telle quantité de requêtes et d'essais à propos de la Charte de cette ville, que je craignais de finir mes jours dans un asile d'aliénés ; il prévint ce résultat en y entrant lui-même. Un New-Yorkais m'adressait à intervalles réguliers une supplique me priant de remettre en vigueur la Dongan Charter qui était abandonnée depuis deux siècles. Un monsieur, qui s'intéressait à un projet de loi sur la protection des « primaries », inventa de me télégraphier quotidiennement des questions à ce sujet, — je lui fis passer cette habitude en lui répondant

par dépêches de plusieurs centaines de mots que j'avais soin de ne pas payer.

Il y a certaines actions législatives qui sont du plus pur Pickwick. Parmi celles-là, il faut compter les votes de sympathie adressés aux peuples opprimés d'Europe. Ils sont généralement dirigés contre l'Angleterre, car il existe dans les rangs inférieurs de la société américaine une anglophobie tout aussi regrettable que l'anglomanie des classes élevées.

Ces décisions peuvent être classées dans le genre *bouffe*. Elles sont proposées, le plus souvent, par un législateur ambitieux, — en général, je regrette de le dire, par un américain de naissance, — qui a un grand nombre d'émigrants dans sa circonscription.

Pendant la période où je siégeais dans la Législature, on proposa d'envoyer des délibérations demandant le retour du ministre Lowell, reprochant au Tsar sa conduite envers les Juifs de Russie, sympathisant avec la Land League, et les Boers, etc. Nous nous sommes opposés autant que possible à l'exécution de ces projets, donnant pour raison que, tout en accueillant chaleureusement l'étranger qui vient ici disposé à remplir ses devoirs de citoyen américain, nous avons le droit de demander en retour qu'il n'apporte dans la vie politique américaine aucune de ses antipathies de race ou de nationalité. Les décisions de ce genre sont parfois justifiées, mais neuf fois sur dix, elles n'ont aucune raison d'être. Je vais en donner un exemple que je n'ai pas pris à Albany.

Dernièrement, le Board of Aldermen d'une de nos

grandes cités reçut une dure leçon, mais il est à craindre que l'intelligence des aldermen ait été trop épaisse pour leur permettre de l'apprécier pleinement. Ces aldermen passèrent une sentence *condamnant* le Tsar de Russie pour sa conduite envers ses sujets de religion hébraïque, et *demandant* que désormais il les traitât mieux. Ceci fut envoyé au ministre de Russie avec prière de le faire parvenir au Tsar. L'envoi fut retourné au bout de quarante-huit heures. Un des sous secrétaires de la légation avait joint une note, disant qu'il ignorait que la Russie eût des relations diplomatiques avec ce Board of Aldermen, que la Russie ne connaissait pas officiellement son existence, et que de plus, elle était tout à fait indifférente à l'opinion de ces aldermen sur un sujet quelconque. Par conséquent, il leur retournait leur aimable communication[1].

En terminant, je dois dire que le mal est très grand à Albany et que nous devons nous efforcer d'amener un meilleur état de choses ; mais il n'y a pas lieu de se décourager ou de croire à l'impossibilité de tout progrès. Au contraire, le niveau de la moralité politique s'est élevé depuis quinze ou vingt-cinq ans. Dans l'ave-

[1] Quelques années plus tard, un membre de la Légation Italienne nous donna une dure leçon à propos d'une de nos pratiques nationales les plus fâcheuses. On avait lynché un Italien au Colorado, et un journal italien de New-York reprocha amèrement au ministre d'Italie sa soi-disant apathie dans cette affaire. Le membre de la Légation en question répondit que ces reproches étaient des plus injustes, car le ministre s'était empressé de faire une enquête et ne s'était dessaisi de l'affaire qu'après avoir acquis la conviction que la victime « s'était fait naturaliser et avait droit par conséquent à tous les privilèges de la nationalité américaine ». (N. de l'A.)

nir, il s'élèvera encore ou s'abaissera par sauts et par bonds, suivant que l'esprit populaire comprendra plus ou moins qu'il nous faut des représentants honnêtes et intelligents à la Législature d'État. D'après ce que j'ai vu et entendu, je dirai que nous marchons de pair avec la Pennsylvanie, le Maryland et l'Illinois ; nous sommes supérieurs à la Législature de la Louisiane, mais inférieurs à celles du Vermont, du Massachusetts, du Rhode-Island et du Wyoming ; inférieurs aussi à la Législature nationale de Washington. Dans l'Ouest, le niveau moral d'un corps législatif varie souvent d'une année à l'autre.

VI

COMMENT IL FAUT ALLER AU PEUPLE

Après la publication de mon article dans la *Review of Reviews* de septembre 1896 sur les candidats à la vice-présidence, je reçus de l'honorable Thomas Watson, alors candidat à la vice-présidence avec M. Bryan, sur la Liste Populiste, une lettre très fière et très courtoise. Je la publie avec sa permission.

« Hon. Theodore Roosevelt,

« Je regrette de ne pas être compris par ceux dont je serais heureux d'avoir l'approbation, et en lisant votre sévère article du numéro de septembre de la *Review of Reviews* j'ai éprouvé le besoin de vous écrire.

« Lorsque vous réclamez, comme vous l'avez fait si courageusement, un gouvernement plus honnête et des lois plus justes à New-York, les motifs qui vous font agir doivent être les mêmes que les miens, car vous n'avez pas besoin de l'argent que votre situation vous procure. Je comprends instinctivement ce que vous ressentez, quels mobiles vous guident. Vous obéissez à une loi de votre nature qui vous pousse à combattre à outrance ce que vous croyez mauvais. C'est un senti-

ment de respect et de loyauté envers vous-même qui vous force à lutter. Si nous avons dans la Géorgie et dans tout le Sud un état de choses aussi intolérable que celui dont vous souffrez à New-York, ne pouvez-vous pas comprendre pourquoi je lui fais la guerre ?

« Tammany est devenu puissant parce que des leaders aveugles de la Démocratie du Sud ont soutenu ses Kellys et Crokers, craignant d'amener une scission dans le parti[1].

« La première attaque que j'eus à subir de la presse démocrate de cet État suivit de près un discours que j'avais fait, dénonçant Tammany, dénonçant aussi les lâches « leaders » qui obéissaient à Tammany.

« Il est étonnant de voir à quel degré un honnête homme peut sincèrement en méconnaître un autre.

« Mes convictions ne me poussent pas à détester un homme parce qu'il dirige une banque, une usine, un chemin de fer ou une fonderie. Je ne hais pas un homme parce qu'il possède des obligations, qu'il a un compte courant à la banque ou de l'argent prêté à intérêt.

« D'autre part j'estime que chacun doit retirer de ses affaires tout le bénéfice qu'il peut honnêtement en retirer ; mais je crois que les banques ne devraient pas exercer le souverain pouvoir d'émettre du papier-mon-

[1] Le parti démocrate se recrute surtout dans les États du Sud. Les politiciens malhonnêtes de Tammany, tels que Kelly, Richard Croker, etc., ont su tourner à leur profit la force électorale que représentent ces Etats, en prenant la direction du parti démocrate. (N. d. T.)

naie[1], et je suis d'avis que tous les privilèges accordés et l'exemption de la taxe causent une infinité de maux. Je considère qu'en réalité les plus riches citoyens de la République sont dispensés de taxes fédérales, et que les charges publiques pèsent sur les épaules les moins capables de les supporter.

« Si vous pouviez passer une soirée avec moi, me voir entouré de mes livres et de ma famille, je suis sûr que vous ne me classeriez plus parmi ceux qui font la guerre « aux convenances et aux raffinements de la vie civilisée ». Si vous pouviez assister en Géorgie à un de mes grands meetings politiques, voir les braves gens, hommes et femmes, qui croient au Populisme, vous ne les classeriez plus parmi ceux qui votent pour des candidats sans-culottes[2].

« En d'autres termes, si vous nous compreniez, vous nous jugeriez différemment.

« Dans le Sud, on entendait par « cracker » celui qui n'achetait pas d'esclaves, et faisait tout son travail lui-même, — comme un homme. Quelques-uns de nos meilleurs généraux, de nos meilleurs magistrats, étaient des « crackers ». J'ajouterai cependant que toute ma famille, depuis l'époque de la Révolution jusqu'à mon père, a possédé des terres et des esclaves. Mon arrière-grand-père joua un rôle important dans le premier

[1] Allusion au privilège des *National Banks*, banques privées auxquelles a été concédé le droit d'émettre des billets de banque en retour des sacrifices qu'elles avaient consentis pendant la guerre de sécession. (N. d. T.)

[2] Le texte anglais porte : *sans chemise*. (N. d. T.)

meeting tenu en Géorgie, pour exprimer des sentiments sympathiques envers les patriotes de Boston, et dans la première Législature d'État de Géorgie, un de mes ancêtres fut le représentant de son comté.

« Mon grand-père était riche ainsi que mon père. Mon enfance s'est passée dans l'oisiveté. J'avais plus de douze ans quand le malheur nous atteignit, et je me trouvai lancé dans le monde sans avoir reçu l'éducation universitaire que mon père rêvait pour moi.

« A seize ans, je dus pourvoir moi-même à mes besoins; et les années laborieuses que je passai parmi les pauvres, la bonté qu'ils ont toujours eue pour moi, l'expérience que j'ai faite des fatigues et des privations de leur vie, m'ont inspiré pour eux cette sympathie profonde que je conserve toujours — quoique n'étant plus pauvre moi-même.

« Excusez la liberté que je prends de vous adresser cette lettre. J'ai suivi avec sympathie et admiration l'œuvre que vous avez accomplie à New-York, et j'en ai parlé fréquemment dans mon journal. Des centaines de kilomètres nous séparent ; les tâches que nous avons à remplir et les moyens que nous employons diffèrent considérablement; j'aime à croire cependant que nous avons bien des points de contact, et que le mobile de nos actions à tous deux est de détruire le mal et de combattre pour le bien.

« Très respectueusement à vous,

Signé : « Thos. E. Watson.

« Thompson, Ga., 30 août 1896. »

J'avais l'intention de faire sentir très nettement la différence qu'il y a entre M. Watson et plusieurs de ceux qui s'associent avec lui. Certaines des phrases qu'il cite comme s'adressant à lui, étaient au contraire dirigées contre les agitateurs qui le considèrent, ainsi que M. Bryan, comme leur champion. Je m'adressais particulièrement aux hommes qui adhéraient à la liste populiste dans divers États. Je croyais avoir rendu pleine justice à la sincérité et au courage de M. Watson, mais si je n'ai pas réussi à le faire, je désire réparer mon erreur. J'étais à Washington lorsque M. Watson était membre du Congrès et je sais toute l'estime personnelle que ses collègues avaient pour lui, ceux même dont les principes différaient absolument des siens. Les plus fidèles amis de l'ordre et du bon gouvernement reconnaissaient l'honnêteté et la bonne foi de M. Watson — des hommes, par exemple comme le sénateur Lodge du Massachusetts, ou le député Bellamy Storer[1] de l'Ohio. — De plus, j'ai aussi peu envie que M. Watson de dénoncer les « crackers ». Un de mes arrière-grands-parents fut le premier gouverneur révolutionnaire de l'État. M. Watson lui-même personnifie plusieurs des qualités qui manquent souvent à nos hommes politiques. Il est brave, il est sincère, il est honnête, il est désintéressé. Je crois, comme lui, qu'on peut trouver un remède à plusieurs des maux qu'il signale; et dans ce but je serais heureux de m'associer à lui. Cela ne m'empêche pas de regretter amèrement qu'il préconise certains

[1] M. Bellamy Storer est actuellement ambassadeur des États-Unis près la Cour de Vienne. (N. d. T.)

MICHAEL'S COLLEGE LIBRARY

remèdes que je crois pires que les maux eux-mêmes.

Je regrette aussi qu'il s'efforce par des moyens vagues de porter remède à d'autres maux, ou plutôt de supprimer des inégalités et des souffrances qui existent, non par suite d'erreurs sociales, mais en raison de la nature humaine elle-même.

Actuellement la question de la richesse et de ses possesseurs présente bien des côtés fâcheux ; je crois qu'il en a été ainsi de tout temps. Un grand nombre de gens riches manquent si complètement de patriotisme, ils font preuve d'un si vil égoïsme, ils mènent une vie si mesquine et si vide, que tous les hommes sérieux doivent les considérer avec mépris et indignation. Cependant les riches sont, dans l'ensemble, plus aptes à faire de bons citoyens que les pauvres, et le plus mauvais capitaliste ne fera jamais à l'ouvrier autant de mal que le démagogue. Dans la mesure où les habitants d'un État deviennent plus intelligents, l'État lui-même peut jouer un rôle plus important dans la vie de la nation ; on peut aussi laisser, sur certains points, plus de liberté à l'effort individuel. Mais il est tout à fait imprudent de donner à l'État plus que son minimum de pouvoir, tant que l'ensemble des gens qui le composent sont susceptibles d'être dirigés par le premier venu des leaders socialistes. Il peut y avoir, pour lever les impôts, des systèmes meilleurs que ceux employés jusqu'à ce jour ; il est peut-être raisonnable de créer des droits de succession, et d'imposer des règlements à certaines industries qui ne peuvent se développer que sous la protection de l'État ; et lorsque la richesse

amène de réels abus, il faut, comme on l'a généralement fait dans ce pays, y remédier au plus vite; mais cependant la première leçon à enseigner au pauvre est que la richesse répandue dans la nation lui est avantageuse; qu'à la longue sa situation sera meilleure parce que d'autres ont de la fortune ; et que le plus sûr moyen de détruire ses chances de succès consiste à paralyser l'industrie et à s'attaquer aux hommes qui ont réussi.

Je ne suis pas un empiriste ; je ne voudrais pas nier que les affaires humaines puissent parfois être amélioliorées par la législation, mais je ne voudrais pas davantage affirmer qu'il en est toujours ainsi. Je ne crois pas que l'individualisme absolu puisse être la solution de nos difficultés, mais je n'admets pas davantage que le pouvoir de l'État puisse radicalement et d'un seul coup refaire la société. Il sera peut-être nécessaire d'intervenir, encore plus que nous ne l'avons fait, dans les transactions privées, et d'entraver la ruse comme nous avons entravé la violence. Ce que j'affirme, c'est que nous devons avoir des plans parfaitement définis avant de les consacrer par la législation, et ne pas nous figurer que celle-ci nous procurera tous les avantages. Nous ne devons pas refuser de nous améliorer un peu, parce que nous ne pouvons pas tout accomplir d'un seul coup. L'acte le plus criminel est d'exciter le peuple à la colère sans proposer de remède à ses souffrances, ou en ne proposant qu'un remède inapplicable. Le pire ennemi du pauvre est l'agitateur soi-disant philanthrope ou politicien, qui cherche à lui persuader qu'il est victime de conspirations et d'injustices, quand en vérité il ne

travaille qu'à accomplir sa destinée à la sueur de son front, comme l'ont toujours fait et le feront toujours l'immense majorité des hommes dignes de ce nom.

La question nègre me paraît un exemple bien clair de ce qui peut et de ce qui ne peut pas être fait par la loi. M. Watson doit être bien renseigné sur cette question. Les nègres étaient autrefois esclaves. Une loi pouvait seule remédier à cette injustice ; par conséquent l'esclavage fut aboli par une loi. Ceci ayant été fait, plusieurs amis des nègres se figurèrent qu'en faisant de nouvelles lois, nous pourrions élever de suite les noirs à un niveau social et intellectuel égal à celui des blancs. Cette tentative a complètement échoué. Dans une grande partie du pays les nègres ne sont pas traités comme ils devraient l'être ; et on les a trompés, surtout dans les questions politiques, d'une manière si évidente et si honteuse, que cela a suscité non seulement l'indignation, mais aussi d'amers ressentiments. Néanmoins les meilleurs amis du nègre admettent que ses chances de perfectionnement résident non dans la législation, mais dans l'action de ces forces invisibles de la vie nationale, qui sont plus puissantes que toutes les lois.

Il est rare qu'une mesure, législative ou autre, ayant une grande portée, produise de véritables améliorations dans les conditions sociales ; en général, ces améliorations sont le résultat d'un effort prolongé qui s'exerce successivement sur des points déterminés. Les remèdes de charlatans, ayant la réputation de guérir tous les maux, sont aussi nuisibles en politique qu'en médecine.

Les réformateurs sociaux théoriciens refusent souvent leur concours à des réformes pratiques, parce que les personnes sensées et raisonnables n'ont pas voulu favoriser leurs folles entreprises. Depuis deux ans, on a fait à New-York un effort sincère pour réformer l'administration de la ville ; on a travaillé intelligemment à améliorer les conditions sociales, surtout dans les quartiers pauvres. Nous avons nettoyé les rues ; nous avons cherché à entraver le pouvoir injustifié de l'agent électoral et de l'aubergiste ; nous avons détruit d'infects taudis dans lesquels les pauvres s'entassaient comme des porcs dans une étable ; nous avons organisé des parcs et des cours de récréation pour les enfants des quartiers populeux ; nous nous sommes efforcés, par tous les moyens possibles, de rendre la vie plus facile et plus saine, et de fournir à tout homme et à toute femme des occasions de se perfectionner ; en même temps, nous avons lutté contre la philanthropie larmoyante qui favorise l'indigence par ses distributions gratuites de soupe et ses abris pour les vagabonds. Les gens qui parlent toujours de l'égoïsme des riches et de leurs mauvaises dispositions vis-à-vis de leurs inférieurs, comme les socialistes de brasseries, ne nous ont fourni aucun secours pratique pour toutes ces réformes.

Certaines associations ouvrières, notamment les admirables organisations des conducteurs de chemins de fer, les mécaniciens et les chauffeurs, personnifient à mon avis, nos plus hautes espérances de progrès national ; mais les hommes qui cherchent à introduire des réformes à New-York, ont appris par une pénible expérience que

l'agitateur ouvrier, le démagogue qui vocifère dans les réunions publiques pour réclamer la monnaie d'argent, ou pour l'abolition de la richesse, ne fera jamais rien en faveur de ceux qui s'efforcent honnêtement d'améliorer notre condition civique. Nous pouvons en toute confiance faire appel à un nombre immense d'ouvriers, mais il nous arrive souvent de constater que beaucoup de ceux qui s'intitulent leaders du travail organisé, sont animés d'une haine sombre et aveugle pour ce qu'ils ne comprennent pas. Ils demeurent sourds à tous les appels adressés à leur patriotisme.

Ce que je regrette le plus c'est de voir des personnes comme M. Watson, des hommes et des femmes comme ceux qui assistent à ses meetings populistes, des personnes comme il y en a dans tous les rangs de la société depuis l'employeur jusqu'au plus misérable journalier, gens sincères et zélés, mais qui se trompent dans leurs méthodes d'action et sont par conséquent incapables de faire œuvre utile. Lorsqu'un homme se trompe de route, il peut difficilement servir de guide à d'autres hommes, même lorsque ceux-ci se sont également trompés de route.

Il y a bien des injustices à réparer, bien des mesures de soulagement à créer, et lorsque nous sommes en lutte avec le mal et que nous voulons faire triompher le bien, il est dommage de voir les hommes qui devraient être nos plus puissants alliés, demeurer sans aucune utilité à cause de la fausseté du point de vue auquel ils se placent. Les riches comme les pauvres sont parfois coupables, et quand cette culpabilité est

évidente, tous les citoyens doivent s'unir pour punir le malfaiteur. Mais il faudrait prendre en considération l'honnêteté et la droiture d'intention, non pas la richesse ou la pauvreté.

Dans l'administration municipale à New-York, nous avons traité de la même manière les malfaiteurs de toutes les conditions. Le Comité d'Hygiène condamne à la destruction les logements malsains appartenant au riche propriétaire foncier, que ce propriétaire soit prêtre ou laïque, banquier ou directeur de chemin de fer, avocat ou courtier pour la vente des terrains ; il ne se laisse influencer par aucun politicien, qu'il soit Catholique ou Protestant, Juif ou Gentil. En même temps, la Police s'empare avec rapidité non seulement du criminel, mais encore de l'émeutier. En d'autres termes, nous exerçons une justice sévère. Nous nous considérons comme privés du soutien auquel nous avons droit lorsque les hommes qui devraient nous aider à améliorer la situation du peuple, refusent de travailler avec nous, leurs cerveaux étant troublés par des rêves dignes seulement de révolutionnaires européens.

Les ouvriers se méfient souvent de lois qui leur seraient pourtant avantageuses; par exemple, les lois qui restreignent l'immigration. Je n'approuve pas la haine de l'immigrant à priori ; il y a des immigrants de certaines classes et même de certaines nationalités qui sont au moins égaux aux Américains de naissance, nous en avons eu la preuve aux dernières élections. Mais dans l'intérêt de nos ouvriers, nous devons écarter les travailleurs ignorants et vicieux, qui ont un idéal

inférieur au point de vue matériel et moral. Ils sont aussi dangereux que les Chinois.

Les agitateurs ouvriers et autres accusent souvent l'état actuel de la société et surtout la politique d'erreurs dont ils sont eux-mêmes responsables. La mauvaise administration de nos villes n'est pas le résultat des méfaits commis par les riches, mais elle est la conséquence du peu d'estime que les citoyens ont en général pour l'honnêteté. C'est rendre un grand service au politicien corrompu que de classer un candidat d'après sa richesse et son indigence, au lieu de le classer d'après son honnêteté.

Il y a quelques mois un réformateur socialiste de New-York accusait les riches d'être des causes de corruption, parce qu'on soupçonnait un juge d'avoir donné par avance des renseignements sur une décision intéressant une grande corporation. Ce juge avait pourtant été élu quelques années auparavant sous prétexte qu'il serait le représentant du pauvre; ce même réformateur socialiste s'est opposé, l'année dernière, à l'élection de M. Beaman comme juge, parce qu'il faisait partie de la maison Evarts and Choate dont les chefs avaient pour amis plusieurs millionnaires et avocats de diverses corporations. Cependant si M. Beaman avait été élu, aucune créature humaine, riche ou pauvre, n'aurait osé insinuer qu'il pût commettre la moindre erreur.

On peut obtenir quelque chose par de bonnes lois; on peut obtenir davantage encore par une sage administration des lois; mais, pour arriver à un résultat sérieux, il faut s'élever résolument contre les apôtres du

découragement et soutenir la seule vraie doctrine de la confiance en soi, du *self-help* et de l'initiative individuelle. Cette doctrine nous apprend, entre autres choses, qu'il peut être parfois utile d'aider un homme lorsqu'il trébuche, mais qu'il est inutile de le porter quand il ne veut pas ou ne peut pas marcher; il est pire qu'inutile de chercher à abaisser le travail et le salaire de l'ouvrier prospère et intelligent au niveau de celui de l'ouvrier faible, sans énergie et paresseux. Cette doctrine nous montre aussi que le philanthrope et le sentimentaliste larmoyants sont presque aussi nuisibles que le démagogue, et qu'il est encore plus nécessaire de tempérer la compassion par la justice, que la justice par la compassion.

Le plus mauvais service que l'on puisse rendre à un homme est de lui apprendre à ne compter que sur les autres et à gémir sur ses épreuves. Si un Américain doit arriver à quelque chose, il doit mettre sa confiance en lui-même et non dans l'État; il doit s'enorgueillir de son propre travail au lieu d'envier la bonne fortune des autres en ne faisant rien lui-même; il doit affronter la vie avec un courage résolu, remporter la victoire s'il le peut, accepter la défaite s'il le faut, sans chercher à imputer à ses semblables une responsabilité qui n'est pas la leur.

En terminant, qu'il me soit permis de dire que mes relations avec ce qu'on appelle les classes riches n'influencent nullement ma manière de voir. Les hommes avec lesquels j'ai le plus travaillé à New-York ne sont pas des capitalistes, sauf dans la mesure où le sont tous

les hommes qui gagnent de l'argent par leur travail, et savent l'amasser par leur prudence. J'ai partagé avec ces hommes un désir profond d'améliorer les conditions sociales de mes concitoyens, et mes opinions sont en général d'accord avec les leurs, car ils ne craignent pas d'admettre l'existence du mal et ne se laissent pas tromper par les apôtres d'un remède imaginaire. Ce sont des reporters de journaux quotidiens, des éditeurs de revues et de journaux, des chefs de *public schools*, de jeunes avocats, de jeunes architectes, de jeunes médecins, un certain nombre de clergymen et de prêtres qui cherchent à s'élever dans leurs professions respectives à force de travail, mais qui consacrent une partie de leur temps à des questions d'intérêt public. Cette liste ne comprend aucun grand capitaliste, ni aucun de ces hommes dont les noms s'identifient dans l'esprit public avec de grandes corporations. La plupart d'entre eux ont connu la pauvreté à un moment quelconque de leur vie, et leur situation actuelle est tout au plus aisée. Ce sont des Catholiques et des Protestants, des Juifs, et des hommes que les adhérents de la plupart des religions reconnues regarderaient comme hétérodoxes. Quelques-uns sont nés ici, d'autres sont de naissance étrangère, mais tous sont Américains de cœur et d'âme; ils livrent courageusement les combats de la vie, remportant la victoire ou supportant bravement la défaite. Ils savent que tout homme a un devoir à remplir envers ses semblables et doit s'efforcer d'augmenter le bien-être de la nation; mais ils savent aussi qu'à la longue, le seul moyen d'aider les autres, c'est de

leur apprendre à s'aider eux-mêmes. Ils sont disposés à appliquer des remèdes législatifs aux maux pour lesquels il existe un remède; cependant ils sont persuadés qu'il ne faut pas traiter l'ouvrier malheureux comme s'il était victime d'une injustice contre laquelle il est impuissant, mais lui montrer au contraire qu'il peut améliorer sa situation par son travail, son honnêteté et son intelligence.

VII

LA DOCTRINE DE MONROE

La doctrine de Monroe ne doit pas être considérée seulement comme une théorie académique, mais comme un principe actif de notre politique générale. Non seulement elle se justifie par son action dans le passé, mais encore elle répond aux besoins actuels de la nation et aux véritables intérêts de la civilisation occidentale. Les actes de notre gouvernement, à l'heure qu'il est, sont inspirés d'actes semblables accomplis autrefois en pareille occurrence, et la politique que nous poursuivons est celle qu'ont poursuivie tous nos hommes d'État ayant quelque valeur, depuis que la République est devenue assez puissante pour que son opinion soit prise en considération dans les affaires internationales. Il serait aujourd'hui nécessaire d'énoncer les principes qui constituent la Doctrine de Monroe, si dans le passé nous n'avions déjà compris ce qui fait notre honneur et notre prospérité nationale, si nous avions été aussi aveugles que les hommes qui défendent la cause anti-américaine au Vénézuéla. En d'autres termes, si la Doctrine de Monroe n'existait déjà, il serait nécessaire de la créer de suite.

Je vais d'abord répondre à une ou deux prétendues objections afin de fixer clairement les données du problème. Lord Salisbury a autrefois refusé catégoriquement de reconnaître la Doctrine de Monroe comme loi internationale, ou d'admettre qu'elle pût enchaîner la Grande-Bretagne. La plupart des hommes d'État et des publicistes britanniques ont suivi son exemple; mais récemment l'opinion a fortement évolué vers les idées du collègue de Lord Salisbury, M. Chamberlain, qui annonce avec une indifférence superbe pour les opinions de son chef nominal, que l'Angleterre reconnaît l'existence de la Doctrine de Monroe et n'a jamais songé à l'ignorer. Lord Salisbury lui-même a récemment manifesté des tendances à adopter cette opinion; M. Balfour a été plus loin encore dans cette voie, et les leaders libéraux l'ont dépassé. Pour nous, la divergence des vues de Lord Salisbury et de M. Chamberlain n'a pas grande importance; néanmoins dans l'intérêt des peuples de langue anglaise et pour assurer la paix entre l'Angleterre et les États-Unis, nous espérons que l'opinion personnelle de M. Chamberlain deviendra celle de la Grande-Bretagne. Quant à l'attitude de la nation américaine sur ce point, elle est de la plus haute importance, et si ce n'était pas si pénible, il serait amusant de constater que plusieurs Américains, d'un patriotisme timide et chancelant, se sont rangés à l'opinion de Lord Salisbury. Un avocat de talent du barreau de New-York remarquait l'autre jour qu'il n'avait jamais rencontré un homme de loi d'accord avec le secrétaire Olney sur l'interprétation légale de la Doctrine de

Monroe. Cette remarque avait pour principal intérêt de démontrer combien l'avocat en question avait l'esprit borné. Elle n'aurait pu être faite s'il avait rencontré les juges de la Cour Suprême; mais supposant même que sa remarque fût bien fondée, elle ne signifiait absoment rien. L'avocat aurait aussi bien pu dire qu'il n'avait jamais rencontré de dentiste d'accord avec M. Olney. La Doctrine de Monroe n'est pas une question de loi. C'est une question de politique. C'est une question qui doit être étudiée non seulement par les hommes d'État, mais par tous les bons citoyens. Les hommes de loi, en tant qu'hommes de loi, n'ont aucun avis à donner. C'est perdre son temps que de dire que la Doctrine de Monroe n'est pas reconnue comme principe de droit international. Personne ne tient à savoir si elle est oui ou non reconnue; cela nous est aussi indifférent que l'opinion des divers peuples étrangers sur la Déclaration d'Indépendance ou le discours d'adieu de Washington.

On peut définir brièvement la doctrine de Monroe en disant qu'elle a pour but d'empêcher tout empiètement européen sur le territoire américain. Il est inutile de la déterminer si strictement que nous ne puissions, suivant les cas, varier notre manière d'agir suivant notre intérêt national. Les États-Unis n'ont pas la moindre intention d'établir un protectorat universel sur les autres États Américains, ni d'assumer la responsabilité de leurs erreurs. Si l'un d'eux se trouve engagé dans un différend ordinaire avec une puissance européenne, ce différend doit être réglé entre eux suivant une des

méthodes connues. Mais aucun État Européen ne doit s'agrandir sur le sol Américain aux dépens d'un État Américain. De plus, les États européens ne doivent pas échanger entre eux leurs colonies américaines, si les États-Unis jugent que ce transfert est contraire à leurs propres intérêts.

John Quincy Adams, sous la présidence de Monroe, fut le premier à énoncer clairement la doctrine qui porte le nom de son chef. Il la soutint contre l'Espagne et la Russie. Dans les termes les plus clairs et les plus catégoriques, il déclara que les États-Unis ne pouvaient consentir à ce qu'une puissance européenne acquît de nouveaux territoires dans les limites d'un État américain indépendant, qu'il fût de l'hémisphère nord ou de l'hémisphère sud. Il prit cette attitude vis-à-vis de la Russie, quand celle-ci menaçait de s'emparer de ce qui est maintenant l'Orégon. Il prit cette attitude vis-à-vis de l'Espagne lorsque celle-ci, soutenue par quelques puissances de l'Europe continentale, menaçait de reconquérir certains États Hispano-Américains.

Cette attitude est celle que les États-Unis ont prise actuellement à l'égard de l'Angleterre et du Vénézuela. Il est vain de discuter s'il y a une différence dans l'application de la doctrine à ces deux questions. Un Américain peut évidemment proclamer son opposition à la Doctrine de Monroe, quoique en le faisant il se montre dépourvu de tout attachement patriotique aux intérêts de son pays; mais il ne peut démontrer que la Doctrine de Monroe ne s'applique pas au cas présent, à moins de nier absolument son existence. En réalité, de tels

arguments sont si absurdes qu'ils ne méritent aucune réfutation; il n'y a qu'à les abandonner aux hommes dont la spécialité est de couper un cheveu en quatre. Ils n'ont aucun intérêt pour les hommes de gouvernement ou pour les historiens qui ont de véritables connaissances historiques.

Nous avons affirmé les principes sur lesquels se fonde la Doctrine de Monroe, non seulement contre la Russie et l'Espagne, mais aussi contre la France à deux occasions différentes. L'une d'elles, et la plus importante, fut lors de la conquête et de la fondation de l'Empire du Mexique par la France. Il est inutile de rappeler quelle fut la politique de notre gouvernement dans cette affaire, aussitôt que la guerre civile fut terminée. Il suffit de dire, qu'à la menace de notre intervention, les Français abandonnèrent promptement Maximilien, ce qui causa la chute de son Empire. Bien avant cette époque, et une vingtaine d'années avant que cette doctrine fût baptisée du nom de Monroe, les hommes d'État timides du temps de Jefferson avaient invoqué son principe dans leur protestation contre l'acquisition de la Louisiane par la France. La Louisiane faisait alors partie des possessions espagnoles qui s'étendaient dans le Grand Ouest. Nos hommes d'État déclarèrent qu'ils considéreraient comme un acte d'hostilité vis-à-vis de l'Amérique le transfert du territoire en question d'une nation européenne faible à une nation européenne puissante. Grâce à la pression américaine, la question fut réglée par la vente de la Louisiane aux États-Unis. Le principe qui guidait alors nos hommes d'État, était

exactement semblable à celui qui nous guiderait si l'Allemagne cherchait à enlever Cuba aux Espagnols ou Saint-Thomas aux Danois. Dans ces deux cas il est évident que les États-Unis n'hésiteraient pas à intervenir au besoin par la force des armes; et en agissant de la sorte les autorités nationales seraient soutenues par l'immense majorité du peuple américain; en un mot, par tous ceux qui ne sont pas d'une timidité ou d'un aveuglement politique anormal.

Historiquement, l'attitude de nos représentants dans la question vénézuélienne est donc tout à fait justifiée. On ne peut pas l'attaquer à un point de vue théorique. La correction de leur attitude est encore plus facilement défendable.

Tout d'abord, notre manière d'agir est fondée sur notre intérêt national. En d'autres termes, elle est patriotique. Un petit nombre de personnes traitent le patriotisme de vertu égoïste, et s'efforcent, de tout leur faible pouvoir, de le remplacer par un vague cosmopolitisme. Ces braves gens ne sont jamais des hommes d'un caractère robuste ou d'une personnalité imposante, et l'allégation elle-même ne mérite pas d'être prise en considération. Quelques réformateurs peuvent avancer l'opinion que dans un avenir éloigné, le patriotisme, comme le mariage monogame, sera une vertu inutile et surannée; mais, actuellement, l'homme qui aime d'autres pays autant que le sien est un être aussi nuisible que l'homme qui aime d'autres femmes autant que la sienne. L'amour du pays est une vertu aussi élémentaire que l'amour du foyer, l'honnêteté ou le courage. Aucun

pays ne fera une œuvre vraiment utile dans le monde s'il ne travaille à son propre perfectionnement. L'homme réellement utile dans une société est celui qui s'occupe avant tout de ses droits et de ses devoirs, et qui par conséquent devient plus apte à prendre sa part du devoir commun. De même, le peuple le plus utile dans le monde est celui qui est le plus imprégné du sentiment national, qui comprend le mieux ses droits en tant que nation, et ses devoirs de citoyen. Ceci n'est nullement incompatible avec le respect pour les droits des autres nations, ou le désir de remédier aux maux des peuples opprimés.

Les États-Unis ne devraient permettre à aucune des grandes puissances militaires de prendre de l'influence sur ce continent; ils ne devraient permettre à aucune de celles qui y ont des colonies, d'agrandir leurs possessions. Nous ne désirons pas nous mettre dans une situation qui nous forcera à imiter le système européen des armées nombreuses. Tout véritable patriote, tout homme ayant l'habitude de la politique devrait songer au jour où, sur le continent américain, il n'y aura plus trace d'influence européenne. Actuellement il n'est pas nécessaire d'élever la prétention qu'aucune puissance européenne n'occupe une parcelle quelconque du territoire américain; mais cela deviendra nécessaire, si les partisans timides et égoïstes de « la paix à tout prix » prennent le dessus, et si les États-Unis ne réussissent pas à entraver dès le début les agrandissements européens sur ce continent.

Il est donc important pour les États-Unis d'empêcher

le développement de colonies européennes dans l'hémisphère occidental. Cela est également important pour tous les peuples de l'hémisphère occidental. En mettant les choses au mieux, les habitants d'une colonie sont dans un état d'engourdissement et de gêne. En mettant les choses au pire, l'établissement d'une colonie entrave le développement de l'esprit patriotique. Il se peut que, dans un avenir éloigné, tous les peuples de langue anglaise s'unissent en une sorte de confédération. Quelque désirable que cela puisse être, dans les conditions actuelles des choses, ce n'est qu'un rêve. A l'heure présente, le seul espoir pour une colonie qui désire atteindre son plein développement moral et intellectuel, est de former un État indépendant ou de se joindre à un État indépendant. Aucune colonie anglaise n'est actuellement sur le pied d'égalité avec la mère-patrie. Tant que les Canadiens seront des colons, ils occuperont une situation inférieure à celle de leurs cousins, soit en Angleterre soit aux États-Unis. Au fond, l'Anglais méprise le Canadien, comme il méprise, très justement d'ailleurs, quiconque admet sa propre infériorité. D'autre part l'Américain, très justement aussi, considère le Canadien avec cette bienveillante condescendance que ressent toujours l'homme libre pour celui qui ne l'est pas. Nous avons eu l'année dernière un exemple amusant de l'attitude des Anglais envers le Canada. C'était après le fameux *fiasco* de Lord Dunraven, lorsque le yachtman Canadien, Rose, voulut concourir pour la coupe America. Les journaux anglais refusèrent de l'admettre donnant comme seule raison qu'un Cana-

dien n'était pas un Anglais, et n'avait pas droit aux privilèges anglais. Dans leurs commentaires, la plupart d'entre eux manifestèrent pour les Américains une antipathie qui était presque de la haine. Leurs sentiments envers les Canadiens n'étaient pas antipathiques. Ils étaient dédaigneux.

Une colonie, même dans les conditions les plus favorables, est donc dans une situation fausse. Mais sa situation est encore pire si, dans la région où elle se trouve, la race colonisatrice est obligée de faire travailler des races inférieures. La conquête et la colonisation de la Jamaïque par les Anglais n'a amené aucune amélioration au point de vue de la race. La Jamaïque est simplement devenue une île peuplée de nègres, avec un avenir à peu près semblable à celui de Saint-Domingue. La Guyane Anglaise, quoique bien administrée, n'est qu'une colonie où quelques centaines ou quelques milliers de blancs occupent les situations supérieures, tandis que la masse de la population est composée d'Indiens, de Nègres et d'Asiatiques. Une telle colonie, considérée au point de vue de son avenir, renferme moins de germes de véritable progrès qu'un État comme le Vénézuéla ou l'Équateur. La plupart des Républiques Sud-Américaines ont un passé misérable et sanglant; mais elles ont des chances de se développer, après bien des tribulations et des souffrances, et d'aboutir à une civilisation aussi complète et aussi stable que celle d'une puissance européenne comme le Portugal. De telles chances n'existent pas pour une colonie tropicale américaine dépendant d'une race de l'Europe du Nord. Il est

de l'intérêt de la civilisation que les États actuels des deux Amériques se développent suivant leurs tendances personnelles, et si, d'un côté l'immigration européenne est désirable, d'un autre côté, il serait très regrettable qu'un de ces États tombât sous l'autorité d'une puissance européenne.

Ceci étant dit au point de vue des principes généraux, et pour la justification historique et morale de la Doctrine de Monroe, j'attaque maintenant la question en litige. La Grande-Bretagne et le Vénézuéla se disputent au sujet de leurs frontières. L'Angleterre réclame un territoire que le Vénézuéla revendique comme lui appartenant. Ce territoire a une étendue presque égale à celle du Royaume d'Italie. Notre Gouvernement, s'il désire rester fidèle aux traditions de la Doctrine de Monroe, ne peut admettre que l'Angleterre s'empare d'une région aussi considérable ; il doit par conséquent examiner si les réclamations anglaises sont fondées. Nous avons posé le principe qu'une nation européenne ne doit pas s'emparer en Amérique d'un territoire ne lui appartenant pas. Il serait donc absurde de laisser cette nation décider à qui appartient le territoire en question. La Grande-Bretagne a refusé d'arranger les choses par une entente amiable avec le Vénézuéla ou par l'arbitrage. Les États-Unis ont fait la seule chose qu'il leur restait à faire ; ils ont chargé une commission d'étudier les faits. Si les faits prouvent le bon droit de l'Angleterre, tout est bien. Mais s'ils prouvent que l'Angleterre est dans son tort, nous ne devons certainement pas permettre qu'elle s'agrandisse aux dépens du Vénézuéla.

Nous faisons exactement ce que l'Angleterre ferait dans un cas semblable. Lorsque, récemment, l'Empereur d'Allemagne fit mine d'intervenir au Transvaal, l'Angleterre déclara promptement sa Doctrine de Monroe pour l'Afrique du Sud. Nous ne voulons pas voir des flibustiers anglais tenter, aux dépens du Vénézuéla, la politique qui eut des conséquences si funestes au Transvaal, et qui aboutit à l'échec de ce misérable coup de main[1] dignement célébré dans les vers du nouveau poète lauréat.

Il serait difficile de s'exagérer le bien accompli dans ce pays par le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, grâce à l'attitude hardie qu'ils ont adoptée dans cette affaire. La leçon donnée à Lord Salisbury ne sera pas oubliée de longtemps par les hommes d'État anglais. Sa position est fausse, et elle est reconnue telle par les meilleurs hommes d'État et les meilleurs publicistes anglais. S'il ne consent pas à arranger les choses avec le Vénézuéla, il faudra recourir à l'arbitrage. Dans les deux cas, les États-Unis en arriveront à leurs fins. Nous n'avons à redouter comme pouvant amener la guerre, que l'influence de nos concitoyens égoïstes et timides qui s'efforcent de dénaturer l'opinion publique américaine et de tromper l'opinion publique anglaise. S'ils réussissent à persuader à Lord Salisbury que le peuple américain cédera s'il insiste, ils feront le plus grand tort possible aux deux pays, car ils rendront la guerre inévitable dans un avenir plus ou moins éloigné.

[1] Allusion à l'affaire du raid Jameson. (N. d. T.)

Nous déplorerions une telle guerre ; mais nous la déplorerions bien davantage pour les Anglais que pour nous ; en effet, le simple fait que le Canada serait finalement arraché à l'Angleterre constituerait un désastre pour ce pays, quel que fût le résultat premier de la lutte et l'échec momentané qu'auraient eu peut-être à subir les États-Unis.

Nous ne cherchons, en aucune manière, à devenir les parrains des États sud-américains. L'Angleterre a le droit de protéger ses propres sujets, et même dans certains cas exceptionnels, de réprimer des actes de violence dans l'Amérique du Sud ; nous avons le même droit d'intervention en Arménie et il est regrettable que nos représentants ne puissent mieux intervenir pour l'Arménie. Mais l'Angleterre ne doit pas davantage acquérir de territoire aux dépens du Vénézuéla que nous ne devons le faire aux dépens de la Turquie.

L'allusion à l'Arménie me rappelle une accusation particulièrement hypocrite que nous avons subie à propos de ce conflit. On a allégué que notre intervention au Vénézuéla avait neutralisé l'Angleterre en Orient, et l'avait empêchée d'intervenir en faveur de l'Arménie. Nous ne voulons pas nous laisser aller à des récriminations ; mais, devant une telle accusation, la vérité, quelle qu'elle soit, doit être connue. Le grand crime que ce siècle a commis envers la civilisation, a été l'action de certaines puissances chrétiennes pour le maintien des Turcs. Les atrocités arméniennes sont le résultat de l'attitude de l'Angleterre dans la guerre de Crimée, et de son attitude après la guerre russo-turque de 1877. De

plus, pendant six mois avant les affaires du Vénézuéla, l'Angleterre était demeurée spectatrice immobile des atrocités que les Turcs faisaient subir à leurs malheureux sujets — atrocités qui terniraient la mémoire d'Attila.

Je tiens à être bien compris. Nous n'avons pas de rancune contre l'Angleterre, au contraire. Nous la considérons comme supérieure aux grandes puissances de l'Europe Continentale, et c'est pour elle que nous avons le plus de sympathie. En général, ses succès font avancer la civilisation, et nous sommes bien disposés à son égard. Mais nous lui retirons sur-le-champ toute notre sympathie lorsque ses intérêts la mettent en opposition avec le progrès, et la poussent à opprimer des nations qui luttent pour s'élever.

Les universitaires, et en général tous ceux qui croient aux bons effets d'une éducation libérale, sont sérieusement inquiets en voyant les idées fausses qui se propagent parmi les *leaders* intellectuels, non seulement au sujet de la Doctrine de Monroe, mais au sujet de toute question impliquant l'existence d'un profond sentiment d'américanisme. Lorsqu'un homme instruit perd contact avec la pensée courante américaine, et qu'il assume, dans des circonstances importantes, une attitude hostile aux intérêts de l'Amérique, il travaille à affaiblir l'influence des hommes instruits. La méfiance aveugle et irraisonnée que le peuple manifeste si souvent pour l'éducation, s'explique en grande partie par les actes des hommes instruits les plus en vue, chez qui l'éducation semble avoir étouffé les vertus viriles et l'esprit d'américanisme.

Aucune nation ne peut atteindre la vraie grandeur, si les citoyens qui la composent ne possèdent dans leur plénitude les qualités morales et les qualités viriles : toutes deux également indispensables. La distinction et la culture de l'esprit sont deux choses appréciables, mais c'est les payer trop cher que de les posséder au prix des qualités rudes et viriles qui seules permettent à l'homme de jouer son rôle d'homme dans le monde. Ces qualités poussent le citoyen, non seulement à améliorer la vie politique de sa nation, mais encore à défendre celle-ci bravement lorsque son honneur et son influence sont en jeu dans un conflit avec une puissance étrangère. Une lourde responsabilité pèse sur l'homme instruit. S'il se trompe il est doublement discrédité ; soit que son erreur consiste à laisser de côté ses devoirs politiques, soit qu'elle consiste à abandonner les droits de son pays dans une querelle avec l'étranger. Il doit demeurer insensible aux moqueries de ceux qui écrivent « patriotisme » entre guillemets, et aux sarcasmes ridicules mais également dangereux, des politiciens qui plaisantent sur le mot « réforme ». Il est aussi lâche de se laisser intimider par un groupe de critiques que d'être conduit à la malhonnêteté par un autre groupe.

Un grand nombre d'hommes honorables et droits s'attachent au côté anti-américain de la Doctrine de Monroe parce qu'ils manquent de clairvoyance et d'imagination pour comprendre le tort que l'adoption de leurs vues causerait à leur pays. D'autres adoptent la même manière de voir parce qu'ils n'ont pas suffisamment étudié la question, ou parce qu'ils subissent la

mauvaise influence de leur entourage. D'autres encore s'opposent à la Doctrine de Monroe par pure timidité ; cette timidité se remarque surtout parmi les riches. Elle est aussi particulièrement développée chez les hommes instruits que l'éducation a trop raffinés et rendus trop sensibles à l'opinion étrangère. Ce sont en général des hommes qui ne savent pas apprécier les qualités viriles sans lesquelles une nation ne saurait s'élever au premier rang.

La timidité des riches est proverbiale. Nous en avons eu un exemple dans l'attitude prise par la plupart d'entre eux au moment des affaires du Vénézuéla. Plusieurs banquiers, marchands et rois de chemins de fer critiquèrent la politique du Président et du Sénat sous prétexte qu'elle avait causé une perturbation dans les affaires. Une telle attitude est tout simplement méprisable. Lorsque l'honneur ou le droit national sont en jeu, les questions financières ne méritent pas la moindre considération. Les hommes riches qui désirent qu'on abandonne la Doctrine de Monroe craignant que son maintien ne fasse du tort à leurs affaires, se discréditent eux-mêmes, et discréditent la nation dont ils font partie.

Un homme instruit ne devrait pas oublier que l'éducation doit rendre le patriotisme plus intense, et que le patriotisme ne doit pas se manifester seulement par des efforts pour l'amélioration du pays à l'intérieur, mais par l'empressement à soutenir ses intérêts et son honneur à tout prix, lorsqu'ils sont menacés à l'extérieur. Les hommes instruits sont tenus envers la société

d'accomplir sérieusement ce devoir. Nous n'avons pas à nous inquiéter de l'émigré intellectuel, de l'Américain qui se fixe à l'étranger, soit à Londres, soit à Paris ; il est généralement d'un caractère faible, incapable de faire rien de bon ici ou à l'étranger, et il fait ce qu'il peut pour son pays en le délivrant de sa présence. Le cas est différent pour l'Américain qui, restant aux États-Unis, pousse les jeunes gens à douter des droits de leur pays vis-à-vis des puissances étrangères, et pense que c'est la marque d'un esprit éclairé de décrier la revendication de ces droits par la force des armes. Cet homme est incapable de faire le bien ; mais il est parfois capable de faire le mal parce qu'il contribue à paralyser l'action chez les autres. On peut depuis longtemps constater dans notre politique municipale l'existence de deux groupes : l'un formé de gens sans scrupules, mais très capables, l'autre formé de gens honnêtes, mais absolument incapables. Cela est une manifestation de la tendance si répandue chez les gens instruits, à perdre leur faculté de faire une œuvre utile dans la mesure où ils deviennent plus raffinés. Il est évident qu'à la longue une éducation vraiment supérieure ne donne pas seulement plus de finesse à l'intelligence, mais augmente les facultés de travail. L'homme qui oublie que la véritable éducation comprend l'apprentissage des vertus viriles devient un être inutile. Nous en avons une preuve dans l'attitude anti-américaine, prise par les hommes instruits dans les questions internationales. Il y a des exceptions à cette règle ; mais en général l'homme plein de santé, résolu à travailler dans le monde, capable de

vibrer au souvenir des grandes actions accomplies par ses compatriotes, se met naturellement du parti américain dans une question comme celle de la Doctrine de Monroe. De même, l'homme que l'instruction et le raffinement ont rendu anémique, dont l'intellect a été cultivé aux dépens du caractère, et qui redoute tous les combats à travers lesquels le monde marche vers le progrès — cet homme est disposé à considérer comme sanguinaire et blâmable toute expression de la Doctrine de Monroe.

Beaucoup de bons citoyens adoptent cette manière de voir, simplement parce qu'ils ont été trompés. L'esprit de dépendance coloniale est difficile à déraciner. Ceux qui en sont affligés devraient, en s'efforçant d'imiter les façons du Vieux Monde, s'efforcer d'acquérir une qualité que partagent toutes les nations du Vieux Monde, et que l'Angleterre possède à un haut degré. Tout Anglais honnête est dévoué à son pays, — avant tout et par-dessus tout. Un Anglais peut aimer ou détester l'Amérique, mais il est invariablement pour l'Angleterre et contre l'Amérique lorsqu'une difficulté s'élève entre elles. Je le respecte de tout cœur pour cette attitude. Que nos concitoyens du type colonial imitent cet exemple : cela leur fera honneur.

Le plus beau discours prononcé depuis bien des années par un universitaire devant d'autres universitaires, a été celui du Juge Holmes, un vaillant soldat de la Guerre Civile. Il prononça ce discours au printemps dernier, dans le hall que l'université de Harvard a érigé en souvenir de ses enfants qui ont péri dans la

lutte du Nord contre le Sud. Ce discours mérite d'être gravé dans le cœur de tout universitaire, car il élève l'âme vers les choses héroïques. Il faut le lire en entier, car aucune citation ne peut donner une idée de son fier dédain pour l'homme qui recherche seulement la fortune, de sa sublime fidélité à un noble idéal, et pardessus tout de son splendide patriotisme, et du magnifique éloge qu'il fait de ceux qui luttent à l'avant-garde pour soutenir l'honneur de leur pays.

En vérité, il est étrange que dans un pays où résonnent des paroles comme celles du Juge Holmes, il existe des hommes qui s'opposent à la construction d'une marine par les États-Unis, qui s'opposent même au renforcement de la ligne de défense de nos côtes. Ils préfèrent que leur pays soit trop faible pour se venger d'un affront, et que cette faiblesse les mette à l'abri de toutes difficultés, grâce à la pitié méprisante qu'elle doit inspirer aux nations étrangères. Il n'y a pas un alderman de Tammany, pas un législateur vénal, pas un démagogue ou un politicien corrompu qui aient travaillé plus effectivement que ces hommes à avilir la nation et à nous faire rougir du nom d'Américains. Quand nous nous rappelons que parmi eux se trouvent des gradués d'Universités, c'est une consolation de se souvenir que les modèles les plus parfaits de la dignité virile et du patriotisme sont aussi des gradués d'Universités. Tous ceux qui ont le culte de l'instruction et de l'éducation libérale, tous ceux qui croient aux robustes qualités du cœur, de l'esprit et du corps, sans lesquelles l'instruction est inutile, peuvent se réjouir

aujourd'hui. En effet, dans la crise actuelle, les universitaires ont été parmi les plus remarquables leaders dont la politique éclairée a rendu les véritables Américains fiers de leur patrie. Le secrétaire Olney est un gradué de Brown ; le sénateur Lodge, qui dirigea la lutte au Sénat sur cette question, est un gradué de Harvard ; et trois membres de la Commission de délimitation des Frontières, sont des gradués de Yale.

VIII

UNE MAXIME OUBLIÉE DE WASHINGTON

Il y a un siècle, Washington écrivait : « Le plus sûr moyen d'obtenir la paix est d'être prêt pour la guerre. » Nous rendons à cette maxime l'hommage des lèvres, que nous rendons si souvent aux paroles de Washington ; mais elle n'a jamais été gravée profondément dans nos cœurs. Je dirai même que depuis quelques années plusieurs personnes sont allées jusqu'à lui refuser ce pauvre tribut, et bavardent sur les iniquités de la guerre. Elles croient justifier ainsi leur refus de prendre les mesures qui seules peuvent, à la longue, empêcher la guerre, et écarter les terribles désastres qu'elle entraîne à sa suite. Pour tout homme d'un patriotisme réellement éclairé, la vérité de cette maxime est si évidente, que le fait d'en parler semble banal et inutile ; l'obligation où nous sommes d'insister sur ce truisme et de le développer, ne prouve pas en faveur de notre intelligence ni de notre patriotisme.

Nous ne courons pas le moindre risque de voir l'esprit guerrier se développer d'une façon exagérée dans ce pays. Ce danger n'a jamais existé. Dans toute notre histoire, il n'y a jamais eu d'époque où le fait d'être

préparé à la guerre fût une menace pour la paix. Au contraire, à plusieurs reprises, nous avons dû la paix au fait que nous étions prêts pour la guerre ; et dans la seule lutte que nous ayons eue avec une puissance européenne depuis la Révolution, la guerre de 1812, si la guerre fut engagée et si elle fut accompagnée de désastres, cela fut dû au seul fait que nous n'étions pas prêts à venger de suite une attaque contre notre honneur et nos intérêts ; tandis que les glorieux triomphes navals qui contrebalancèrent les désastres de cette guerre furent dus aux quelques préparatifs qui avaient été faits en temps voulu. Nous sommes une grande nation paisible ; une nation de commerçants et de manufacturiers, de cultivateurs et d'ouvriers, d'hommes qui travaillent incessamment de la tête ou des mains. C'est une sottise de croire que le fait de posséder une marine suffisante pourrait pousser un peuple ainsi composé à engager un conflit aveugle avec les puissances militaires.

Le danger est précisément du côté opposé. Si nous oublions qu'en dernier ressort nous ne pouvons obtenir la paix qu'en étant disposés au combat, nous pourrons le regretter un jour. En effet, nous apprendrons peut-être à nos dépens, qu'une nation indolente et timide est une proie facile pour un peuple possédant encore les vertus militaires qui sont les plus précieuses de toutes. Nous maintenons les traditions de Washington, les traditions de tous les Américains qui ont lutté pour la vraie grandeur de l'Amérique, quand nous nous efforçons d'inculquer les vertus viriles à nos compatriotes.

Pour une nation, comme pour un individu, elles ne peuvent être compensées ni par l'instruction, ni par la richesse ni par la prospérité matérielle.

La préparation à la guerre est la plus sûre garantie de la paix. L'arbitrage est une excellente chose, mais ceux qui désirent que ce pays vive en paix avec les nations étrangères, feront bien de placer leur confiance dans une flotte de premier ordre plutôt que dans l'arbitrage le mieux combiné. Nelson a dit que la flotte anglaise était le meilleur négociateur de l'Europe, et il n'avait pas tort; de plus, tout en désirant sincèrement la paix, nous ne devons pas oublier qu'une paix honteuse est pire que toute guerre. Nous devrions graver dans nos palais législatifs ces splendides paroles de Lowell :

> Salut à la Paix ! non pas à la Paix qui tristement courbée
> Pleure l'honneur perdu et les vies sacrifiées,
> Mais à la Paix qui fière, vient au devant d'un peuple fier
> Les yeux encore brillants de l'éclat du triomphe [1].

La paix n'est une déesse que lorsqu'elle apparaît l'épée au côté. Le vaisseau de l'État ne peut être dirigé avec sûreté que s'il lui est toujours possible de pointer ses canons sur l'ennemi. Un peuple vraiment fier et grand affrontera tous les désastres de la guerre plutôt que d'acquérir une vile prospérité au prix de l'honneur national. Toutes les races puissantes ont été des races aimant la lutte, et dès l'instant qu'une race perd le goût

[1] Come Peace ! not like a mourner bowed
For honor lost and dear ones wasted,
But proud, to meet a people proud,
With eyes that tell of triumph tasted !

de la lutte, elle perd le droit de se tenir au premier rang, quelle que soit sa puissance commerciale et financière, quels que soient ses goûts scientifiques ou artistiques. La lâcheté est une faute impardonnable pour une race comme pour un individu, et le refus de se préparer au danger amène des résultats presque aussi fâcheux. Le timide incapable de combattre, et l'égoïste imprévoyant qui ne veut pas se préparer au combat, sont aussi coupables l'un que l'autre.

Les résultats d'une paix vile et honteuse sont pires que ceux de n'importe quelle guerre ; et le maintien systématique de la paix fait parfois couler plus de sang que la plupart des guerres. Nous en avons de tristes preuves depuis deux ans. Grâce à l'influence malsaine des hommes dont le métier est la spéculation et qui abordent toutes les questions au simple point de vue financier ; grâce aussi à l'impitoyable brutalité et à la timidité intéressée de plusieurs hommes d'États européens, la paix de l'Europe a été maintenue, tandis que les Turcs égorgeaient les Arméniens avec des cruautés inouïes, et retenaient l'île de Crète dans l'esclavage. Depuis les jours de Waterloo, aucune lutte européenne n'a coûté tant de sang, n'a valu tant de souffrances et de honte à de malheureuses femmes, et à de misérables enfants que le maintien de cette paix. Les puissances ne l'ont sauvegardée, pendant les atrocités arméniennes, qu'au prix des maux les plus horribles. Les promoteurs de cette paix, et en général tous ceux qui prêchent la paix universelle, ont fait à l'humanité un mal plus grand que ne pourrait lui faire le despote le plus extravagant

et le plus belliqueux. Il vaut mille fois mieux manifester un empressement exagéré à combattre que supporter toutes les injures, et être le témoin impassible des misères de l'opprimé.

Le sentiment populaire ne se trompe pas lorsqu'il choisit pour héros les hommes qui ont dirigé la lutte contre le désordre intérieur, contre les armées étrangères. La paix n'a pas de triomphe aussi grand que les suprêmes triomphes de la guerre. Le courage du soldat, comme celui de l'homme d'État qui doit affronter des orages que les vertus militaires peuvent seules calmer, est une qualité plus noble que celles développées ordinairement en temps de paix. Il n'est pas nécessaire que nous ayons la guerre pour développer les qualités militaires, mais si la paix dont nous jouissons tend à les faire disparaître, elle est payée trop cher, quels que soient les avantages qu'elle nous procure. Il se peut que dans un avenir éloigné la nécessité de la guerre ne se fasse plus sentir ; mais ce temps est encore loin de nous. Actuellement une nation qui ne sait pas défendre ses droits les armes à la main, ne peut tenir son rang, ni jouer un rôle utile dans le monde. Cette liberté ordonnée qui est à la fois la base et le couronnement de notre civilisation, ne peut être acquise et maintenue que par des hommes disposés à combattre pour un idéal, qui croient fermement à l'honneur et à la fidélité et qui ont l'amour du drapeau et de la patrie. Il est vrai qu'une nation n'est réellement grande que si elle l'est en temps de paix par le travail, et l'honnêteté. L'intelligence également développée pour les affaires politiques et les

entreprises industrielles, les talents de l'artiste, de l'homme de lettres, du savant et de l'homme d'affaires, le principe de ne faire tort à personne et de réprimer l'injustice, toutes ces qualités sont nécessaires à une grande nation. Mais le courage physique ne lui est pas moins indispensable que le courage moral ; il lui faut cette farouche et intrépide fermeté qui seule peut aider un peuple à triompher d'un grand péril, et le pousse à tout tenter et à mourir s'il le faut pour la cause qu'il défend. L'occasion peut se présenter d'un instant à l'autre où :

> Un homme s'avilit en évitant le danger
> Lorsqu'il devrait mourir pour la vérité [1].

Toutes les grandes nations ont déployé ces qualités. Les Hollandais ne possédaient qu'un petit coin de l'Europe. Ils devinrent grands par leur travail, leur économie, leurs entreprises commerciales, et leurs aptitudes artistiques ; mais ces qualités seraient demeurées stériles si elles n'avaient été secondées par des qualités plus rudes. Ces dernières ont permis aux Hollandais d'arracher leur liberté à la puissante Espagne, et de la conserver en dépit des forces réunies de l'Angleterre et de la France. Les marchands et les artistes de la Hollande firent beaucoup pour elle ; mais les bourgeois affamés qui combattirent jusqu'à la mort sur les murs de Haarlem et de Leyde firent plus encore pour sa

[1] T'is man's perdition to be safe
When for the truth he ought to die.

grandeur, de même que les grands amiraux qui conduisirent ses flottes à la victoire sur les mers.

L'histoire de l'Angleterre est riche en noms illustres et en actions d'éclat. Sa littérature est encore plus belle que celle de la Grèce. Au point de vue commercial, elle a eu dans le monde moderne une situation plus importante que Carthage au temps où les civilisations se groupaient autour de la Méditerranée. Mais elle s'est élevée plus haut que la Grèce ou Carthage, parce qu'elle possédait les grandes qualités dominatrices qui ont fait la force des Romains. L'Angleterre a été féconde en soldats et en administrateurs, en aventuriers et en explorateurs qui lui ont acquis les terres incultes du globe ; elle a triomphé par terre et par mer ; et c'est pour cela que les races de langue anglaise dirigeront avec les Slaves le sort des années futures.

Nous, habitants des États-Unis, avons presque toujours connu la paix depuis qu'il existe pour nous une vie nationale. Nous rendons honneur aux architectes de notre splendide prospérité matérielle ; nous apprécions la nécessité de l'activité, de l'énergie, et de l'esprit d'entreprise, et nous savons que ces qualités n'ont de valeur que lorsqu'elles sont accompagnées des vertus civiques et sociales. Mais nous sentons qu'après tout, les hommes qui ont fait le plus courageusement la guerre ou le travail qui s'y rapporte, sont ceux qui méritent le plus notre reconnaissance. Les hommes de Bunker Hill et de Trenton, de Saratoga et de Yorktown, les hommes de la Nouvelle-Orléans et de Mobile-Bay, de Gettysburg et d'Appomatox, sont ceux aux-

quels nous devons le plus. Nos héros des temps de paix, sauf quelques rares hommes d'État, n'égalent pas nos héros de la guerre. Les Américains qui se trouvent au premier rang sur la liste des héros du monde sont Washington, qui combattit pour fonder la nation qu'il a ensuite gouvernée, et Lincoln qui sauva cette nation au prix du sang des meilleurs et des plus braves de ses enfants ; Washington, le soldat et l'homme d'État, à l'esprit réfléchi, au cœur intrépide, à la volonté de fer, le plus grand des hommes bons et le meilleur des grands hommes ; et Lincoln, le grave, le patient, le généreux Lincoln, qui pendant quatre ans a travaillé et a souffert pour le peuple, et qui, sa tâche accomplie, a donné sa vie afin que le drapeau déchiré en deux pendant la lutte puisse être de nouveau entier et sans couture.

C'est sur des hommes comme ceux-là que nous devons compter dans toutes les crises qui affectent profondément la grandeur et l'honneur de la République, et non sur les avocats de la paix à tout prix, et sur les gens dont la vue est si bornée qu'ils refusent d'admettre la possibilité de la guerre. Les États-Unis n'ont jamais eu à regretter, dans le cours de leur histoire, de s'être préparés au combat ou d'avoir fait la guerre. Mais nous nous sommes fait plusieurs fois un tort considérable en refusant de nous y préparer ou de combattre au moment opportun. Les hommes qui s'opposent aujourd'hui à la création d'une marine, et qui protestent contre tout acte inspiré de notre politique étrangère traditionnelle, suivent l'exemple de ceux qui pro-

testèrent contre l'acquisition du grand Ouest, qui ne surent pas faire des préparatifs suffisants pour la guerre de 1812, ou qui refusèrent de la soutenir après l'avoir engagée. Ils sont les frères des hommes dont l'aveuglement et la nonchalante indifférence empêchèrent la réorganisation du personnel de la Marine au milieu de ce siècle, de sorte que nous avons commencé la Guerre Civile avec des capitaines âgés de soixante-dix ans. Ils ont aussi des liens de parenté avec les hommes qui, lors de la sécession des États du Sud, préféraient voir l'Union rompue sans effusion de sang, plutôt que de la voir reconstituée au milieu des angoisses d'un conflit armé.

Je ne crois pas qu'un grand nombre de nos citoyens manquent à ce point de patriotisme. Il y a des doctrinaires dont les yeux sont si fermement rivés sur la vision de la paix universelle, qu'ils ne s'aperçoivent des réalités de la vie qu'au moment où ils luttent contre elles ; ceci à leurs propres dépens, et, ce qui est bien pire, à la ruine probable de leurs camarades. Il y a des hommes dont l'éducation a simplement affiné le goût en les privant des qualités essentielles ; ils parlent sur l'amour de l'humanité, ou sur l'amour d'un autre pays, comme si ce sentiment pouvait se substituer d'une manière mystérieuse à l'amour de la patrie. Chose plus importante, il se trouve des hommes aisés, dont le profit matériel est la seule préoccupation, qui sont toujours enclins à prétexter une interruption momentanée des affaires, ou un désastre financier ou commercial, pour éviter le sacrifice nécessaire au sou-

tien de l'honneur de la nation et de la gloire du drapeau.

Mais en définitive, quoique parfois bruyants, ces hommes ne constituent qu'une faible minorité. Comme le vent balaie la paille, ils seraient balayés par la force du sentiment populaire, qui éclaterait sûrement, si la nation voyait un réel danger ou frémissait sous une insulte. Il est à craindre, le cas échéant, que ce sentiment populaire n'éclate trop tard. Quand on n'est pas prêt à la guerre, il est d'autant plus désastreux d'être toujours prêt à la fanfaronnade ; ceux qui lancent des défis et prêchent une politique vigoureuse, jouent un rôle humiliant s'ils refusent d'agir suivant leurs paroles. Il a toujours été vrai, et il est actuellement plus vrai que jamais, qu'il est trop tard de se préparer à la guerre lorsque le temps de la paix est passé. L'étroitesse de vue de plusieurs personnes, la placide indifférence que d'autres apportent à l'étude des faits, l'extrême ignorance d'un grand nombre et la répugnance égoïste à se prémunir contre le danger futur par des sacrifices, — tels sont les principaux obstacles que rencontre la construction d'une bonne marine et l'établissement d'une politique étrangère raisonnable. Les hommes qui s'opposèrent à la guerre de 1812 agirent d'une façon méprisable, car ils préféraient voir la nation souffrir en silence les insultes d'une puissance étrangère que de la voir exposée aux périls d'un conflit honorable ; mais leur attitude n'était guère plus blâmable que celle des hommes qui, après avoir poussé à la guerre, refusèrent de faire les préparatifs nécessaires

pour lui assurer de bons résultats. Le projet chimérique de substituer des canonnières aux navires de guerre nécessaires à la défense du pays; le refus d'augmenter la marine dans des proportions raisonnables; le fait de s'appuyer sur la milice au lieu de s'appuyer sur un corps de troupes organisées et les désastres qui suivirent chacune de ces décisions devraient être étudiés dans toutes les écoles, afin de graver dans l'esprit de tous nos concitoyens la vérité de l'adage de Washington, qu'il est nécessaire de se préparer à la guerre en temps de paix.

Tout ceci était vrai en 1812, mais c'est encore bien plus vrai actuellement. Alors comme aujourd'hui, le pays devait s'appuyer sur la marine dans le cas d'une guerre avec l'étranger; et alors comme aujourd'hui, le principal devoir d'un homme d'État sage et prévoyant aurait été la construction d'une formidable marine de guerre. En 1812, l'absence d'une telle marine fut cause de maux inouïs; car les actions d'éclat de nos quelques croiseurs prouvèrent simplement ce qu'on aurait pu obtenir si nous avions possédé une véritable flotte. Au commencement du siècle il était bien plus facile que maintenant de se procurer dans une nécessité pressante, des vaisseaux, des canons et des hommes. Il faut maintenant des mois pour construire des vaisseaux ou fabriquer des canons, il fallait alors des jours, tout au plus des semaines; de même l'apprentissage de la guerre, grâce aux engins compliqués dont nous nous servons, est bien plus long qu'autrefois. Les préparatifs sont donc plus difficiles à faire; et comme d'autre

part la guerre est si rapide, dure relativement si peu de temps, et éclate si subitement, il est plus difficile que jadis de remédier à l'imprévoyance.

Aucun vaisseau de guerre ne peut être construit en moins de deux ans ; nous ne sommes pas outillés dans ce pays pour un travail plus rapide. Les croiseurs demanderaient un temps presque aussi long. Même les torpilleurs ne pourraient être mis en état de service en moins de quatre-vingt-dix jours. La fabrication des fusils capables de nous défendre contre un envahisseur demanderait deux ou trois mois ; et pour l'artillerie, élément indispensable des combats modernes, il faudrait au moins huit mois. Pour la préparation des munitions militaires de toutes sortes, il faudrait un temps relativement aussi long. Dans la plupart des cas, nous devrions non seulement fabriquer les armes, mais encore construire les machines permettant leur fabrication en grande quantité. Même si l'ennemi ne troublait pas nos efforts, ce qu'il ferait vraisemblablement, il nous faudrait de trois à six mois après la déclaration de guerre pour remédier dans la plus faible mesure à notre imprévoyance. Il est impossible d'évaluer le tort que nous ferait pendant ces six mois un ennemi puissant et résolu. A l'expiration de ce délai, nous commencerions seulement à parer ses attaques, et il nous faudrait deux ans pour nous mettre en état de prendre l'offensive. Depuis que les conditions militaires ont tellement changé, nous n'avons pas d'exemple d'une guerre qui ait duré plus de deux ans, et dans toutes les dernières guerres, les opérations des trois premiers

mois ont décidé du résultat final. Toute la lutte qui a suivi n'était qu'un vain effort pour arrêter les étoiles dans leur course, une tentative de faire à la douzième heure ce qui était inutile à partir de la onzième.

Nous devons donc, une fois pour toutes, nous décider à comprendre qu'il est trop tard pour se préparer à la guerre lorsque la lutte est engagée. La préparation doit être antérieure au danger. Tous ces raisonnements ne s'appliquaient pas dans le cas de la Guerre Civile. En 1861, nous avions une bonne flotte, et la Confédération Sudiste n'avait pas un vaisseau. Nous avons pu bloquer instantanément les ports du Sud, et improviser des engins de guerre plus que suffisants pour lutter contre un ennemi qui les improvisait aussi et dans des conditions plus désavantageuses. Le *Monitor* et le *Merrimac* furent prêts en même temps, parce que les Confédérés projetaient et construisaient le *Merrimac*, tandis que nous faisions de même pour le *Monitor*. Mais si jamais nous avons la guerre avec une puissance militaire, nous trouverons ses *Merrimacs* construits d'avance et il sera trop tard pour construire nos *Monitors*.

L'histoire de la guerre de 1812 peut servir à confirmer ce que je viens de dire. Douze ans avant qu'elle n'éclatât, les plus aveugles pouvaient prévoir que nous serions entraînés dans une lutte avec une des grandes nations qui eurent leur combat suprême à Waterloo. Cependant nous ne faisions aucun préparatif de guerre. Le gouvernement de Washington se contenta de construire une flottille de canonnières qui pouvaient

défendre nos ports sans nous obliger à prendre l'offensive. Nous possédions déjà une douzaine de croiseurs, mais pas un seul vaisseau de guerre. Par une inconscience incroyable, le même Congrès qui déclarait la guerre, refusait de voter un bill augmentant nos forces navales de vingt vaisseaux de guerre ; du reste il était trop tard pour y songer : la construction d'une telle flotte, même à cette époque-là, aurait demandé au moins deux ans. La nation paya cher son aveuglement et son imprévoyance. Nos croiseurs remportèrent bon nombre de victoires, ranimant ainsi l'espoir de la nation au milieu du désastre ; mais ils furent impuissants à causer un dommage matériel à la gigantesque marine de la Grande-Bretagne. Nous nous efforçâmes d'accroître notre petite marine, mais c'était chose impossible en présence d'un ennemi triomphant sur toutes les mers. On construisit deux ou trois petits croiseurs ; mais tous les combats maritimes furent livrés par la poignée de frégates et de corvettes que nous possédions avant le début des hostilités. Aucun vaisseau ne put prendre la mer avant la conclusion de la paix. Cependant notre côte était entièrement bloquée et pillée par les escadres ennemies. Notre capitale fut brûlée, et le blocus prolongé produisit une telle irritation et de telles souffrances qu'on eut à redouter une guerre civile. Si, pendant les dix premières années de ce siècle, le peuple américain et ses chefs avaient eu la sagesse de créer une flotte puissante, il n'y aurait probablement pas eu de guerre en 1812 ; du moins si la guerre avait éclaté, le blocus et toutes ses conséquences commer-

ciales et industrielles auraient été évités. Au simple point de vue financier, l'avantage aurait été incalculable ; et c'est pourtant un des moindres de ceux que nous aurions obtenus.

Il est donc évident qu'il faut se préparer complètement à la lutte, si l'on ne veut pas que la lutte aboutisse au désastre. En outre, tous nos efforts doivent tendre à organiser une marine de guerre. Nous n'avons pas d'ennemi pouvant conquérir notre territoire. Notre petite armée doit toujours être en parfait état, et nous ne devons pas nous désintéresser de la Garde Nationale ; mais nous n'avons, ni au Nord ni au Sud, de voisins capables de nous envahir, ou de résister longtemps à une violente attaque de notre part. Les ennemis que nous pourrions avoir viendraient d'au delà des mers ; ils pourraient venir d'Europe, ils pourraient venir d'Asie. Les événements se succèdent avec rapidité dans l'Ouest américain ; mais notre génération a été forcée de reconnaître qu'ils se succèdent plus rapidement encore dans le vieil Orient. Nous avons des intérêts aussi grands dans le Pacifique que dans l'Atlantique, dans les îles Hawaï que dans les Antilles. Une grande marine nous serait nécessaire dans le seul but de protéger nos côtes ; elle nous est nécessaire aussi pour défendre nos intérêts dans les îles qui en commandent l'accès, et pour protéger notre commerce sur les mers lointaines.

En fondant cette marine, il y a deux choses que nous ne devons pas oublier : la première, c'est que nos vaisseaux et nos canons doivent être les plus parfaits

du genre; la seconde, c'est qu'ils seront inutiles, quelle que soit leur perfection, si l'homme qui se tient sur la passerelle et celui qui tire le canon, ne sont aussi les plus parfaits du genre. C'est une folie d'envoyer des hommes à la mort parce qu'ils ont des armes avec lesquelles ils ne peuvent vaincre. Quand bien même l'amiral Nelson et Farragut se fondraient en un, ils risqueraient d'être battus par une flotte de premier ordre s'ils avaient de mauvais vaisseaux; et ils seraient certainement battus si leurs adversaires étaient leurs égaux en habileté et en courage; en effet, sans l'habileté et le courage, la perfection matérielle est impuissante, et ces qualités peuvent au contraire remédier à de grandes imperfections matérielles. Les hommes qui commandent nos vaisseaux doivent avoir en main les meilleures armes qui existent dans le monde civilisé, et ils doivent être dressés à s'en servir parfaitement. Le maniement des vaisseaux demande beaucoup d'adresse, ainsi que la tactique et la stratégie, car le courage ignorant est sans profit, de même que la connaissance technique est impuissante sans le courage. Nos marins doivent être capables de supporter résolument une défaite, avoir la faculté et le désir de l'infliger, l'audace, l'empressement à affronter les risques et à encourir les responsabilités, qualités que les grands capitaines de tous les temps ont possédées, et sans lesquelles personne ne saurait s'élever au premier rang.

La soumission docile à l'intervention étrangère est une chose vile et indigne; mais il est encore plus vil et plus indigne de se livrer tout d'abord à des fanfaron-

nades, pour se soumettre ensuite ou refuser de faire les préparatifs qui seuls, peuvent nous épargner la soumission. Je crois de tout mon cœur à la Doctrine de Monroe, je crois aussi que la grande masse du peuple américain lui est fidèle, mais il est pire qu'inutile d'annoncer notre adhésion à cette doctrine, et de ne prendre aucune mesure pour en assurer le succès. Mieux vaudrait nous soumettre à l'intervention étrangère sur ce continent, que de publier bruyamment que nous ne tolérerons pas une telle intervention, quand nous ne sommes pas en état de l'empêcher. Dans la vie publique comme dans la vie privée, une attitude hardie assure la paix et non la guerre. Si nous possédons une marine formidable, il est peu probable que nous soyons jamais entraînés à combattre pour défendre la Doctrine de Monroe. Si nous ne possédons pas une telle marine, la guerre peut nous être imposée.

Il est donc certain qu'il nous faut une marine de premier ordre. Il est également certain qu'elle ne doit pas être uniquement une marine de défense. Nos principaux ports doivent être fortifiés et mis en état de résister à une flotte ennemie; il nous faut aussi des torpilleurs pour protéger les côtes; mais, en cas de guerre, l'attitude défensive *ne paie pas*, et aboutit toujours à un désastre, car il n'est pas suffisant de parer les coups, il faut savoir les rendre. Si l'ennemi est libre de choisir l'heure et le lieu de l'attaque, il nous fera tôt ou tard un mal irréparable, et si, à un moment donné il est repoussé, ce ne sera qu'un acte de défense qui ne peut entraîner la déroute. Il n'y a pas que la

protection des côtes à considérer. Les forts, les lourds canons et les torpilleurs sont indispensables, ces derniers peuvent même parfois être employés pour l'offensive. Mais dans l'état actuel des connaissances navales et militaires, nous devons, à l'exemple des autres grandes nations, mettre toute notre confiance dans les vaisseaux de guerre. Les canonnières et les légers croiseurs sont d'une grande utilité et nous ne pourrions nous en passer. En temps de paix, ils font la police sur l'océan ; en temps de guerre, ils entraveraient le commerce ennemi et joueraient le rôle d'éclaireurs; mais je le redis encore, nous devons mettre notre confiance dans les grands cuirassés armés de lourds canons et fortement blindés. En définitive, il faut compter sur les vaisseaux destinés au combat et non simplement à la vitesse, à ceux qui peuvent aller en haute mer et attaquer l'ennemi s'il leur plaît, au lieu de se borner à attendre ses coups. Si notre flotte de vaisseaux de guerre peut détruire celle de nos adversaires, nos côtes seront à l'abri de toute attaque sérieuse; en tout cas la flotte qui ruinerait la nôtre serait, par le fait même, si désorganisée, qu'il ne pourrait pas être question d'invasion. Si, au contraire, nous n'avons pas de flotte pour devancer l'attaque de l'ennemi, toutes les villes côtières devront faire de grands sacrifices d'hommes et d'argent pour prévenir une attaque, qui, si elle avait lieu, causerait un désastre irréparable.

Il nous faut une flotte de grands vaisseaux de guerre si nous voulons pratiquer la Doctrine de Monroe et la faire observer dans les deux Amériques et les îles qui

les entourent. Si une puissance étrangère, européenne ou asiatique, cherchait à prendre pied dans ces pays où nous sentons que notre influence doit être souveraine, nous n'avons qu'une façon d'intervenir efficacement. La diplomatie est inutile si elle n'est soutenue par une armée; le diplomate est le serviteur, non le maître, du soldat. La prospérité commerciale et matérielle ne compte pas dans le choc du combat. La force numérique elle-même est inutile lorsqu'elle n'est pas organisée. Si nous voulons aider les peuples qui comptent sur nous, les protéger contre la tyrannie et l'agression; si nous voulons défendre nos intérêts contre les formidables puissances du Vieux Monde, nous devons toujours être prêts à nous mesurer avec elles sur les mers où se livreront les batailles décisives. Si nous ne sommes pas disposés à cela, ne parlons plus de fidélité à la Doctrine de Monroe ni de l'honneur du nom américain.

Cette nation ne peut demeurer immobile si elle veut conserver le respect d'elle-même et garder intactes les traditions d'honneur qu'elle a héritées des hommes qui l'ont fondée et protégée par l'épée. Nous demandons que la construction de notre Marine soit entreprise sans retard, afin que les États-Unis puissent enfin se ranger parmi les puissances maritimes. Nous demandons cela, non dans l'intérêt de la guerre, mais dans celui de la paix. Il ne faut pas s'engager dans une guerre par pur caprice, mais il ne faut jamais l'éviter au prix de l'honneur national. Une nation ne doit jamais se battre à moins d'y être forcée, mais elle doit toujours être

prête au combat. Le seul fait d'être prête la préservera le plus souvent d'une déclaration de guerre. Si, actuellement, nous avions une flotte de vingt cuirassés, il est plus que probable que nous n'aurions pas à nous en servir. Au point de vue de la race, il est très important que nous conservions les vertus viriles, mais il n'est d'aucune importance que nous en fassions usage sans nécessité. Un des meilleurs moyens pour les stimuler est d'avoir une marine de premier ordre. Le fait de posséder une arme en bon état n'a jamais fait naître chez nous le désir de nous en servir. Il n'y a pas à craindre que la possession d'une puissante marine nous rende impérieux vis-à-vis de nos voisins. Le contraire pourrait être vrai.

Le lâche désir d'éviter une querelle est souvent le plus sûr moyen de la précipiter. A l'époque de nos difficultés avec le Chili, il y a six ans, si nous n'avions pas déjà possédé le noyau de notre nouvelle marine, nous aurions certainement été entraînés au combat ; et sans l'attitude résolue prise par le Président et par les officiers de marine qui se trouvaient sur les lieux, le péril n'aurait pu être évité. Si les Chiliens avaient pu terminer à temps le cuirassé qu'ils construisaient, une guerre aurait certainement eu lieu.

Si dans l'avenir nous avons la guerre, ce sera très probablement parce que nous aurons refusé d'accepter une responsabilité au moment opportun ; ou parce que nous aurons négligé de nous préparer à la guerre. Une paix honteuse est encore pire qu'une guerre sans succès ; et pourtant une guerre de ce genre nous laisserait

un héritage de souvenirs humiliants qui nuirait à notre développement national pendant toute une génération. Il est vrai qu'aucun peuple ne pourrait nous conquérir grâce à notre situation isolée ; mais il pourrait cependant nous causer de grands maux matériels, sans parler du tort qu'il nous ferait à un point de vue plus important. Aucun dommage matériel ne peut se comparer à la ruine de la fierté nationale. Le tort que la destruction d'une de nos villes côtières causerait à nos intérêts commerciaux, ne serait rien comparé à l'humiliation que ressentirait tout Américain digne de ce nom si nous devions nous soumettre à une telle injure sans espoir de vengeance. On a dit qu' « un gentleman est toujours prêt à sacrifier sa vie pour de petites choses », et il faut entendre par ces choses celles qui semblent petites à l'homme uniquement occupé de la baisse ou de la hausse des actions, et au doctrinaire timide qui prêche la paix du fond de son confortable bureau.

Ce qu'il y a de meilleur et de plus noble dans notre caractère national est le résultat de nos glorieux souvenirs et de nos glorieuses traditions. Le plus grand succès financier, industriel ou commercial ne peut avoir une influence aussi salutaire sur le tempérament national que la vue d'un combat bien livré, le spectacle d'une vie honorablement vécue ou d'une mort courageusement affrontée. Un riche banquier peut être un citoyen utile et estimable, mais un millier de riches banquiers ne laisseront jamais au pays un souvenir comme celui que nous a laissé Farragut, lorsqu'attaché dans les agrès du *Hartford*, il brava la mort qui le

guettait de toutes parts et tenta de lutter, avec son vaisseau de bois, contre le cuirassé à éperon des Confédérés. Les habitants d'une certaine partie de notre pays peuvent voir leur situation améliorée parce qu'un homme riche et habile construit des manufactures ou une ligne de chemin de fer dans les environs; mais la nation entière est meilleure et plus brave parce que Cushing lança son petit torpilleur dans l'obscurité pour couler avec *l'Albemarle*.

Nous contractons une dette éternelle envers tout homme qui a fait un acte d'héroïsme. La hardiesse et le courage, le malheur fièrement supporté, le dévouement à l'idéal de l'honneur et à la gloire du drapeau, concourent à rendre l'humanité plus noble et plus haute. Le bénéfice n'est pas seulement pour ceux qui agissent, qui luttent et qui endurent, mais aussi pour la multitude innombrable à qui il n'est pas donné d'affronter le péril, de montrer sa force, et de remporter la victoire. Nous marchons tous avec une fierté plus grande, parce que ceux de nos concitoyens dont le métier est d'affronter le danger, l'ont bravement affronté. Nous sommes tous plus pauvres de chaque acte bas et déshonorant fait par un Américain, de chaque exemple d'égoïsme, de faiblesse ou de folie donné par la nation entière. Nous sommes tous plus pauvres si l'un de nous manque à son devoir en temps de paix ou en temps de guerre. Si nous devions jamais être vaincus par un ennemi étranger, ou nous soumettre docilement à une insulte, tout Américain digne de ce nom se sentirait déshonoré et avili. D'autre part le souvenir de chaque

victoire remportée par les Américains contribue dans la même proportion à rendre tout Américain meilleur et plus noble. Chacun de nous est plus apte à remplir son devoir de citoyen à cause des dangers dont la nation a triomphé jadis ; à cause du sang, de la sueur et des larmes que nos pères ont versés, du rude labeur et des angoisses qu'ils ont dû supporter. Il y a dans la vie des choses plus élevées que la jouissance facile du bien-être matériel. C'est par la lutte, ou la faculté de lutter, qu'une nation acquiert la grandeur. Nous demandons une marine puissante parce qu'elle sera notre plus sûre garantie de paix, et parce que nous sentons que la nation doit être disposée, si l'occasion s'en présente, à risquer tout dans le suprême arbitrage de la guerre, et à verser son sang, ses trésors, et ses larmes comme de l'eau, plutôt que de voir ternir son honneur et sa réputation.

En terminant, je répète que nous demandons une puissante marine, un armement approprié aux besoins de la nation, non pour combattre, mais pour éviter le combat. L'ennemi hésite devant un adversaire exercé, et les droits des peuples fortement armés sont respectés sans que ces peuples aient besoin de recourir à la violence. La paix, comme la liberté, ne séjourne pas longtemps parmi des lâches ou parmi des gens trop faibles pour la mériter. Nous demandons les moyens d'assurer cette paix honorable qui est la seule digne d'être souhaitée.

IX

VUES D'AVENIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS

M. Charles H. Pearson, ancien fellow d'Oriel College, Oxford, et qui fut quelque temps ministre de l'Éducation dans le Victoria, a écrit un des ouvrages les plus remarquables de la fin de ce siècle. Ce livre est intitulé : *National Life and Character : a Forecast.* M. Pearson pourrait être mieux renseigné sur les faits qu'il cite; il en tire souvent des conclusions un peu forcées, et la plupart d'entre nous désapprouveraient son plan d'avenir. Néanmoins ceux qui lisent ce livre sont poussés à une sorte de travail intellectuel ; ils sont forcés de réfléchir à des problèmes qu'ils ignoraient complètement ou qu'ils ne comprenaient qu'à demi jusqu'alors ; ils se rendent compte qu'ils ont sous les yeux l'œuvre d'un homme d'une intelligence supérieure, possédant une connaissance raisonnée et profonde des forces du monde moderne.

M. Pearson appartient à l'école pessimiste et mélancolique qui tient une si grande place en Angleterre depuis une trentaine d'années, et qui date d'un demi-

siècle. Du reste le ton découragé semble dominer à l'heure présente parmi les Anglais de haute culture intellectuelle. On le constate aussi bien parmi les hommes d'État et les publicistes, que parmi les écrivains. M. Balfour est particulièrement heureux de pouvoir exprimer dans une belle langue, avec une réelle élévation d'esprit, son incrédulité profonde vis-à-vis du progrès au XIXe siècle, et sa défiance non moins profonde de l'avenir vers lequel nous marchons tous.

L'avenir représenté par des hommes comme M. Pearson peut faire naître de justes inquiétudes ; il n'y a cependant aucune raison d'ajouter foi à ses prophéties, car l'école du pessimisme a simplement manifesté son incapacité à juger les personnes et les événements contemporains. L'homme qui n'est pas de force à se frayer un chemin dans les circonstances actuelles de la vie, est très porté à croire que ces circonstances sont mauvaises ; et s'il a un talent d'écrivain, il en profitera pour développer ses pensées sur du papier. D'autre part, des hommes capables, mais d'un caractère triste et grognon, sont disposés à blâmer le présent dans lequel ils vivent et à louer le passé qu'ils n'ont pas connu. Tous ceux qui considèrent le sujet à un point de vue scientifique et avec le désir de connaître la vérité, voient clairement qu'à aucune période de l'histoire, le bonheur n'a été aussi généralement répandu dans l'humanité qu'il ne l'est actuellement.

Pour nous qui vivons dans la seconde moitié du XIXe siècle, la vie est plus intéressante, plus excitante et plus belle qu'elle ne l'a jamais été. Cela n'est pas

seulement vrai en ce qui concerne les classes laborieuses, cela l'est encore plus pour les gens aisés et surtout pour ceux qui joignent à la fortune l'intelligence et l'ambition. Les hommes n'ont jamais eu devant eux un champ d'action aussi magnifiquement ouvert pour créer de nouvelles républiques, explorer des terres inconnues, conquérir des royaumes, et appliquer dans de nouvelles conditions la politique du Vieux Monde. Le demi-siècle qui finit a permis à ceux qui l'ont vécu de jouer quelques-uns des plus grands rôles de l'histoire. Abraham Lincoln et le prince de Bismarck ont pris rang parmi les grands hommes du monde. De grands généraux ont paru en Amérique, en Allemagne, en Russie : Lee et Grant, Jackson et Farragut, Moltke, Skobeleff et le Prince Rouge. Les découvertes électriques et mécaniques de nos savants modernes n'ont jamais été égalées dans le passé, sauf peut-être dans la première moitié de ce siècle. Jamais les fondateurs de républiques n'ont eu si beau jeu : de nouveaux États ont été créés sur les rives de la Saskatchewan, du Columbia, du Missouri et du Colorado, sur les côtes de l'Australie et au centre de l'Afrique. De vastes régions ont été conquises par l'épée. La Birmanie et le Turkestan, l'Égypte et le Matabéléland, ont été la récompense des conquérants anglais et russes ; de même qu'au temps où la gloire de Rome était à son comble, les lointaines provinces de la Méditerranée procuraient des triomphes aux grands chefs militaires de la Ville Éternelle. Des fonctionnaires anglais gouvernent des empires plus grands que ceux d'Alexandre.

En littérature, il y a peu d'œuvres dignes de figurer auprès des six grandes œuvres de la littérature universelle, mais bien des hommes ont eu une influence profonde sur la littérature de leur pays, et leurs œuvres dureront aussi longtemps que toute autre œuvre écrite dans la même langue. En science, les progrès ont été plus grands encore; Darwin a révolutionné la pensée, et bien d'autres sont seulement d'un degré au-dessous de lui.

Tout ceci montre que les occasions de donner leur mesure ont été exceptionnellement grandes pour les hommes de valeur exceptionnelle ; mais elles ont aussi été grandes pour les hommes de valeur ordinaire. L'ouvrier est, dans l'ensemble, mieux nourri, mieux vêtu, mieux logé qu'il ne l'était jadis ; il a à sa portée plus d'occasions de se distraire et de se perfectionner intellectuellement. Celui qui a les capacités du législateur trouve sa joie dans la tâche redoutable de s'attaquer aux problèmes du temps présent. Ces problèmes sont aussi importants que ceux qui furent jamais affrontés par les législateurs du passé. L'homme de goûts aventureux et simplement désireux de les suivre, est incontestablement mieux partagé que ne l'étaient ses pères. Il peut voyager autour du monde ; il peut séjourner où il veut; il peut parcourir des régions inconnues ; il peut passer des années seul au désert chassant le fauve ; il peut faire une campagne de temps à autre. En quelque lieu que ses goûts le poussent, il constate que les conditions de vie au XIXe siècle lui fournissent plus de facilités à les satisfaire que les con-

ditions anciennes. S'il est observateur, il voit autour de lui l'action de forces puissantes, à la fois dominant l'homme et dirigées par lui, mais travaillant à produire des résultats incalculables. Il assiste à un grand déplacement de peuples et de civilisation qui fait de l'Australie et de l'Amérique au nord du Rio-Grande, des continents de langue anglaise ; qui a fondé dans l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud des États d'avenir incertain ; qui crée dans toute l'Asie du Nord un vaste empire aryen, et qui amène en Afrique des changements comme on n'en a jamais vus depuis que le peuple Bantou a construit pour la première fois ses huttes en forme de ruches, sur les rives du Congo et du Zambèze. Notre siècle déborde de vie et d'intérêt.

C'est pourtant contre ce siècle que Carlyle s'est déchaîné ; et il est curieux de penser qu'au moment où les hommes de son temps faisaient de tels exploits, il ait pu les traiter de race en décadence. Il voyait l'importance et la vraie signification de la guerre civile anglaise au XVIIe siècle, et il était aveugle en présence de la guerre civile, bien plus grande et bien plus importante, qui se déroulait sous ses yeux dans l'Amérique du XIXe siècle. L'héroïsme de Naseby, de Worcester et de Minden, lui faisait oublier l'héroïsme de Balaklava et d'Inkermann, de Lucknow et de Delhi. Il appréciait à leur juste valeur les campagnes de la guerre de Sept Ans, et il comprenait à peine les combats livrés par les armées du Potomac et de la Virginie du Nord. Il était inspiré par la fureur, l'angoisse et l'épouvante de la lutte à Kunnersdorf, et il ne savait pas apprécier l'im-

portance mille fois plus considérable du combat à mort qui se livrait autour de Gettysburg. Ses yeux étaient si éblouis par les grands drames du passé qu'il ne pouvait voir les drames encore plus grands du présent. Il est exactement vrai que l'activité humaine ne s'est jamais vu proposer de récompenses plus enviables, n'a jamais eu d'occasions plus belles de s'affirmer, que celles offertes par cette seconde moitié du XIXe siècle, à l'homme d'État, au soldat, à l'explorateur et au fondateur de républiques, au chef d'industrie, au littérateur et au savant. Jamais la vie n'a été aussi intéressante. On n'a jamais donné une aussi grande somme de travail.

Néanmoins il ne manque pas de signes nous montrant que nous sommes à la veille de grands changements, et que les conditions de la vie nationale et individuelle se modifieront du tout au tout au XXe siècle. Bien des causes qui, actuellement, produisent la grandeur nationale et le bonheur individuel, auront totalement disparu, ou du moins auront beaucoup perdu de leur force ; de même bien des éléments nuisibles auront acquis de la puissance. Il est fou d'envisager l'avenir avec un optimisme aveugle et insouciant, et il est tout aussi fou de l'envisager au travers des sombres nuages qui enveloppent les apôtres du pessimisme. Il vaut toujours mieux regarder les choses en face, sans chercher à s'illusionner sur leur apparence. Comme on l'a dit très justement, la vérité la plus amère est préférable au mensonge le plus séduisant.

Quels que soient le bien ou le mal que l'avenir nous réserve, le devoir que nous avons à remplir reste le

même. Nous devons lutter vaillamment pour ce que nous croyons être juste et bon, et ne pas nous inquiéter des conséquences. Néanmoins, quoiqu'il y ait peu d'utilité à méditer sur l'avenir, la plupart des hommes intelligents réfléchissent sur ce sujet, et tant qu'à le faire, il faut s'efforçer de voir juste.

M. Pearson donne un aperçu des changements qu'il prévoit dans le développement de la vie nationale et du caractère des peuples. Il a travaillé dans des conditions exceptionnelles; il a beaucoup étudié et beaucoup voyagé ; il aime la lecture et observe les hommes. Il joint à son éducation dans une des plus vieilles Universités du monde, l'expérience puisée dans l'exercice du pouvoir exécutif d'une des plus jeunes républiques du globe. Son style a du charme et de la puissance.

Le livre de M. Pearson intéresse par la forme et encore plus par le fond, car l'auteur a profondément réfléchi sur des questions dont l'importance est immense pour l'avenir du genre humain. Son esprit est original et s'efforce de voir les choses comme elles sont. Ses idées me paraissent d'un pessimisme exagéré, mais elles le sont sans parti pris. M. Pearson cherche, souvent avec succès, à connaître et à exposer les forces bienfaisantes qui agissent dans le monde. Nous pouvons ne pas être de son avis, mais dans ce cas, il convient de le contredire avec précaution, car nous avons affaire à un homme qui a amassé avec soin ses documents et qui est arrivé très sincèrement à ses mélancoliques conclusions.

L'introduction du livre de M. Pearson est aussi intéressante que les chapitres qui suivent, et peut être

considérée comme le début du premier de ces chapitres intitulé : « Les Limites Immuables des Races Supérieures. » Je suis tenté de dire que ce chapitre est le plus intéressant de tous, mais en songeant aux cinq autres, je vois que ce serait une exagération.

M. Pearson constate que les races qui ont gouverné le monde depuis les *vingt-cinq* derniers siècles, et qu'il appelle « Races Supérieures » ne peuvent prospérer que dans des conditions de sol et de climat analogues à celles de leurs pays d'origine. Pour parler clairement, cela signifie qu'elles ne peuvent prospérer que dans les zones tempérées du Nord et du Sud.

Il y a quatre cents ans, la population des zones tempérées américaines était très clairsemée, tandis que les régions tropicales et sud-tropicales avaient une poputation très dense. Le trait caractéristique de l'histoire du monde pendant ces quatre derniers siècles a été le peuplement de ces vastes régions désertes par des hommes d'origine européenne, principalement par des Anglais, mais aussi par des Russes et des Espagnols. A la même époque, ces peuples européens ont, pour la première fois, acquis un ascendant énorme sur toutes les autres races. Une fois déjà, au temps de la suprématie Gréco-Macédonienne et de l'Empire Romain, ils ont eu une puissance considérable. Mais elle n'est pas comparable à celle qu'ils ont actuellement; car à cette époque, l'Amérique et l'Australie étaient inconnues, l'Afrique au sud du Sahara était complètement à l'abri des Grecs ou des Romains, et la partie de l'Asie soumise à l'influence européenne était insignifiante. Au contraire, le

continent asiatique recélait des empires immenses et menaçants pour l'Europe, et comptait de vieilles et curieuses civilisations qui étaient encore florissantes. Tout cela est bien changé. De grandes nations de langue anglaise se sont formées en Amérique au nord du Rio-Grande, et se forment en Australie. Les Russes fondent au nord de l'Asie un vaste État qui s'étend de la mer Jaune aux monts Ourals; cette politique n'a pas encore enflammé l'imagination populaire, mais tous les hommes sérieux lui reconnaissent une importance incalculable. L'Amérique tropicale est divisée en États dont les habitants sont en partie d'origine européenne, et ont une langue, une tournure d'esprit et une religion inspirées du Vieux Monde. Des puissances européennes se partagent l'Asie et l'Afrique tropicales et les dominent plus ou moins complètement, grâce à leurs agents militaires et civils. La vue de ces conquêtes trompe souvent les hommes qui observent superficiellement et croient que les tendances qui triomphent depuis deux siècles sont aussi immuables dans leurs résultats que les grandes forces de la nature. Ils croient, qu'avec le temps, les peuples civilisés se répandront sur le monde entier, et l'occuperont comme ils occupent maintenant l'Europe et l'Amérique du Nord.

M. Pearson démontre clairement que cette croyance ne repose sur rien. Il est digne d'éloges pour avoir su discerner la différence qu'il y a entre les conquêtes ethniques et les conquêtes simplement politiques. La conquête d'un pays très peuplé semble avoir une haute importance au moment où elle s'accomplit, elle a en

effet alors des résultats considérables ; mais elle paraît d'importance très secondaire si on la compare à l'établissement de vieilles races dans de nouveaux pays où elles forment de nouvelles nations. Les guerres des Romains contre les Goths et les Vandales, les Bulgares et les Perses, semblaient bien plus importantes à l'Europe civilisée de cette époque, que les petits combats qui se livraient en Angleterre entre les descendants des anciens pirates Danois et les Bretons aborigènes. Pourtant, c'était un fait sans grandes conséquences historiques que Bélisaire renversât les Ostrogoths pour faire ainsi place aux Lombards, ou que les Vandales succombassent sous les coups des Romains au lieu de succomber sous ceux des Sarrasins deux siècles plus tard. Au contraire, le fait que les Anglais ont remplacé les Gallois comme maîtres de la Grande-Bretagne, a eu les plus grandes conséquences pour l'avenir du monde.

De nos jours encore, lorsqu'on écrit l'histoire de la Grande-Bretagne au siècle dernier, on s'étend surtout sur ses conquêtes dans l'Inde, tandis qu'on indique à peine ses rapports avec l'Australie ; pourtant, lorsqu'on songe à l'avenir, le peuplement du continent océanique par des Anglo-Saxons paraît mille fois plus important que leur puissance de quelques siècles dans la presqu'île indienne.

M. Pearson expose clairement que le succès d'une conquête n'est pas durable si cette conquête n'a pour effet que d'établir une petite caste de gouvernants dans le pays conquis. Il montre que les Européens ne prospèrent pas dans les régions tropicales. Dans le Nouveau

Monde, ils ont quelques descendants mêlés à la race indigène à laquelle ils ont imposé leurs lois, leur langue, et leurs formes de gouvernement. Dans le Vieux Monde, ils n'arrivent même pas à cela. En Asie, ils forment tout au plus une caste de dix, ou peut-être cent mille Eurasiens dans un pays déjà atrophié par les castes. Dans l'Afrique tropicale, ils forment çà et là une tribu de mulâtres comme les Griquas. Mais il n'a pas encore été prouvé que l'Européen puisse vivre et se propager d'une façon permanente dans les chaudes régions de l'Inde et de l'Afrique. M. Pearson a donc raison de prédire aux blancs qui ont conquis les régions tropicales et sud-tropicales du Vieux Monde, un sort analogue à celui des royaumes grecs de la Bactriane et de la Chersonèse. Les gouverneurs grecs de la Bactriane disparurent au bout d'un temps, comme les gouverneurs anglais de l'Inde disparaîtront probablement un jour ou l'autre. Nous croyons et nous espérons sincèrement pour le bien de l'humanité, que ce jour est encore éloigné. Il restera peut-être des États de race blanche dans l'Afrique au sud du Zambèze et sur les hauts plateaux au nord de ce fleuve, mais ces États renfermeront toujours une nombreuse population nègre menaçant d'absorber les blancs. Quant à l'Afrique tropicale, il paraît impossible d'y fonder des États de race blanche. Pendant plusieurs siècles, les aventuriers européens et les nomades arabes gouverneront sans doute d'immenses territoires au sud du Soudan et au nord du Capricorne. Les conditions de vie, aussi bien sociales que physiques, des peuplades nègres seront profondément modifiées sous l'influence

des descendants métis de ces aventuriers et de ces pirates. Mais il est impossible de croire que les peuplades de l'Afrique puissent jamais perdre le type et le caractère nègre, quels que soient les changements qu'elles subissent. Il est probable qu'elles se transformeront en tribus comme celles du Soudan, ayant une religion et une morale du même genre. A la fin elles réussiront sans doute à secouer le joug des Européens, quoique ce temps soit probablement éloigné de plusieurs siècles. En Amérique, la plupart des Antilles deviennent des îles nègres. L'Espagnol, cependant, grâce à la facilité avec laquelle il s'assimile à une race inférieure, exerce une influence plus permanente que l'Anglais sur les indigènes ; les anciennes possessions espagnoles et portugaises contiendront toujours des races qui, malgré les différences qui les séparent des Ariens de la zone tempérée, comblent l'abîme qui existe entre ces derniers et les peuples noirs, rouges ou jaunes.

Toutes choses bien considérées, il est probable qu'une partie des pronostics de M. Pearson se réalisera en ce qui concerne les peuples des tropiques. Il est impossible que les races supérieures des zones tempérées supplantent jamais celles des tropiques. Il est au contraire très probable que ces peuples secoueront tôt ou tard le joug des Européens et recouvreront leur indépendance primitive ; il est possible aussi que la facilité actuelle des moyens de communication permette aux vigoureuses races du Nord le gouvernement des tropiques, étant donné que leurs représentants pourront être fréquemment renouvelés.

La suite de l'idée de M. Pearson est que ces races noires, jaunes ou rouges, une fois libérées, deviendront menaçantes pour les Européens au point de vue économique, peut-être même militaire, et que les races supérieures seront découragées et abattues le jour où elles constateront ce fait.

Cette partie de l'argumentation de M. Pearson soulève de sérieuses objections. En premier lieu, il ne se rend pas compte des résultats très divers qu'a produits la conquête européenne aux tropiques. En Asie, sans doute, les vieilles races actuellement submergées par la prédominance européenne, réapparaîtront, profondément modifiées à tous points de vue, mais aussi peu européennes que jamais et n'ayant dans les veines qu'une faible proportion de sang européen. En Afrique, les États indigènes tiendront probablement le milieu entre les sociétés portugaises à demi-caste existant sur certaines côtes des tropiques, et les sociétés pastorales ou agricoles. Elles appartiendront sans doute à la religion mahométane et auront une forme de gouvernement asiatique résultant de l'introduction d'une caste de conquérants sémitiques ou hamitiques chez un peuple nègre. Il pourra y avoir une caste dominante de conquérants européens dans quelques-uns de ces États, mais leur nombre sera toujours limité. Dans l'Amérique tropicale, le changement a déjà eu lieu. Les États qui y existent actuellement ne subiront plus de transformation. Il se peut que des groupements chinois de race pure ou même de coolies se forment çà et là; mais, envisagés dans leur ensemble, ces États seront dans

l'avenir ce qu'ils sont actuellement, c'est-à-dire, peuplés de blancs, mais surtout d'Indiens et de nègres, avec une langue, des lois, une religion, une littérature et un système gouvernemental ressemblant à ceux de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Supposons que les prévisions de M. Pearson se réalisent et que les races noires et jaunes atteignent la même indépendance que les métis des races blanche et rouge. M. Pearson croit que nous serons alors exposés à deux dangers. Le premier sera celui des difficultés matérielles résultant de la concurrence des innombrables habitants des tropiques et de leur invasion dans la zone tempérée. M. Pearson ne craint pas beaucoup que cette invasion ait un caractère militaire ; mais je crois même que ses craintes, si petites soient-elles, sont exagérées. Il est très inquiet de l'accroissement de la population en Chine. Il croit que les Chinois formeront un jour la partie dominante de la population, dans lés Indes Orientales, la Nouvelle-Guinée, etc., non seulement comme valeur, mais comme nombre. En cela il a probablement raison ; mais un tel changement entraînerait seulement la destruction et la submersion des Malais, des Dyaks et des Papous, et ne causerait pas un réel dommage aux blancs. De plus M. Pearson pense que les Chinois peuvent tenir les Russes en échec dans leurs possessions asiatiques. Là-dessus, je crois qu'il se trompe. Autant qu'il est possible d'en juger en l'absence de statistiques, la population chinoise n'augmente pas relativement aussi vite que la population slave et anglo-saxonne. D'ici à une cinquantaine d'années, ces deux derniers peuples réunis

pourront vraisemblablement rivaliser comme nombre avec les Chinois. La population chinoise se porte vers le sud de l'empire et non vers le nord ; elle menace de déborder dans les protectorats français et anglais du sud ; mais dans le nord, au contraire, la difficulté consiste à empêcher les colons Russes de passer la frontière chinoise. Quand le Transsibérien sera construit et que le nombre des colons russes, entre la Volga et la vallée de l'Amour, aura augmenté de quelques millions, le danger d'une invasion militaire des Chinois en Russie d'Asie aura complètement disparu, à supposer qu'il existe aujourd'hui. Le Chinois n'a jamais été, et ne sera sans doute jamais, batailleur comme le Turc et le Tartare, et ce n'est guère que par une supériorité numérique absolument extraordinaire qu'il pourrait songer à vaincre une puissante race militaire. Jusqu'ici il n'a pas cherché à former une armée capable de prendre l'offensive contre des ennemis européens. Il n'y a pas de routes en Chine ; la profession militaire y est dédaignée ; les troupes chinoises ne seraient redoutables que commandées par un chef européen auquel on n'aurait recours que dans un cas d'absolue nécessité, c'est-à-dire pour repousser et non pour entreprendre une invasion. En outre, la Chine n'est qu'une réunion de provinces ayant leur centre à Pékin ; et cette ville tomberait facilement au pouvoir d'une petite armée bien exercée. Il faudrait que la Chine subît une révolution prodigieuse et inattendue avant de menacer la Sibérie.

Il est presque impossible d'imaginer le Chinois repoussant le colon européen des terres où celui-ci

forme, non pas une petite caste, mais la masse de la population. Il est évidemment admissible que dans un avenir très éloigné (que rien ne fait prévoir), la Chine suive l'exemple du Japon, qu'elle change sa politique, crée des flottes et des armées ; mais il n'y a pas de raison pour que ce fait paralyse la puissance des races supérieures. Sous le règne d'Élisabeth, les flottes et les armées turques étaient, pour les Européens, des ennemis autrement dangereux que ne le seront jamais les Chinois et les habitants des tropiques pour les peuples des zones tempérées. Malgré cela, le siècle d'Élisabeth fut un des plus remarquables au point de vue littéraire et politique.

La prévision de ce qui arriverait si l'Inde était indépendante paraît encore plus mal fondée. L'argument de M. Pearson consiste à dire que la domination européenne, en mettant le pays à l'abri de la guerre et de la famine, produit un accroissement de population et une stabilité qui permettront, un jour ou l'autre, aux habitants de reconquérir leur indépendance. Il prétend que le pays restera uni et peuplé après le renversement des Européens, et qu'il sera capable d'entreprendre des guerres ; mais cette supposition est contraire à toutes probabilités. Après avoir secoué le joug européen, l'Inde reviendrait rapidement à son ancien état, la famine et les guerres intestines y seraient chroniques. En outre, la longue durée du gouvernement britannique affaiblit les qualités guerrières des indigènes, et fait que l'usurier est un type plus répandu que le soldat.

M. Pearson fait aussi allusion dans son livre, au

danger qui menacera l'Europe si les peuples nègres acquièrent jamais une grande puissance militaire; mais ce danger appartient à une période si éloignée, toutes choses auront tellement changé alors, qu'il est impossible que nous imaginions ce qu'il pourra être. Dans cet avenir lointain, le descendant du nègre sera peut-être aussi intellectuel que l'Athénien.

Les prophètes eux-mêmes ne doivent pas entreprendre de prédire les événements de siècles trop éloignés. Il est très possible que les colonies d'Afrique soient à un moment donné envahies par un formidable soulèvement des tribus indigènes, qui leur sont infiniment supérieures comme force numérique; mais il est impossible que les nègres forment une puissance militaire suffisante pour menacer les peuples du Nord, du moins avant un temps aussi long que celui qui nous sépare des temps préhistoriques. Les peuplades de races mélangées qui habitent l'est de l'Afrique centrale comptent de formidables guerriers; mais leur force n'est pas suffisante pour entreprendre des tâches aussi herculéennes.

Il y a bien plus de raisons pour redouter la concurrence industrielle de ces races; mais ce danger diminuera à mesure qu'augmentera la puissance de l'État et que les idées démocratiques se répandront de plus en plus. Les Russes ne sont pas du tout démocratiques, mais chez eux l'État est très puissant; c'est ainsi qu'il éloigne les Chinois des provinces Sibériennes qui se peuplent rapidement de Slaves, ou d'étrangers qui deviennent bientôt des Slaves. L'entrée des États-Unis et de l'Australie est interdite au Chinois, parce que la

démocratie a reconnu, avec beaucoup de sagesse, que sa présence est ruineuse pour la race blanche.

L'existence de la démocratie au XIXe siècle est amplement justifiée par le fait qu'elle a réussi à conserver à la race blanche les meilleures régions des nouveaux mondes, l'Amérique et l'Australie tempérée. Si ces pays avaient eu un gouvernement aristocratique, l'immigration chinoise aurait été encouragée aussi sûrement que le serait la traite des nègres par une oligarchie possédant des esclaves, et le résultat, au bout de quelques générations, aurait été fatal pour la race blanche. La démocratie, avec un clairvoyant égoïsme, devina le danger et défendit l'immigration chinoise. La présence des nègres dans nos États du Sud est un héritage du temps où nous étions gouvernés par une aristocratie transocéanique. La civilisation de l'avenir a une immense dette de reconnaissance envers cette politique démocratique qui a fait des zones tempérées des nouveaux mondes la propriété de la race blanche.

Le Chinois et l'Hindou parviendront peut-être à chasser des tropiques certains commerçants de race européenne ; mais ils ne peuvent pas faire davantage. Ils ne peuvent jamais atteindre la situation de l'ouvrier blanc dans son pays d'origine. Celui-ci se défendra toujours, s'il est sérieusement menacé, à l'aide de tarifs protecteurs et de lois sévères contre l'immigration.

M. Pearson croit que les peuples blancs seront humiliés et découragés le jour où les races tropicales seront indépendantes ; ceci ne semble pas inévitable, c'est même fort peu probable. Si l'Angleterre perdait sa puis-

sance dans l'Afrique du sud et dans l'Inde, les Anglais de la mère-patrie en seraient sans doute très affectés, mais ils conserveraient cependant leur énergie et leur goût du travail. Il faut se souvenir que la génération anglaise qui a grandi après la déclaration de l'Indépendance Américaine s'est distinguée dans la guerre, les lettres et les sciences d'une façon absolument remarquable. A supposer même que l'Angleterre souffre de cette révolution, les peuples anglais de l'Amérique et de l'Australie y seraient tout à fait indifférents; et l'Europe continentale n'en serait pas plus troublée qu'au temps où les Portugais et les Hollandais perdirent leurs empires de l'Afrique et de l'Inde. L'expulsion des Français de la République de Haïti n'a pas eu de grandes conséquences en France; et les nègres libérés de cette île sont incapables d'une action offensive. Il est indifférent aux Américains et aux Australiens que les peuples bronzés du Brésil et de l'Équateur se gouvernent eux-mêmes au lieu d'être gouvernés comme jadis par des vice-rois portugais et espagnols ; il est difficile de voir quelles conséquences matérielles entraînerait pour eux un pareil changement si, au lieu des Brésiliens, il s'agissait des peuples riverains du Gange ou du Haut Nil. Même si la Chine devient à la fin du XXe siècle une puissance militaire sur le modèle européen, les Américains et les Australiens n'en seront pas plus troublés qu'ils ne l'ont été à la fin du XIXe siècle par les efforts du Japon pour devenir une nation civilisée.

En définitive, il faut nous rappeler que si une race tropicale atteint jamais un degré de prospérité indus-

trielle et militaire qui la rende menaçante pour l'Europe et l'Amérique, cela prouvera nécessairement que cette nation s'est elle-même civilisée au cours de sa transformation. Nous aurons alors à traiter avec une nouvelle nation civilisée d'origine différente de la nôtre, comme nous traitons actuellement avec le Magyar, le Finnois et le Basque, sans nous préoccuper des différences ethniques qui les séparent des Croates, des Roumains ou des Wendes.

Dans le second chapitre de son livre, M. Pearson envisage l'état stationnaire vers lequel marche, selon lui, toute société. Il s'efforce de nous montrer que quelques nations l'ont atteint, entre autres la France. Il ajoute qu'une fois parvenu là, tout peuple se sentira pris d'un grand découragement qui paralysera probablement ses facultés intellectuelles. Il démontre en plus que nos races perdent leur foi dans les entreprises privées et mettent toute leur confiance dans l'État, ce qui tend à diminuer leur vigoureuse originalité. Il prétend même reconnaître les signes précurseurs de la décadence dans le déclin de l'esprit d'entreprise et des inventions mécaniques. Il est parfaitement vrai que les économistes de la vieille école du « laissez-faire », sont de moins en moins en faveur ; et en somme si nous considérons les choses au point de vue historique, nous verrons que toute race a fait de plus en plus appel à la puissance de l'État à mesure qu'elle avançait vers la civilisation. Un grand État ne peut s'appuyer uniquement sur l'individualisme absolu, de même qu'il ne peut l'écraser sans danger. Il faut restreindre, dans des

limites raisonnables, l'inflexible cruauté de la concurrence privée, comme nous avons restreint le droit de l'individu de se faire lui-même justice. L'Angleterre n'a atteint la grandeur qu'au moment où l'État anglais est devenu puissant, après la disparition de l'individualisme désordonné des temps féodaux. C'est alors que l'Angleterre est entrée dans cette voie où elle rivalise avec les Grecs pour les questions intellectuelles, et avec les Romains au point de vue des succès matériels — de ces succès qui se mesurent à l'extension coloniale, aux conquêtes, à la pratique triomphante de la guerre, et à l'art de gouverner. Quant à la croyance de M. Pearson que nous assistons au déclin de l'esprit d'entreprise et des inventions mécaniques, tout ce qu'on peut dire c'est que les faits démentent son opinion.

Dans sa théorie de l'état stationnaire des sociétés, M. Pearson semble avoir négligé un point. Il signale avec énergie le fait, très contesté, que les classes supérieures de toutes sociétés tendent à disparaître, et que, d'une manière générale, les classes et les civilisations inférieures tendent au contraire à se développer. Prise dans l'ensemble, son opinion sur ce point est justifiée. Les sociétés en progrès, et les classes supérieures de toutes sociétés n'augmentent pas aussi rapidement que les autres, souvent même elles décroissent. Les grands chefs, les grands hommes d'État, les grands poètes, les grands savants d'une époque quelconque, n'élèvent pas autant d'enfants qu'un nombre semblable d'artisans, d'ouvriers et de fermiers pris au hasard. Le monde avance cependant, car le progrès se fait grâce à la trans-

mission des qualités acquises ; ce phénomène se manifeste si fortement dans tout État civilisé qu'il contrebalance la funeste loi de sélection naturelle tendant à faire disparaître les meilleures classes de la société. M. Balfour, dont les prédictions pour l'avenir de notre race ressemblent à celles de M. Pearson, paraît disposé à croire que les qualités acquises ne se transmettent pas. Bien que plusieurs hommes éminents aient adopté cette opinion, elle ne mérite pas une réfutation sérieuse.

Au contraire, et j'insiste sur ce point, c'est précisément parmi les classes qui ont atteint l'état stationnaire, et qui diminuent en nombre, que l'on trouve actuellement la plus haute culture et la meilleure éducation, la jouissance la plus complète de la vie, et le plus grand pouvoir pour le bien. Un pays qui voit diminuer le nombre de ses habitants n'est pas dans de bonnes conditions : le monde comptè encore de vastes régions désertes et, la lutte entre les races se réduisant à être la question du plus grand nombre, celles qui ne se multiplient pas n'ont pas grande chance de réussir, quelles que soient leurs qualités militaires. Mais il se peut que ces conditions se modifient dans l'avenir, quand les changements si mélancoliquement prédits par M. Pearson auront eu lieu. Une nation suffisamment nombreuse pour se défendre contre toute attaque du dehors, une nation qui, tout en se développant au point de vue intellectuel, au point de vue du raffinement et de l'instruction, aurait su conserver ses qualités de courage, d'intrépide initiative et de hardiesse mili-

taire, pourrait bien jouer un grand rôle dans le monde. Elle en serait capable même si elle était parvenue à cet état stationnaire que les classes supérieures de penseurs et d'hommes d'action ont déjà atteint dans toutes les grandes races.

Dans le troisième chapitre de son livre, M. Pearson parle des dangers du développement politique, surtout de l'agrandissement des villes aux dépens des campagnes, et de l'accroissement des armées permanentes. Le développement excessif des villes constitue, en effet, un véritable danger. Tout ce qu'on peut dire de ce mouvement à l'heure présente, c'est qu'il est impossible de prévoir combien il durera ; de plus, quelques-uns des maux, dont l'existence est réelle, se guériront d'eux-mêmes. Si la population urbaine tend à s'atrophier et à s'affaiblir de génération en génération, elle disparaîtra, et les problèmes qu'elle soulève disparaîtront avec elle. Si, au contraire, les villes peuvent être assainies, au physique et au moral, les objections qu'on leur oppose disparaîtront en grande partie. En traitant la question des armées permanentes, M. Pearson n'a, je crois, songé qu'à l'Europe. Le danger de l'établissement de grandes armées permanentes n'existe pas en Amérique ni en Australie ; et comme M. Pearson le démontre, le service militaire obligatoire est loin d'être un fléau pour les peuples de l'Europe continentale.

Je dirai en passant que M. Pearson a donné un renseignement erroné sur un fait qui n'a pas une grande importance, mais sur lequel il peut être utile de connaître la vérité. En développant cette idée absolument

juste qu'une milice inexpérimentée est incapable de tenir tête à une armée régulière, M. Pearson juge à propos d'expliquer la défaite de la Nouvelle-Orléans. Il répète l'histoire telle qu'elle a été racontée par les historiens anglais, depuis Sir Archibald Alison jusqu'à Goldwin Smith. Je me hâte de dire que M. Pearson est excusable d'avoir commis cette erreur; il a simplement reproduit, sans l'avoir suffisamment examinée, la légende adoptée par l'un des partis pour atténuer l'amertume de la défaite. Il raconte que, sous les ordres de Pakenham, six mille Anglais sans artillerie se heurtèrent contre de gigantesques travaux de défense gardés par un ennemi deux fois plus nombreux qu'eux, et qu'ils furent battus, comme ils l'auraient été par les premières troupes venues, placées dans des conditions aussi favorables. Tout d'abord, Pakenham n'avait pas seulement six mille hommes; il en avait près de dix mille. Secondement, les Américains, au lieu d'être deux fois aussi nombreux que les Anglais, ne les égalaient même pas en nombre. Troisièmement, loin d'être sans artillerie, les Anglais étaient supérieurs aux Américains sur ce point. Finalement, ils attaquaient une position bien inférieure à celle occupée par Soult, lorsque Wellington le battit à Toulouse avec les mêmes troupes qui furent écrasées par Jackson à la Nouvelle-Orléans. La vérité est que Jackson était un général de premier ordre, commandant à des troupes qu'il avait exercées dans une série de campagnes contre les Indiens et les Espagnols. Les trois fois où il livra bataille à Pakenham — à savoir : l'attaque de nuit, le grand duel d'artillerie,

et l'assaut — les soldats anglais, malgré leur courage héroïque, furent complètement battus.

Au surplus, cet exemple mal choisi ne détruit pas les conclusions de M. Pearson. Notre guerre de 1812 offre bien des exemples de l'inaptitude des milices à lutter contre des armées régulières. Une preuve non moins frappante de leur incapacité a été donnée à Castlebar en Irlande, lorsqu'en 1798 une poignée de troupes régulières françaises attaqua à la baïonnette et mit en pleine déroute des milices Anglaises, Écossaises et Irlandaises qui lui étaient cinq fois supérieures en nombre. Ces dernières occupaient pourtant une position favorable défendue par une puissante artillerie.

Dans le quatrième chapitre de son livre M. Pearson traite, à un point de vue très élevé, de certains avantages de la fierté nationale. Je ne puis que donner ma sincère approbation à ce chapitre dans lequel l'auteur fait l'éloge du patriotisme, de ce patriotisme qui embrasse l'ensemble de la nation, au lieu de se localiser dans une partie du pays.

Dans le cinquième chapitre intitulé : « La Décadence de la Famille », M. Pearson émet certaines propositions sur lesquelles je ne suis aucunement d'accord avec lui. Il paraît regretter que le despote irresponsable soit actuellement une anomalie dans la famille comme dans l'État. Il croit que sa disparition sera une cause de faiblesse pour la famille. Cela peut arriver dans certains cas, de même que l'abolition d'un despotisme peut amener l'anarchie ; mais cela n'empêche pas le mouvement d'être bon dans un cas comme dans l'autre. A

tous ceux qui ont connu des vies de famille vraiment heureuses, c'est-à-dire à tous ceux qui ont connu le plus grand bonheur qui puisse exister sur cette terre, il est inutile de dire que l'idéal le plus élevé de la famille s'obtient seulement lorsque le père et la mère sont vis-à-vis l'un de l'autre. comme des amis, ayant des droits égaux. Les enfants sont attachés au père et à la mère par des liens d'affection, de respect et d'obéissance d'autant plus forts, qu'ils sont traités comme des êtres raisonnables ayant leurs droits à eux, et que l'organisation de la vie de famille change avec les années, à mesure que les enfants se développent. Dans un tel « home », la famille n'est pas affaiblie mais fortifiée. Ce n'est pas du reste un idéal inaccessible. Tout le monde connaît des centaines de familles qui le réalisent plus ou moins parfaitement ; elles constituent un type incomparablement plus élevé que celui du bon tyran qui disparaît de plus en plus.

Le dernier chapitre du livre de M. Pearson est intitulé : « L'Affaiblissement du Caractère. » L'auteur croit à la diminution de l'esprit d'entreprise, de l'énergie, de l'enthousiasme et de l'espérance dans le monde moderne. Il croit que tous les grands livres ont été écrits, que toutes les grandes découvertes ont été faites, que toutes les grandes actions ont été accomplies. Il pense que l'adoption du socialisme d'État, sous une forme quelconque, anéantira le mérite individuel et le bonheur dans ce qu'il a de plus élevé. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les avis sont très partagés sur ce point, mais que la plupart des citoyens de la démocratie

Américaine n'adoptent pas l'opinion de M. Pearson. Il est absolument invraisemblable que le socialisme d'État soit jamais mis en vigueur sous ses formes les plus exagérées, sauf peut-être en quelques endroits. Il existe évidemment, dans une certaine mesure, partout où il y a une gendarmerie ou un corps de pompiers; et la sphère d'action de l'État peut être très agrandie sans porter atteinte d'aucune façon au bonheur général ou individuel. On peut même concevoir qu'une heureuse combinaison de forces naturelles et d'ordonnances législatives réduirait l'inégalité des conditions, sans pour cela priver les classes supérieures des moyens qu'elles ont de faire le bien et des satisfactions dont elles jouissent. Dans notre pays, les hommes qui ont joué le rôle le plus utile à notre développement national sortaient de milieux sociaux où le degré de confort essentiel était élevé, c'est-à-dire où les gens étaient bien vêtus, bien nourris, bien logés, avaient des livres en abondance et le temps d'en profiter; mais où il ne pouvait être question de luxe extravagant. A mon sens, l'erreur fondamentale de M. Pearson est de se figurer que la masse du peuple ne s'élèvera que dans la mesure où les classes supérieures s'abaisseront, et cela à tous points de vue. Ceux de nous qui vivent dans des milieux où l'élément américain domine, et où l'inégalité des conditions n'est pas considérable, savent bien qu'il n'y a aucune raison de prévoir ainsi l'avenir. Il se peut au contraire qu'il se forme des sociétés où l'excès de la richesse et de la pauvreté seront inconnus, et où le degré de civilisation, les chances de bonheur, et les

occasions de faire le bien, seront cependant plus grandes que jamais.

Lorsque M. Pearson dit que toutes les œuvres de réelle valeur ont été accomplies dans le passé, les faits ne lui donnent pas raison. Il croit que les grands poèmes ont tous été écrits, que les temps du drame et de l'épopée ont disparu. Cependant une des plus grandes tragédies qu'on ait jamais vues, excepté bien entendu celles de Shakespeare, est une œuvre de notre siècle. Si le monde a attendu près de deux mille ans entre la disparition des dramaturges grecs et la venue de Shakespeare, et encore deux cents ans avant que Gœthe produise sa grande tragédie, nous pouvons patienter et suspendre notre jugement pendant quelques centaines d'années au moins, avant d'affirmer qu'aucun pays et aucune langue ne produiront jamais un grand drame. Le cas est le même pour la poésie épique. Nous sommes trop près de Milton, venu trois mille ans après Homère, pour déclarer que les siècles à venir ne verront jamais d'épopée. Une race peut s'affaiblir et devenir incapable de travailler; mais une autre peut prendre sa place. Après un certain laps de temps, les auteurs Grecs et Latins trouvèrent qu'ils n'avaient plus rien à dire, et un critique de l'une ou l'autre de ces nations aurait pu déclarer, en branlant la tête, que tous les grands thèmes avaient été exploités, toutes les grandes idées exprimées; cependant l'avenir nous réservait Dante, Cervantès, Molière, Schiller, Chaucer et Walter Scott.

M. Pearson dit que les professions politiques n'offrent pas d'aussi nombreuses et d'aussi belles victoires que

jadis, et qu'on ne reverra plus d'hommes comme César-Auguste, Richelieu ou Chatham. On ne voit pas bien en quoi ces hommes diffèrent de Bismarck; ni pourquoi un peuple de langue anglaise considérerait comme impossible la venue d'un nouveau Chatham, ou même d'un homme d'État qui lui serait supérieur. Parlant au nom des Américains, je dirai qu'aucune époque n'a offert à un homme d'État de plus belles occasions de lutte, de souffrance, et de victoire, que celles offertes par l'Amérique à Washington et à Lincoln. Donc, lorsque M. Pearson dit que la guerre entre pays civilisés offre moins d'occasions de se distinguer que la guerre des temps barbares, et qu'il est très difficile à un homme de jouer un rôle important dans une guerre moderne, nous déclarons n'être pas de son avis. Un conquérant mondial ne peut surgir que dans un État civilisé, ou relativement civilisé. Parmi les barbares, il n'y a jamais eu d'Alexandre ou de César, d'Annibal ou de Napoléon. Sitting Bull et Rain-in-the-Face supportent mal la comparaison avec Von Moltke; et aucun roi Norse, au temps héroïques des Vikings, n'a exercé sur la guerre à son époque, une influence comparable à celle qu'exerça plus tard Frédéric le Grand.

Il n'est pas exact que la force de caractère disparaisse nécessairement à mesure que la civilisation se développe. Il peut naturellement y avoir des exceptions. La civilisation peut devenir ce qu'elle était chez les Byzantins, les Hindous et les Incas; et dans certaines parties de l'Europe et des États-Unis, les vertus paisibles paraissent seules importantes; on y forme une race de

marchands, d'hommes de loi, et de professeurs, manquant des vertus viriles qui ont fait la force et la grandeur de notre race. Il serait donc possible que la civilisation tendît à faire disparaître la force de caractère, mais ce n'est pas un de ses résultats inévitables, et tout nous porte à croire qu'il en sera autrement.

M. Pearson est, avant tout, un homme fort et courageux. Il regarde l'avenir, et l'avenir lui paraît incolore et peu attrayant ; cependant il ne prêche pas l'évangile d'un lâche désespoir. Il croit que dans les siècles futurs la vie offrira moins de dangers et de vicissitudes que jadis, mais qu'elle offrira aussi moins de jouissances viriles, moins d'occasions d'accomplir ces actes de valeur si chers aux âmes courageuses. Il nous conseille d'envisager bravement cet avenir quelles que soient nos appréhensions ou nos espérances ; et il termine son livre par ces belles paroles : « A supposer que les choses en arrivent là, il nous restera encore à exercer notre action sur nous-mêmes. Faisons simplement notre devoir dans la vie, décidés à en subir les conséquences ; maintenons-nous la tête haute devant l'éternel calme, aussi courageusement que nos pères ont affronté l'éternel combat ; cette nouvelle éducation de nos âmes sera plus noble alors que l'antique confiance dans le progrès. »

Nous ne croyons pas, comme M. Pearson, au calme éternel des siècles futurs ; nous ne croyons pas qu'il vienne jamais un temps où les hommes n'auront qu'à se laisser vivre, avec le seul espoir de ne pas dégénérer. Nous ne croyons pas à la venue prochaine d'un jour où

les races inférieures prédomineront dans le monde, et où les races supérieures auront perdu leurs plus nobles qualités. Mais, après tout, qu'importe sous quel jour nous envisageons l'avenir, pourvu que nous sachions mettre en pratique le conseil de M. Pearson, et affronter résolument le destin qui nous est réservé ? Nous ne sommes pas certains que le progrès soit assuré, nous pouvons seulement affirmer qu'il le sera si nous menons une vie sérieuse, courageusement et avec droiture. Nous ne savons pas si l'avenir nous réserve des jours calmes ou des jours de lutte. Nous ne pouvons savoir si les races supérieures réussiront à conserver leurs nobles qualités, ou si elles seront annihilées par les races inférieures. Dans l'ensemble, nous croyons que les plus grandes victoires sont encore à gagner, les plus grandes actions encore à faire, et qu'il y a en réserve, pour nous et pour les causes que nous soutenons, des triomphes encore plus splendides que tous ceux qui ont été vus jusqu'à ce jour. Mais, je le répète, le devoir évident de tout homme est d'envisager l'avenir et le présent sans souci du destin qui lui est réservé, tournant les yeux vers la lumière du côté où il voit la lumière, et jouant bravement son rôle d'homme parmi les hommes.

X

L'ÉVOLUTION SOCIALE

« L'Évolution Sociale » de Benjamin Kidd est un livre suggestif mais très imparfait : l'auteur a un esprit dogmatique et superficiel qui se contente de demi-vérités qu'il déclare indiscutables. Ce livre s'adresse surtout aux esprits imparfaitement formés, mais M. Kidd y suggère cependant quelques manières de voir qui valent la peine d'être adoptées, bien qu'il en tire parfois des conclusions excessives.

Son principal mérite est dans le choix des sujets qu'il traite. Il pose avec force et d'une manière saisissante les problèmes dont la solution préoccupe tous les peuples de l'Occident, et il décrit les attitudes diverses d'intérêt, d'alarme, et d'espérance, qu'ils inspirent de nos jours aux penseurs et aux hommes d'action. Il montre comment les problèmes qui se dressent aujourd'hui devant nous, ne sont nullement semblables à ceux que nos pères ont résolus il y a un ou deux siècles. L'ère des bouleversements politiques paraît terminée, celle des révolutions sociales est arrivée. Nous cherchons tous à entrevoir l'avenir, à deviner vers quel but nous

poussent les grandes forces muettes que la prodigieuse évolution industrielle de notre siècle a mises en mouvement. Nous ne savons comment expliquer les grands déplacements de population, l'essor des villes, l'inquiétude et le mécontentement des masses, le malaise de ceux qui s'attachent à l'ordre de choses établi.

M. Kidd constate l'existence de ces problèmes, mais il tâtonne aveuglément lorsqu'il cherche à prévoir leur solution. Il voit que le progrès de l'humanité au temps jadis était soumis à certaines lois biologiques, et que ces lois continuent à influencer la société à l'heure actuelle. Il se rend compte de l'importance des lois qui régissent la reproduction de l'humanité, de même qu'elles régissent la reproduction des animaux d'ordre inférieur, et par conséquent, influent sur leur progrès. Il affirme avec la plus grande assurance, que l'homme livré à lui-même n'a pas la moindre tendance à progresser d'une façon quelconque, et que, si les conditions de la vie lui permettaient de suivre ses inclinations personnelles, la valeur moyenne d'une génération serait presque toujours inférieure à celle de la génération précédente. Cette idée est une de ces vastes généralisations que M. Kidd affectionne tant, et qui gâtent une si grande partie de son œuvre. Il lui est évidemment très difficile d'exposer une loi générale d'un ton modéré et en faisant les réserves nécessaires ; il formule donc comme vérités certaines des déclarations qui ont une part de vérité, mais aussi une part d'erreur. Celle que je viens de citer sur le progrès humain est vraie du monde en

général. Selon toutes les probabilités, elle est entièrement fausse en ce qui concerne les rangs supérieurs de la société. En tous cas, il y a de nombreux exemples prouvant que la loi qu'il formule n'agit pas infailliblement; et un seul de ces exemples suffit à renverser une pareille généralisation.

On ne peut qu'être d'accord avec M. Kidd lorsqu'il dit que les annales du monde sont d'une part les annales du progrès incessant, de l'autre celles de l'effort et de la concurrence incessantes ; mais là aussi ses déclarations sont trop générales et ses expressions mal choisies. Pour lui le mot « progrès » signifie simplement « changement »; par suite lorsqu'il parle de progrès incessant, cela s'applique aussi bien au mouvement en arrière qu'à la marche en avant. En réalité, certaines conditions de la vie ne font aucun progrès pendant de longs siècles et ne subissent aucun changement, elles demeurent stationnaires.

M. Kidd démontre que la cause première du succès, pour tout peuple engagé dans la lutte pour la vie, est l'accroissement de population au delà des limites dans lesquelles il est possible de se procurer une vie confortable ; ainsi la concurrence et la sélection doivent non seulement accompagner toujours le progrès, mais encore prévaloir chez tous les peuples qui ne dégénèrent pas. Comme je l'ai dit déjà, il admet sans réserves que si les individus de toutes espèces se propageaient dans une égale proportion, la valeur moyenne d'une génération serait presque toujours inférieure à celle de la génération précédente.

De là il déduit que le progrès est plus considérable dans la mesure où les limites de la sélection sont plus étendues, la rivalité plus intense, et la sélection plus rigoureuse ; tout progrès suppose une rivalité dans la sélection, et toute espèce en progrès doit mener une vie de tension et d'efforts continuels dans sa marche ascendante. Ceci encore est vrai dans une certaine mesure, mais M. Kidd en fait une vérité trop générale. La rivalité dans la sélection naturelle n'est qu'une des conditions du progrès. Toutes choses égales d'ailleurs, les espèces où cette rivalité est la plus intense font le plus de progrès, mais « toutes choses » ne sont jamais égales. Dans la vie réelle, les espèces qui réalisent le plus de progrès sont précisément celles dont les limites de sélection sont les moins étendues, la sélection la moins rigoureuse, et la rivalité la moins intense. La sélection est d'autant plus rigoureuse que la fécondité de l'animal est plus grande, mais ce sont précisément les espèces les plus fécondes qui se sont le moins perfectionnées dans les temps très reculés. Le cochon d'Inde et le chien ont eu un ancêtre commun. La fécondité du cochon d'Inde est bien plus grande que celle du chien. Sur un nombre donné de cochons d'Inde, la proportion de ceux qui survivent est très faible, les limites de sélection sont par conséquent étendues, et la sélection elle-même très rigoureuse ; cependant les progrès de la race canine depuis les temps primitifs ont été plus rapides et plus considérables que ceux des cochons d'Inde dans le même laps de temps.

De plus, en parlant du progrès accompli dans nos

sociétés modernes par l'intensité de la concurrence, M. Kidd néglige certains traits curieux de la société humaine. Tout d'abord, il parle comme si la concurrence qui pousse les nations à progresser était due à un accroissement de population dépassant les limites de subsistance. Cela voudrait dire que dans les sociétés progressives, le nombre des naissances et celui des décès seraient tous deux portés au maximum, car là où les naissances et les décès sont les plus nombreux, la lutte pour la vie est la plus intense. Si, d'après l'hypothèse de M. Kidd, le progrès était plus considérable, là où la lutte pour la vie est la plus intense, les Italiens du Sud, les Juifs Polonais et les habitants des districts très denses de l'Irlande, seraient les peuples les plus avancés de l'Europe. En réalité ces peuples sont précisément ceux qui ont fait le moins de progrès, si on les compare aux groupes dominants en Angleterre et en Allemagne. La proposition de M. Kidd est si loin d'être exacte, qu'en l'étudiant à la lumière des faits, on est tenté de dire qu'elle est le contraire de la vérité. La race chez laquelle la lutte pour l'existence quotidienne est très intense ne progresse jamais aussi rapidement que la race placée dans des conditions moins difficiles. La concurrence et la lutte sont indispensables dans une certaine mesure, mais si elles deviennent trop pressantes, la société recule au lieu d'avancer ; de plus la race chez qui cette concurrence est la plus intense ne s'accroît même pas comme nombre aussi rapidement qu'une autre où la lutte pour l'existence quotidienne est moins âpre. Si le nombre des décès égale ou dépasse

le nombre des naissances, une population a peu de chances d'accroissement.

Pour s'accroître rapidement, une race doit être prolifique ; il n'y a pas de malédiction plus grande que celle de la stérilité, pour les nations comme pour les individus. Lorsqu'un peuple se trouve dans le cas de la masse des Français et d'une partie des habitants de la Nouvelle-Angleterre, où le chiffre des morts surpasse celui des naissances, il est appelé à disparaître, et mérite de disparaître. Quand une race ne désire plus la paternité et la maternité, elle dégénère, et ce n'est que justice ; le franc-parler le plus absolu est nécessaire vis-à-vis des individus qui craignent de mettre au monde des enfants. Mais il n'en est pas moins vrai qn'un accroissement immodéré de population ne favorise pas le développement de la race, et n'aide même pas toujours à son augmentation numérique. Les peuples de langue anglaise se sont accrus, depuis près de trois siècles, plus rapidement qu'aucun autre, cependant plusieurs peuples ont eu pendant cette même période un nombre supérieur de naissances.

En ce qui concerne la tension d'où résulte d'après lui le progrès dans nos sociétés modernes, M. Kidd ne se rend pas compte qu'elle est indépendante de la difficulté de gagner sa vie, ou de la propagation de la race. Les plus sublimes victoires en tous genres sont remportées par des hommes qui ne s'inquiètent nullement de leur subsistance matérielle, et la lutte pour cette subsistance est surtout vive parmi les classes qui contribuent le moins au progrès de la race. Les généraux et les amiraux,

les poètes et les philosophes, les historiens et les musiciens, les hommes d'État et les magistrats, ceux qui proposent et exécutent les lois, les artistes et les hommes de lettres, les grands capitaines de la guerre et de l'industrie, — appartiennent tous aux classes pour qui les préoccupations de vie matérielle sont peu de chose, et dont le taux d'accroissement est relativement plus faible que celui des classes inférieures. Dans les sociétés civilisées, la sélection naturelle agit contre le progrès. C'est en dépit d'elle que le progrès s'accomplit. En effet. il résulte, non de l'écrasement des classes inférieures par les classes supérieures, mais au contraire de la montée des classes inférieures au niveau des supérieures, et cela d'autant plus que ces dernières tendent à disparaître. Dans les sociétés progressives, ce sont souvent les êtres de moindre valeur qui survivent; mais en général ces êtres et leurs enfants tendent à se perfectionner. Le simple exposé de ces faits suffit, non seulement à prouver combien plusieurs des conclusions de M. Kidd sont inexactes, mais encore combien les craintes qu'il exprime pour l'avenir sont peu fondées. Il est clair que les sociétés, ou les milieux, offrant à l'homme le plus de bonheur, et où le progrès est le plus grand, sont précisément celles où l'âpre concurrence pour la vie matérielle se fait le moins sentir. Il est incontestable aussi que dans toute société en progrès un certain nombre d'individus sont sacrifiés, et qu'il y a, à chaque génération, une proportion plus ou moins considérable d'insuccès; mais il n'est pas douteux, d'après les exemples que nous voyons chaque jour, que

l'étendue de ce sacrifice n'ait aucun rapport avec la rapidité ou la valeur du progrès. Les nations qui font le plus de progrès sacrifient dix ou quinze individus sur cent, tandis que les nations qui en font le moins ou qui reculent, arrivent parfois à sacrifier leurs membres dans la proportion de cent pour cent.

Cette dernière constatation est en partie une réponse à l'affirmation de M. Kidd que la « sanction rationnelle » des conditions de progrès n'existe pas pour l'individu. Dans une société progressive, où la prospérité est assurée aux quatre cinquièmes ou aux neuf dixièmes de la population, il faut bien admettre que le progrès trouve une sanction rationnelle chez la masse des particuliers. Si ces derniers sont vigoureux et intelligents, l'attitude du petit nombre de ceux qui n'ont pas réussi, est sans conséquence. Dans une telle société le désaccord que M. Kidd signale avec tant d'insistance, entre les intérêts de l'individu et ceux de l'organisme dont il fait partie, est réduite à son minimum d'importance. La lutte pour la vie atteint son maximum de misères et de souffrances chez les peuples les plus arriérés, — par exemple chez les Bushmen, les nègres Australiens, et les Indiens mangeurs de racines.

M. Kidd n'explique pas ce qu'il entend par « sanction rationnelle ». Du reste son livre témoigne de sa grande difficulté à donner des définitions exactes, et quand par hasard il en donne, elles sont extrêmement vagues. Par « rationnel » il entend apparemment « égoïste », et il part de ce principe que la raison dicte à chacun de faire ce qui lui procure le plus d'avantages personnels,

sans s'inquiéter du tort qu'il fait aux autres ou à la société en général. Il n'en est pas ainsi. Depuis le commencement du monde, il y a toujours eu deux courants dans la vie, celui de l'égoïsme et celui du désintéressement; dans l'évolution de l'humanité, le courant désintéressé a généralement augmenté aux dépens de l'autre, surtout dans les sociétés progressives dont le développement futur cause tant d'inquiétudes à M. Kidd. On ne peut imaginer un plus bel exemple de désintéressement que celui du désintéressement maternel; et lorsque M. Kidd donne à entendre que l'amour maternel, l'amour du devoir et de la loyauté n'ont pas de sanction rationnelle, il interprète mal le mot « rationnel ». Quand l'espèce humaine a atteint un certain degré de développement, la femme souffre davantage de voir son enfant mourir de faim que de travailler pour lui, et dès lors elle a une raison rationnelle de travailler. Lorsque l'humanité a atteint un degré supérieur, le meurtre, le vol, et le mensonge, inspirent à l'individu un sentiment de dégradation et de honte dont il souffre plus que de la misère ou de la fatigue d'un dur labeur. Dans ce cas, l'honnêteté et la loyauté ont une sanction rationnelle. On pourrait aussi ajouter, qu'arrivé à ce point, l'homme a une tendance à soulager les souffrances de ses semblables. Il préfère se priver d'un peu de bien-être pour soulager la misère que d'en avoir le triste spectacle sous les yeux. Ceci est une excellente sanction rationnelle pour justifier son sentiment.

Nous sommes absolument de l'avis de M. Kidd lorsqu'il dit que plusieurs des systèmes proposés en faveur

des individus misérables, par de soi-disant réformateurs, sont contraires à toute évolution et à tout progrès de la société. Certains cultes, non seulement chrétiens, mais aussi bouddhiques et brahmaniques, tendent à développer un altruisme aussi « surnaturel » que M. Kidd peut le souhaiter pour une religion; il n'est aucunement fondé sur la raison et mérite par conséquent d'être condamné.

M. Kidd répète sans cesse que le développement scientifique du XIXe siècle nous prouve que les intérêts de l'organisme social et ceux de l'individu sont, et resteront en désaccord. D'après lui, l'individu ne trouve jamais en lui-même de sanction pour sa bonne conduite dans une société où les conditions de progrès prédominent; par conséquent il agira toujours à un point de vue personnel. D'après ce qui a été dit plus haut, il est évident que cette constatation ne repose sur rien; et le plan de philosophie mystique et irrationnelle de M. Kidd, étant fondé sur cette base, n'a plus aucune valeur. L'antagonisme inévitable auquel il fait allusion n'existe pas. Au contraire, dans les sociétés réellement progressives, même de nos jours, les intérêts de l'organisme social et ceux de la grande masse des individus sont identiques au lieu d'être contraires. Dans les cas où ce n'est pas ainsi, il y a cependant une sanction de la raison individuelle, si nous employons le mot « raison » dans son sens véritable, et cette sanction fait adopter à l'individu une conduite subordonnée au bien-être de la société en général.

Nous pouvons vérifier l'exactitude des déclarations

de M. Kidd en les appliquant, non à l'ensemble des grandes sociétés d'une façon abstraite, mais aux petits organismes sociaux d'une façon concrète. Prenons pour exemple un régiment, ou l'organisation de la police, ou celle des pompiers. Le premier devoir d'un régiment est de marcher au combat, et le combat, c'est la mort ou les blessures pour un grand nombre de soldats. D'après les idées de M. Kidd, la lutte d'intérêts entre l'individu et l'organisme serait bien plus considérable dans un régiment que dans tout autre groupe civilisé. Cependant nous savons que dans tous les régiments possibles, la subordination de l'individu à l'organisme est plus absolue que dans aucun État civilisé, pris dans son ensemble. En outre, la subordination dans les régiments est en raison directe de la valeur des soldats; elle atteint son plein développement lorsque ceux-ci savent endurer leurs souffrances avec une austère et noble fierté, lorsqu'ils se glorifient des triomphes de l'organisme dont ils font partie, et ressentent ainsi une des joies humaines les plus sublimes. Lorsque M. Kidd dit qu'il n'y a pas de sanction rationnelle pour le progrès, il doit aussi dire, s'il est logique, qu'aucune sanction rationnelle n'empêche le soldat de fuir lorsqu'il n'est pas surveillé, la sentinelle d'abandonner son poste, et l'officier de déserter. Lorsque M. Kidd dit cela, il ne fait que jongler avec les mots. Au cours de leur évolution, les sociétés ont souvent produit le type idéal du soldat et du citoyen; c'est-à-dire le type d'un homme éprouvant, lorsqu'il néglige ses devoirs militaires ou civiques par lâcheté ou par égoïsme, une

honte et une souffrance dont l'intensité ne peut être égalée par la satisfaction d'aucun de ses désirs. Ce phénomène se produit souvent en dehors de toutes considérations religieuses. La civilisation peut développer l'habitude de l'abnégation utile dans une société, comme le fait l'éducation militaire dans un régiment. L'habitude de l'abnégation inutile peut malheureusement se développer aussi; et ceux qui la pratiquent sont à peine moins nuisibles que ceux qui sacrifient les bons aux mauvais.

C'est sur l'action du sentiment religieux dans notre développement que M. Kidd insiste le plus, il l'intitule « le principal ressort de l'histoire humaine ». Sa manière de traiter les sujets religieux est curieuse, car il ne semble pas faire de différence entre la vérité et l'erreur, puisqu'il groupe toutes les religions ensemble. Chez un soi-disant professeur de morale, une telle attitude mérite de sévères reproches, car elle est malhonnête et immorale. D'un bout à l'autre de son livre, il envisage les croyances religieuses au même point de vue, comme si elles étaient toutes similaires et toutes de même valeur; c'est pourtant un simple truisme de dire que la plupart d'entre elles se détruisent mutuellement. Non seulement M. Kidd ne fait pas de différence entre la vérité et l'erreur, mais il lui importe peu que telle ou telle croyance soit vraie ou fausse. Il dit par exemple, en parlant de l'avenir des religions en général, que le plus remarquable résultat de la révolution scientifique inaugurée par Darwin sera « de les établir toutes sur une base aussi solide et aussi

durable qu'aucune de celles rêvées par les théologiens ». Si cette phrase a une signification quelconque, elle signifie que toutes les religions seront établies sur la même base. Il est à peine nécessaire de démontrer la fausseté d'une pareille déclaration. Si le Dieu des Chrétiens est en vérité le seul Dieu, et que sa religion devienne un jour universelle, comme les chrétiens le croient, la base de la croyance en Mumbo Jumbo ne peut être ni solide ni durable. De même les religions de Mahomet et de Bouddha s'excluent mutuellement, et les formes variées du culte des ancêtres et du fétichisme ne peuvent être établies sur une même base, comme elles le seraient d'après la théorie de M. Kidd.

Lorsque M. Kidd reproche à la science son inaptitude à étudier la religion dans un esprit scientifique, il montre encore une fois qu'il ne comprend pas la portée du sujet qu'il étudie. Ses erreurs viennent en partie de ce qu'il donne aux mots de « science » et de « religion » un sens trop étendu. Il y a plusieurs sciences et plusieurs religions, et les hommes qui les professent ou les défendent sont très différents. Lorsque les défenseurs intolérants d'une croyance religieuse s'efforcent par la persécution d'empêcher les savants de chercher à établir la vérité, il est alors inutile de blâmer ces savants pour leurs attaques violentes et acerbes contre une croyance qui provoque de telles persécutions. Les exigences d'une lutte où la vie est engagée privent un homme du sang-froid nécessaire pour mener une enquête purement scientifique. Le naturaliste le plus enthousiaste, s'il est attaqué par un requin, sera bien

plus préoccupé d'éviter ou de repousser l'attaque de l'animal que de déterminer avec précision la famille dont il fait partie. Un trait d'importance secondaire, mais bien amusant, dans l'argumentation de M. Kidd, est qu'il se figure avoir fait une découverte, en apprenant que la religion a toujours joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité. Il ne veut évidemment pas dire cela. Il ne peut ignorer que les grands historiens ont reconnu l'influence considérable de tous les mouvements religieux, tels que la fondation et le développement du Christianisme, la Réforme, l'Islamisme, etc. M. Kidd a raison d'insister sur l'importance du rôle joué par les croyances religieuses, mais il se trompe beaucoup en ne comprenant pas que la majorité des historiens et des sociologues ont rendu pleine justice à l'influence de la religion.

Le plus grand tort de M. Kidd est de détourner les mots de leur vrai sens. Il emploie le mot « raison » dans le sens d' « égoïsme ». Puis, dans un esprit de tautologie mentale, il affirme que la raison doit nécessairement être égoïste et brutale. Il déclare que l'homme qui risque sa vie pour sauver un ami, la femme qui veille un enfant malade, et le soldat qui meurt à son poste, sont des êtres déraisonnables, et que, plus leur raison se développera, moins ils seront tentés d'agir de la sorte. Le simple exposé de ce raisonnement suffit à prouver son absurdité. Il s'agit en effet de savoir si les personnes qui font de tels actes d'abnégation et de dévouement sont des êtres dont l'intelligence s'est abrutie ou développée.

L'homme dont la raison se développe seule, sans être accompagnée d'aucune qualité morale, peut devenir une bête sauvage particulièrement nuisible; mais ce n'est pas une conséquence inévitable du développement de sa raison. Il serait aussi sensé de dire que c'est une conséquence inévitable du développement de sa force physique. Il est certain que l'homme raisonnable qui est égoïste et sans scrupules, agira plus mal par suite de son développement supérieur que l'homme sans raison également égoïste et sans scrupules; il en est de même pour l'homme doué d'une grande force physique. Il peut faire beaucoup de mal à lui-même et aux autres ; mais ce n'en est pas moins de la folie d'accuser la force physique et la raison d'être « anti-sociales et anti-évolutionnistes ». M. Kidd est, comme toujours, trompé par une confusion de mots dont il est responsable. Le développement du rationalisme est nuisible s'il n'est pas accompagné d'un développement moral. Une société uniquement rationaliste tend à disparaître et mérite de disparaître. Mais ceci ne veut pas dire que d'autres sociétés où la raison est tout aussi en honneur, ne peuvent être profondément morales, et capables de s'établir solidement dans le monde.

Les définitions sur lesquelles M. Kidd s'étend si complaisamment, c'est-à-dire celles des sanctions « surnaturelles » et « ultra-rationnelles », pourraient aussi bien s'appliquer aux grossières superstitions des peuples les plus sauvages, qu'aux enseignements du Nouveau Testament. Lorsque M. Kidd insiste sur l'importance de la sanction ultra-rationnelle, il donne à ce mot un

sens si large que son insistance devient exagérée. Il nie apparemment que les hommes puissent jamais atteindre un état, où la raison les poussera à bien agir, même en dépit de leur intérêt personnel. Il est très possible qu'une civilisation parvienne, au cours des siècles, à développer chez la masse des hommes et des femmes le dévouement aussi bien que la sagesse. Il sera alors rationnel pour chaque individu d'agir selon les préceptes les plus élevés de l'honneur, du courage et de la morale. Si le développement intellectuel de cette société marche de pair avec son développement moral, elle fera la guerre avec persistance aux individus chez qui l'esprit d'égoïsme, qui d'après M. Kidd est le seul rationnel, se manifeste avec le plus d'intensité. Elle combattra l'influence de ces individus et les empêchera de se propager, tendant ainsi à devenir une société dans laquelle la sanction rationnelle du progrès sera identique pour l'État et pour les particuliers. Cet idéal n'a jamais encore été atteint, mais bien des signes montrent qu'on peut espérer le voir un jour se réaliser. Dans les sociétés progressives, nous nous en rapprochons dans la mesure où la sanction du progrès est la même pour l'État et pour la masse des individus qui le composent. Quand il cessera d'en être ainsi, le progrès lui-même s'arrêtera, et la société finira par disparaître.

M. Kidd ayant parlé de la religion d'une façon générale et avec beaucoup de vague mysticisme, s'efforce ensuite de décrire le rôle des croyances religieuses dans l'évolution de la société. Il a déjà défini plusieurs fois

la religion d'après différents auteurs, il en vient maintenant à sa propre définition. Mais il commence par répéter sa théorie favorite qu'il n'existe pas de motif rationnel pour se bien conduire individuellement en société, employant comme toujours le mot « rationnel » comme synonyme d'égoïste. Il affirme ensuite qu'il ne peut exister de religion rationnelle. Tout ce que M. Kidd demande apparemment à une religion, c'est d'être « ultra-rationnelle », adjectif qu'il préfère à irrationnelle. En d'autres termes, il écarte comme inutile toute discussion traitant de la vérité des croyances religieuses.

M. Kidd définit la religion comme étant « une forme de croyance donnant à l'individu une sanction ultra-rationnelle pour sa conduite, lorsque ses intérêts et ceux de l'organisme social sont en lutte, et subordonnant l'individu à la société dans l'intérêt général de l'évolution des races. » M. Kidd dit que ce principe est à la base de toute religion. Ceci est une erreur évidente. Aucune des religions qui s'occupent exclusivement de la vie future, et dont M. Kidd lui-même ne peut nier le caractère religieux, ne se base sur ce principe. Elles n'ont rien à faire avec les intérêts généraux de l'évolution des races. Elles ne s'occupent que des âmes et de la vie future, du monde surnaturel et non du monde réel. Toutes les religions, et toutes les formes de religions dans lesquelles l'ascétisme prend un développement exagéré, sont positivement contraires à l'organisme social. Elle ne tendent pas le moins du monde à « subordonner l'individu à la société dans l'intérêt

général de l'évolution des races ». Une religion comme celle des Shakers amène la disparition presque immédiate de l'organisme dans lequel elle se développe. Elle subordonne les intérêts de l'organisme à ceux de l'individu. Ceci est également vrai de l'ascétisme chrétien ou mahométan dans ses formes les plus exagérées. Il est très probable qu'il y avait une population celtique en Islande avant la venue des Norsemen, mais ces Celtes étaient des chrétiens de la secte Chaldéenne. Ils étaient anachorètes, et professaient une religion qui subordonnait entièrement le développement de la race en ce monde au bonheur de l'individu dans l'autre. En conséquence, ils moururent sans laisser de successeurs. Il y a des croyances, comme le sont actuellement la plupart des croyances chrétiennes, catholiques et protestantes, qui contribuent beaucoup à l'élévation de la race en apprenant aux individus à subordonner leurs intérêts à ceux de l'humanité; mais il est absurde de dire cela de toutes les formes de la religion.

Il est également absurde de prétendre que ce principe, dont M. Kidd fait le fondement de toutes religions, n'inspire pas aussi plusieurs formes de croyances morales qui n'ont aucun caractère religieux. Sa définition s'appliquerait plutôt à certaines formes d'altruisme ou d'humanitarisme, tandis qu'elle ne définit pas du tout la religion si l'on emploie ce dernier mot dans son sens habituel. Si M. Kidd écrivait un livre sur les chevaux, et qu'il définît le cheval : « un animal zébré vivant à l'état sauvage dans le Sud de l'Afrique », sa définition s'appliquerait à une certaine variété de la

race chevaline, mais elle ne s'appliquerait pas à l'animal que nous désignons généralement sous le nom de cheval ; de plus elle serait assez vague pour comprendre encore plusieurs espèces. La définition de la religion par M. Kidd a de même des sens multiples. Elle ne définit pas du tout la religion si l'on donne à ce mot son sens habituel, et tout en s'appliquant à certaines croyances religieuses, elle s'applique aussi parfaitement à certaines croyances dépourvues de caractère religieux. Nous devons par conséquent nous souvenir en lisant l'argumentation de M. Kidd, du sens particulier qu'il donne au mot religion.

Il est probable que, dans la lutte pour la vie, les sociétés qui survivront sont celles dont la majorité des membres a une tendance au travail désintéressé pour le bien général, tendance découlant de sentiments humanitaires, altruistes, ou religieux. M. Kidd s'exprime d'une manière si vague qu'on peut donner à ses idées le sens suivant : « Il naît de temps en temps une superstition irrationnelle au cours de l'évolution des sociétés, elle exerce une grande influence sur la race humaine, puis elle disparaît; et cette succession de religions éphémères continuera longtemps, peut-être jusqu'à la fin du monde ». Il peut vouloir dire aussi que l'humanité n'avancerait pas sans cette foi perpétuelle qu'elle accorde au mensonge. Je le répète, les théories de M. Kidd sont suffisamment obscures pour exprimer tout cela, mais dans ce cas, son livre devient toute autre chose qu'une défense de la religion.

Si on accepte l'idée d'une autorité surnaturelle se

manifestant par une religion quelconque, on ne peut en même temps admettre également toutes les religions bonnes ou mauvaises. On ne peut, tout au plus, en admettre qu'une ou deux. Lorsque M. Kidd groupe ensemble toutes les religions, il fait une offense aux croyants sincères. De plus, en insistant uniquement sur le côté irrationnel de la religion, il exalte les formes de superstition qui choquent le plus les êtres raisonnables, et qui sont blamées par les adeptes de toutes les religions élevées. Il condamne Lecky pour son opinion sur les anachorètes peu sympathiques du type de saint Siméon Stylite. Il dit que cet idéal du IVe siècle devrait être approuvé au lieu d'être blâmé, car il est un exemple de la vigueur des forces sociales primitives. Ceci est inexact. Le type d'anachorète que M. Lecky condamne si justement florissait surtout dans l'Afrique Chrétienne et en Asie Mineure, pays où le Christianisme fut si promptement remplacé par l'Islamisme. Ce n'était pas un exemple de la vigueur des forces sociales primitives, c'était au contraire une preuve que ces forces sociales étaient usées et avaient perdu leur vigueur. Là où un anachorète, du type décrit par M. Lecky et approuvé implicitement par M. Kidd, était considéré comme le type idéal du chrétien et donnait le ton à la pensée religieuse, la société chrétienne était affaiblie et incapable de tenir tête aux superstitions à peine plus absurdes de la religion mahométane. Un tel ascétisme n'avait presque rien de commun avec la partie vigoureuse et grandissante du Christianisme Européen à cette époque. Il se rapprochait plutôt des pratiques repous-

santes des derviches mahométans que d'une religion inspirée des purs et sublimes enseignements des quatre Évangiles. Saint Siméon Stylite ressemble davantage à un fakir de l'Inde qu'à Phillips Brooks où à Mgr Ireland.

M. Kidd a raison d'insister sur l'influence qu'ont eue les idées humanitaires et morales, au cours des derniers siècles, influence bien plus considérable que celle de la prospérité matérielle. Il a bien raison d'appuyer sur le grand rôle du Christianisme dans le développement de la civilisation Occidentale. Mais il devrait cependant se souvenir que d'autres forces agissent indépendamment du Christianisme extérieur, et que suivant les races, ce Christianisme amène des résultats très différents. M. Kidd n'a qu'à se rappeler que l'Abyssinie et Haïti sont des pays chrétiens.

En résumé, tout ce que dit M. Kidd à propos de religion doit être compris d'après le sens particulier qu'il donne aux mots. Si nous prenions les mots « religion » et « croyance religieuse » dans leur sens ordinaire, et que nous acceptions les données de M. Kidd, il faudrait en conclure que le progrès dépend surtout de la ferveur de l'esprit religieux, et qu'il est sans importance que la religion elle-même soit vraie ou fausse. Si cela était exact, le progrès serait surtout rapide dans un pays comme le Maroc où l'esprit religieux est très intense, bien plus intense que dans tout pays chrétien, mais où le développement religieux s'est fait aux dépens du développement moral, ce qui a amené la décadence du pays. Il est certain que les idées morales d'une nation peuvent, dans certains cas, être basées sur la religion et

se développer suivant ses enseignements. M. Kidd aurait pu cependant se convaincre, par quelques études philosophiques, que dans certains pays les idées morales sont en guerre ouverte avec les croyances religieuses. Parfois aussi elles se développent indépendamment de toute religion. L'État du Soudan gouverné par le Mahdi est une preuve de cette affirmation. Là, ce que M. Kidd appelle les sanctions ultra-rationnelles et surnaturelles étaient acceptées aveuglément, et gouvernaient le peuple contrairement aux lois de la raison et de la morale. Il est pourtant difficile de dire que le Soudan soit plus progressif que l'Écosse ou le Minnesota par exemple, où il y a moins de cet esprit que M. Kidd appelle religieux, et qu'il devrait appeler superstitieux.

M. Kidd se place à un point de vue absolument faux lorsqu'il traite de questions religieuses, mais il manie très bien certains autres sujets. Dans son excellent chapitre sur le socialisme moderne, il démontre clairement que la suppression des causes de lutte et de concurrence nous conduirait à un état inférieur de société. Il ne démontre pas aussi clairement combien l'excès de concurrence et la lutte trop violente font dégénérer la race au lieu de l'améliorer. Il explique comment la vraie fonction de l'État, dans ses rapports avec la vie sociale, est d'égaliser les chances de concurrence, non de les abolir. En effet, nos vœux vont vers celui qui réussit, et malgré la pitié que nous ressentons pour celui qui échoue et ne peut pas suivre la course, nous ne lui décernons pas cependant la couronne du vainqueur. Nous supprimons tous les handicaps afin que la course

se fasse dans des conditions plus justes que jadis. Nous voulons qu'elle donne plus que jamais la preuve des vrais mérites du vainqueur, qu'elle l'oblige à se dépenser corps et âme pour atteindre le but. L'attitude de M. Kidd vis-à-vis du socialisme est excellente. Il reconnaît les maux auxquels le réformateur socialiste cherche à porter remède, mais il déclare qu'on ne peut remédier à ces maux aux dépens de la prospérité du genre humain, comme le proposent les socialistes.

M. Kidd voit que l'égalité politique est maintenant à peu près générale, et qu'il faut désormais travailler à ce que tout le monde ait des occasions égales de se distinguer dans la lutte pour la vie. M. Kidd a vu clairement et a bien démontré l'importance considérable de cette question à l'heure actuelle. Il mérite de grands éloges pour l'avoir mise en lumière.

Nous approuvons M. Kidd lorsqu'il déclare que notre évolution ne peut être qualifiée d'essentiellement intellectuelle. Mais l'évolution intellectuelle doit se manifester aussi, et il semble l'ignorer un peu trop. Une race absolument inintelligente ne saurait atteindre un niveau social très élevé ; les nègres, par exemple, sont demeurés inférieurs, autant par manque de développement intellectuel que pour toute autre cause. Cependant le facteur indispensable au maintien d'une race est la faculté d'atteindre un haut degré d'action sociale efficace. L'amour de l'ordre, les qualités du soldat et celles de l'éducateur, la faculté de subordonner ses intérêts personnels à ceux de la société — ces qualités et d'autres semblables, produisent l'action sociale efficace. La

race qui les possède supplantera sûrement celle qui se compose d'intellectuels brillants, mais froids, timides et égoïstes, qui ne savent ni combattre ni faire œuvre d'éducation, et qui ne sont pas capables d'amour désintéressé pour le bien public. En d'autres termes, pour l'individu comme pour la société, l'énergie morale est bien plus importante que l'instruction. L'instruction est nécessaire, et son développement n'est pas contraire à celui de l'énergie morale ; mais s'il faut choisir entre les deux, nous choisissons l'énergie morale sans un instant d'hésitation.

XI

CIVILISATION ET DÉCADENCE

Le livre de M. Brooks Adams : *Law of Civilisation and Decay* est un des livres les plus attristants qui aient été écrits. C'est un récit d'une concision remarquable. Dans un volume de moins de quatre cents pages M. Adams met en lumière quelques-uns des principaux facteurs qui ont amené le développement et l'évolution de la vie civilisée depuis deux mille ans. Cette étude est menée si brillamment, qu'elle nous donne un aperçu des plus vivants sur quelques-unes des caractéristiques les plus importantes de l'histoire du monde chrétien. Je dis sur quelques-unes seulement, car un des points défectueux de ce brillant ouvrage est de laisser dans l'ombre certaines phases de la vie des nations — phases tout aussi importantes que celles qu'il examine avec tant de maîtrise. En outre, il néglige de signaler des faits qui jetteraient la lumière sur d'autres dont il reconnaît pleinement l'importance. Ces omissions sont très naturelles chez un écrivain dont le point de vue est absolument nouveau, et qui jette tant de clarté sur des problèmes restés obscurs jusqu'ici. Même lorsqu'il

est le plus amer, M. Adams écrit avec une conviction dont l'intensité fait songer à un prophète et à un réformateur plutôt qu'à un historien. Il est rare qu'un historien contribue à éclairer la philosophie de l'histoire; c'est pourtant ce qu'a fait M. Adams. Comme tous ceux qui défrichent une terre nouvelle, il trace de temps en temps un sillon qui n'est pas droit.

Ce livre est rempli de descriptions vivantes, de phrases qui se gravent dans la mémoire, car M. Adams est merveilleux dans l'art d'esquisser par quelques traits lumineux les caractères principaux d'un sujet. L'histoire des Croisades, l'aperçu de la conquête de l'Inde par les Anglais, la courte histoire du développement de la maison de Rothschild, sont des chefs-d'œuvre. On ne trouve dans aucun ouvrage aussi restreint, une si juste appréciation des Croisades et des causes qui les ont motivées, des portraits aussi remarquables de leurs principaux acteurs. On est tenté de dire que M. Adams s'est surpassé dans sa description des Croisades. Il traite d'un des plus grands événements de l'humanité; et il saisit non seulement les colossales manifestations extérieures de cet événement, mais l'esprit même qui l'animait, et surtout les changements étranges et funestes que cet esprit a subi. Les baronnies fondées par les Croisés en Terre-Sainte avec leur gouvernement féodal mal affermi, sont présentes aux yeux du lecteur mieux que dans bien des volumes consacrés spécialement à ce sujet. Il est difficile de décrire une forteresse de telle sorte qu'elle reste à jamais gravée dans l'esprit; c'est pourtant ce que fait M. Adams, lorsqu'il traite des

sombres châteaux forts, effrayants de dimensions et de puissance, construits par les Templiers et les Hospitaliers pour servir de remparts contre les Sarrasins. M. Adams n'est pas seulement un érudit à la recherche de documents ; il envisage le côté artistique des choses et se passionne pour cette étude. Il montre avec une beauté et une vigueur de style qui conviennent à son sujet, combien l'art européen a été influencé par les Croisades. Tout le monde ne peut pas écrire d'une manière également intéressante, sur l'architecture sacrée et sur la tactique militaire, ni apprécier également la beauté des cathédrales gothiques et la force menaçante des forteresses féodales, encore moins découvrir les rapports qui existent entre elles.

L'histoire de la prise de Constantinople par les Croisés sous les ordres du Doge aveugle Dandolo est racontée avec une crudité brutale qui convient parfaitement au sujet. Nulle part ailleurs M. Adams n'insiste avec tant d'à-propos sur la lutte de ce qu'il appelle l'esprit économique et l'esprit imaginatif. L'incident confirme sa théorie favorite du triomphe inévitable de l'homme pratique sur l'homme d'imagination à mesure que les sociétés se centralisent, et la ruine non moins inévitable dans un temps donné de l'état politique résultant de ce triomphe même. L'histoire de la conquête anglaise de l'Inde est non moins intéressante. On peut dire en passant que l'un des principaux mérites de M. Adams est de ne pas se laisser influencer par la critique moderne dirigée contre Macaulay. Il comprend la valeur de Macaulay comme historien, et sa véracité

absolue sur bien des points où il a été le plus vivement attaqué.

Le livre de M. Adams est bien autre chose que le simple récit de brillants épisodes. Il considère avec raison que la valeur des faits dépend de leurs rapports entre eux, et d'après son observation personnelle il déduit certaines lois avec une impartialité digne de Thucydide. La vie des nations, comme toute autre forme de vie, n'est qu'une manifestation d'énergie ; et il est facile de comprendre la sombre philosophie de M. Adams lorsqu'on sait que la crainte et l'avidité sont pour lui les causes principales de l'effort humain ; la crainte se manifeste au début de l'évolution de la barbarie à la civilisation, l'avidité, lorsque cette évolution est arrivée à un certain développement. Il considère uniquement la civilisation comme un mouvement de l'humanité qui va d'un état de dispersion à un état de concentration. Durant les premières phases de ce mouvement, l'homme d'imagination — qui vit dans la crainte d'un sacerdoce — est, dans l'opinion de M. Adams, le type le plus répandu; il place à la même époque le soldat et l'artiste. A mesure que la société se consolide, l'homme pratique, — c'est-à-dire l'industriel, le commerçant, le capitaliste — supplante l'homme impulsif et l'artiste. Cette société uniquement composée d'hommes pratiques se divise finalement en deux groupes, — « l'usurier sous son aspect le plus redoutable et le paysan qui, grâce à son système nerveux, prospère avec une nourriture peu abondante. » Ces deux types peu sympathiques sont, toujours d'après M. Adams, le résultat inévitable

de toute civilisation ; lorsqu'ils sont complètement développés il survient soit une période où la société est stationnaire et pendant laquelle le corps politique s'atrophie graduellement, soit une période de désagrégation complète.

Ceci n'est pas une théorie réjouissante ; c'est en plus sur bien des points, une théorie entièrement fausse, mais cependant elle contient quelques tristes vérités. Sans admettre toutes les théories de M. Adams, ni tous les faits sur lesquels il les fonde, il faut bien reconnaître qu'il y a plus d'un trait de ressemblance entre le monde actuel et le monde sous l'Empire Romain, ou le monde grec après la mort d'Alexandre. Mais M. Adams ne sait pas apprécier les différences fondamentales qui empêchent tout parallèle entre ces époques. Son zèle pour la défense de ses théories l'entraîne souvent à faire des déclarations qu'il est impossible de soutenir.

L'histoire de Henri VIII et de la Réforme en Angleterre par M. Adams est sans doute plus exacte que celle de Froude. Mais son opinion sur les maux auxquels les réformateurs firent la guerre, et sur l'esprit qui inspirait et encourageait les chefs de la Réforme, n'est certainement pas aussi juste que celle donnée par Froude dans son *Érasme* et son *Concile de Trente*. On peut se faire une idée plus exacte des choses en étudiant l'ouvrage de M. Henry-C. Lea sur l'*Inquisition*. La description que fait M. Adams de la Réforme en Angleterre est cependant très intéressante, et contient d'amères vérités ; je préfère néanmoins son histoire de la sup-

pression des Templiers en France. Les Templiers sont les héros favoris de M. Adams.

M. Adams se surpasse lorsqu'il décrit l'homme d'imagination, surtout celui dont l'énergie se manifeste dans la profession des armes. Sa description des changements extraordinaires survenus en Europe durant les siècles qui ont vu ce qu'on appelle la décadence de la foi, est particulièrement remarquable. Il serait difficile de trouver dans une autre histoire une phrase décrivant, sous d'aussi vives couleurs que celles-ci, le triomphe du pape Hildebrand sur l'empereur Henri :

« Le monde apparaissait, aux soldats de l'empereur Henri, comme un grand espace peuplé d'êtres fantastiques, tels qu'on en voit encore sur les tours gothiques. Ces démons obéissaient au moine de Rome, et l'armée de l'empereur, frappée d'une terreur sans nom, abandonna son chef. »

Le récit des relations de Philippe-Auguste et de Philippe le Bel avec l'Église, est d'une vigueur dramatique. Aux yeux de M. Adams, Philippe le Bel, encore plus qu'Henri VIII, représente l'esprit économique dans son conflit avec l'Église : il le considère comme plus repoussant qu'Henri VIII. Il a probablement raison en cela. Son histoire de la poursuite du pape Boniface et de la destruction cruelle des Templiers est aussi émouvante que véridique ; mais il pousse sa théorie à l'extrême lorsqu'il dit que la classe aisée, représentée par la bourgeoisie, était déjà la force dominante en France. Les héros de Froissart n'existaient pas encore, et pendant bien des siècles les bourgeois devaient avoir

une influence bien inférieure à celle du roi, de la noblesse ou du clergé. L'homme pratique, le commerçant enrichi avaient peu de poids à cette époque.

Aucun observateur sérieux du monde actuel, aucun sociologue, aucun réformateur, aucun homme d'État ayant des vues d'avenir, ne niera que les tristes prédictions de M. Adams ne reposent sur un grand fonds de vérité. L'optimisme de parti pris est presque aussi nuisible que le pessimisme ; la condition indispensable de tout effort ayant pour but d'améliorer notre état social est la connaissance exacte de cet état. Il est inutile de nous aveugler sur certaines des tendances et des résultats de notre civilisation intense. Certains symptômes de mauvais augure se sont multipliés de plus en plus au cours de ce siècle, pendant lequel les conditions sociales de la race blanche se sont transformées et se transforment avec une rapidité toujours croissante. Les riches se sont incontestablement enrichis ; et malgré la tendance qu'ont les plus sérieux observateurs à nier que les pauvres soient devenus plus pauvres, il est certain que la misère a augmenté d'une manière absolue, sinon relative, et que les pauvres tendent de plus en plus à s'entasser dans les villes. Leur nombre est, relativement au reste de la population, inférieur à ce qu'il était jadis, mais cependant ils constituent un danger non seulement pour notre prospérité, mais pour notre existence. Le perfectionnement des moyens de communication a, de plus, favorisé l'expansion de la population urbaine aux dépens de la population rurale : et les philosophes considèrent généralement que la prospé-

rité d'une nation repose sur ses paysans. Le progrès des machines, la perfection des méthodes scientifiques font un tort considérable, quoique temporaire, aux ouvriers. De plus, il y a chez les nations civilisées une certaine mollesse de caractère qui pourrait peu à peu développer la culture et le raffinement aux dépens des qualités qui seules peuvent assurer le triomphe d'une race. Il y a aussi chez elles une tendance à s'ankyloser socialement, à perdre toute souplesse, toute aptitude à se transformer. Le signe le plus grave de tous, c'est que depuis deux générations, les races les plus civilisées, de même que les classes les plus civilisées de toutes races, perdent la faculté de se multiplier, ou même décroissent ; à l'heure actuelle, les craintes exprimées il y a un siècle par les disciples de Malthus paraissent absurdes à un habitant de la France ou de la Nouvelle-Angleterre.

M. Adams ne croit pas qu'un individu ou un groupe d'individus puissent avoir une influence bonne ou mauvaise sur la destinée d'une race. Tout le monde est d'accord qu'il est très difficile d'amener un changement dans une destinée par l'effort individuel ; mais rien ne prouve que ce soit impossible. M. Adams rendra un grand service s'il réussit à fixer l'attention des hommes sur les problèmes qu'ils ont à résoudre, et qu'ils connaissent mal la plupart du temps. Je ne crois pas que son diagnostic du mal soit exact en tous points. Je crois même qu'il y a une grande quantité de bons éléments dont il ignore l'existence ; mais le mal existe, et il est assez grave pour mériter un examen sérieux.

M. Adams attache une importance exagérée à la question de la hausse et de la baisse des valeurs. Il n'est pas douteux qu'une nation soit profondément affectée par le cours de ses valeurs ; mais la question financière n'est pas la plus importante de toutes celles qui influent sur son développement. Les États-Unis ont eu la monnaie d'or et la monnaie d'argent ; ils ont eu la monnaie de papier, ils ont même été réduits à la circulation de monnaies étrangères disparates ; mais ils continuent à se développer dans le même sens, quelle que soit la circulation monétaire. Si un changement de monnaie favorisait la malhonnêteté, c'est-à-dire la répudiation des dettes, ce serait une chose très fâcheuse au point de vue moral ; de même si ce changement dépréciait temporairement les moyens d'achat du salarié, il aurait un effet matériel très nuisible ; mais le courant de la vie nationale ne serait pas pour cela entièrement détourné ou arrêté, il serait seulement ralenti. Les forces qui ont une influence considérable sur la vie nationale sont bien indépendantes de la question de l'or ou de l'argent, de la hausse ou de la baisse d'un métal par rapport à un autre.

M. Adams démontre inconsciemment ce fait dans son premier et si intéressant chapitre sur les Romains. Dans une partie de ce chapitre il semble attribuer la ruine de l'Empire Romain à la diminution du numéraire, disant : « Cette diminution entraîna la baisse des prix qui ruina la population rurale d'Italie, la réduisit en esclavage, et finalement la fit disparaître. » Il attribue ce phénomène au développement de l'esprit économique

ou capitaliste. Suivant lui, « le type le plus fort extermina le plus faible, l'usurier ruina le cultivateur, les soldats disparurent, et les fermes jadis florissantes furent abandonnées ».

M. Adams raconte comment ces événements se produisirent au cours des deux siècles s'étendant de la fin de la deuxième guerre punique au règne du premier empereur romain; il est curieux de remarquer que c'était précisément une époque ou le numéraire augmentait au lieu de diminuer. De plus, c'était une époque où les soldats, et non les commerçants, dominaient. Les grands Romains du second et du premier siècle avant Jésus-Christ étaient des soldats, non des marchands ou des usuriers; ils n'avaient l'instinct économique que dans la mesure où l'ont tous les soldats qui s'emparent des biens accumulés par les commerçants. Ce fut durant ces siècles où le type militaire dominait et où le prix des marchandises s'élevait, que la ruine et l'esclavage des populations rurales d'Italie commença. Ce fut durant ces siècles que les cultivateurs abandonnèrent le sol et devinrent la populace de Rome, réclamant sans cesse du pain et les jeux du cirque. Ce fut vers la fin de cette époque que l'armée romaine cessa d'être composée de citoyens romains et ne compta plus que des barbares exercés aux méthodes romaines. Ce fut vers la fin de cette époque que le célibat devint un mal si criant qu'on s'efforça vainement d'y remédier par une loi, et que la race romaine dégénéra peu à peu. Ce qui arriva dans les siècles suivants — l'époque de la diminution du numéraire et de la hausse

des prix — n'était que le complément de la ruine déjà accomplie.

Ces faits paraissent démontrer clairement que la question du cours des valeurs a été pour peu de chose dans la décadence de la vigueur romaine. Les conditions monétaires ont changé du tout au tout au cours de cette décadence, sans pour cela interrompre sa marche. Elle a été bien plutôt, comme le montre M. Adams, le résultat du tort immense causé au cultivateur italien par l'importation d'esclaves asiatiques et africains ; il n'est pas nécessaire de chercher ailleurs la cause de sa ruine. Il fut obligé de lutter avec des races de vitalité inférieure, des races ayant la vie dure, qui se contentaient de peu de chose, et qui fournirent une main-d'œuvre à bon marché au propriétaire d'esclaves. M. Adams montre que le cultivateur a souffert non seulement de la concurrence des esclaves en Italie, mais encore de celle que lui faisait le travail à bon marché en Égypte et ailleurs. Si M. Adams avait développé cette idée avec son talent habituel, il nous aurait montré d'une façon saisissante le contraste entre la vie politique et sociale des États civilisés, et la vie politique et sociale de Rome, durant ce qu'il appelle l'époque du capitalisme ou époque finale. Actuellement, dès l'instant où la démocratie est convaincue que l'ouvrier et le paysan souffrent de la concurrence du travail à bon marché, elle arrête cette concurrence, quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente : immigration étrangère, importation de produits manufacturés par des ouvriers à faibles salaires, ou d'articles fabriqués

par des forçats. Nous nous défendons contre l'envahissement chinois ; nous avons mis fin à la rivalité du travail des forçats et du travail libre ; nous sommes capables de nous protéger par des tarifs douaniers prohibitifs contre les effets du travail à bon marché en pays étrangers ; et finalement, par notre guerre civile, nous avons entièrement détruit l'esclavage qui menaçait l'existence de l'ouvrier libre, comme jamais elle ne pourra être menacée par le développement de l'esprit « capitaliste ».

M. Adams a une connaissance approfondie des questions financières, et il faudrait être très compétent sur ce sujet pour discuter avec lui plusieurs de ses opinions. Néanmoins, au sujet des questions financières et économiques, accessibles à un homme de connaissances moyennes, les termes qu'il emploie sont un peu trop vagues, par exemple lorsqu'il parle de « producteurs ». Le producteur, dépeint par l'orateur populiste ou l'auteur de pamphlets politiques et économiques, est un être avec lequel nous nous sommes familiarisés au cours de nos campagnes électorales ; mais il nous est impossible de dire ce qu'on entend actuellement par ce nom. D'après un certain groupe de Populistes, le fermier est le producteur; mais d'après un autre groupe plus absolu, le fermier qui ne fait que diriger une exploitation n'est pas un producteur, cette école n'appliquant le terme de « producteur » qu'à l'ouvrier qui travaille manuellement. D'autre part, ceux qui parlent avec une précision scientifique, doivent forcément classer sous ce nom tous les hommes dont le travail a

pour résultat la production, d'une manière directe ou indirecte. D'après cette définition, les inventeurs et ceux qui perfectionnent les moyens de transport, tels que les directeurs de compagnies de chemins de fer, les hommes qui facilitent le travail d'autres producteurs, tels que les banquiers qui prêtent avec intelligence, doivent être tous classés comme producteurs, et souvent parmi les plus utiles.

La masse de la population se compose de producteurs; par conséquent la majorité des achats et des ventes se fait entre producteurs. Il faut un groupe de producteurs pour conclure un marché avec un autre groupe, également composé de producteurs; il en résulte que la hausse ou la baisse des prix est une chose bonne ou mauvaise suivant les groupes et d'après leur cas particulier. M. Adams considère l'époque comprise entre le milieu du XIIe et le milieu du XIIIe siècle, comme une époque de « prospérité presque sans égale », il attribue cela au développement de la circulation monétaire qui « entraîna la hausse des prix; tous les producteurs s'enrichirent, et pendant plus de deux générations, l'intensité de la concurrence diminua tellement que les différentes classes de la population abandonnèrent la guerre acharnée qu'elles se font toujours en des temps moins heureux ». On ne voit pas bien comment la hausse des prix peut enrichir du même coup deux producteurs dont l'un vend et l'autre achète, ni comment elle peut diminuer l'intensité de la concurrence. Actuellement, la concurrence ne diminue pas lorsque les prix sont élevés, et certaines époques de

grande prospérité ont coïncidé avec une baisse de prix considérable. Nous avons lieu de croire qu'il est très avantageux pour les ouvriers que les marchandises soient à des prix modérés. La hausse leur fait généralement du tort. De plus, au siècle dont parle M. Adams, les non-producteurs étaient les grands seigneurs féodaux, les rois et le clergé; ceux-ci étaient alors tout puissants. Cette même époque vit les Croisades féroces contre les Albigeois. Il est vrai que ce n'était que le prélude d'une époque encore pire — celle de la guerre de Cent Ans, des révoltes de paysans et des Jacqueries, sans parler des *grandes compagnies* qui parcouraient le pays ne songeant qu'à piller et à détruire. Ce redoublement de maux était dû à une nouvelle explosion de l'esprit « imaginatif »; mais l'époque précédente fut marquée par des famines et des épidémies presque continuelles, sans compter le meurtre, l'oppression, le pillage, et la corruption générale. D'après M. Adams « les différentes classes de la population abandonnèrent alors la guerre acharnée qu'elles se font toujours en des temps moins heureux ». Tout ce qu'on peut dire en réponse à une telle opinion, c'est qu'il n'y a pas de nos jours une société civilisée où les différentes classes de la population se fassent la guerre avec une férocité comparable à celle qu'elles manifestaient alors. Il n'y a pas de société civilisée où la famine et les maladies, sans parler de la guerre, causent au pauvre peuple tant de misère que jadis, particulièrement aux ouvriers et aux salariés qui constituent la base des classes productrices.

Je ne partage pas non plus l'opinion de M. Adams

sur bien des faits qu'il rapporte dans son dernier chapitre, et pourtant ce chapitre est non seulement très curieux mais très émouvant, et renferme certaines idées que nous approuvons entièrement. A travers la froide impartialité que M. Adams s'efforçe de garder dans son rôle d'historien, on devine de temps à autre sa colère intérieure et son mépris véhément pour tout ce qui est vil et mesquin dans une civilisation uniquement matérielle et capitaliste. Toutes les âmes généreuses ne peuvent qu'approuver son indignation pour ce qui est bas et méprisable dans notre développement : la déification de la Bourse, du comptoir, et de l'usine. Lorsqu'on voit des hommes éminents refuser de soutenir l'honneur national, parce que « cela est nuisible aux affaires » ou parce que « cela diminue le taux des valeurs » ; lorsqu'on voit des hommes admettre la charmante théorie de M. Edward Atkinson que le patriotisme n'a aucune importance en regard du prix des toiles de coton, ou de victoires économiques sur les marchés étrangers, il n'est pas étonnant qu'un homme, dont les ancêtres ont travaillé à fonder notre gouvernement et à le défendre pendant la guerre civile, soit pessimiste en songeant à l'avenir. M. Adams devrait néanmoins se souvenir qu'il y a toujours eu des hommes préoccupés uniquement de questions matérielles. Actuellement M. Eliot, le directeur d'un de nos plus grands établissements d'éducation jette le discrédit sur tous les hommes instruits par son attitude dans l'affaire du Vénézuéla. Il renonce si complètement aux principes américains qu'il se voit abandonné même par l'homme d'État

anglais dont il défendait la cause. Si M. Adams se reportait à l'histoire de l'administration de Madison par son frère Henry Adams, il verrait que M. Eliot a beaucoup d'ancêtres intellectuels parmi les fédéralistes *blue lights* de cette époque. Timothy Pickering manifestait alors le même ardent désir de soutenir un pays étranger aux dépens de l'honneur de sa nation, et Timothy Pickering était un sénateur des États-Unis, dont la conduite était par conséquent bien plus répréhensible que celle d'un simple particulier. Nous avons avancé, non reculé, depuis 1812.

Ceci s'applique également à ce que dit M. Adams de la décadence du type militaire et de l'importance considérable de l'usurier. Il exagère en affirmant que le rôle du soldat en Europe a beaucoup diminué depuis 1871, et que l'administration de la société est tombée aux mains de « l'homme pratique », ce qui a amené un changement « plus radical qu'aucun de ceux survenus à Rome ou même à Byzance ». Tout d'abord, une période d'un quart de siècle est beaucoup trop courte pour admettre une pareille généralisation. De plus, les faits la démentent. A l'heure présente, le peuple allemand est aussi militaire qu'il ne l'a jamais été, il l'est même davantage que pendant les deux siècles qui ont précédé Bismarck et Moltke. Il est aussi inexact de dire « qu'en France le chef du gouvernement n'appartient plus au type guerrier mais au type capitaliste. » On peut difficilement classer Louis XV et Louis-Philippe parmi les guerriers d'un type quelconque ; et l'affaiblissement relatif de l'armée française résulte du

développement de l'armée allemande et non de l'expansion du type capitaliste en France. D'après M. Adams, le rôle du soldat diminue de plus en plus depuis la capitulation de Paris ; les financiers (et par ce mot M. Adams entend tous ceux qui travaillent) se bornent à payer au soldat sa solde et à lui donner des ordres, sans lui permettre d'avoir un avis même dans les questions de paix et de guerre. Cette situation est précisément celle que les armées des peuples de langue anglaise occupent depuis deux siècles ; et c'est aussi depuis deux siècles que ces peuples ont produit leurs soldats les plus remarquables. Marlborough et Wellington, Nelson et Farragut, Grant et Lee, répondent exactement à la définition donnée par M. Adams, de la situation inférieure où sont tombés les soldats. Les États-Unis viennent d'élire président un homme qui, comme plusieurs de ses prédécesseurs, doit en grande partie sa haute situation politique à sa bravoure militaire, et ne représente en rien le type capitaliste [1].

M. Adams fait aussi la remarque attristante que « les producteurs sont devenus les sujets des possesseurs de grandes fortunes » et que les prêteurs d'argent forment une aristocratie parmi les capitalistes, tandis que les débiteurs sont impuissants entre les mains des créanciers. Cette opinion est vraiment indigne de M. Adams et de quiconque dépasse le niveau intellectuel de M. Bryan, de M. Henry George ou de M. Bellamy. Tout homme qui a la moindre expérience de la législation,

[1] Le président Mac-Kinley.

soit comme membre du Congrès fédéral, soit comme législateur d'État, sait qu'actuellement les lois sont faites bien plus au profit des débiteurs qu'à celui des créanciers ; au surplus, parmi les prêteurs d'argent beaucoup sont des salariés. Les « producteurs », — quels qu'ils soient, — ne sont pas les sujets des « possesseurs de grandes fortunes ». Le capitaliste absolu n'existe pas, et c'est perdre son temps que de comparer la situation du capitaliste de nos jours avec celle qu'il occupait lorsque ses ouvriers étaient des esclaves et les législateurs ses créatures. Le prêteur d'argent, et par ce nom je suppose que M. Adams entend le banquier, n'est pas un aristocrate comparé aux autres capitalistes, — du moins aux États-Unis. Le marchand, le manufacturier, le propriétaire d'un chemin de fer occupe la même situation que le banquier ; et les banquiers varient entre eux comme tous les autres hommes d'affaires. Ils ne constituent pas du tout une « classe » ; quiconque le désire peut entrer dans la banque ; on y réussit et on y échoue comme dans toute autre affaire. Quant à l'impuissance des débiteurs, si M. Adams connaît des personnes ayant prêté de l'argent au Kansas ou dans des États similaires, elles l'éclaireront facilement à ce sujet et lui donneront une idée exacte de la mesure où le débiteur est le serviteur du créancier. Dans ces États, le créancier — et particulièrement le soi-disant « détenteur d'or » de l'Est — est l'homme qui a perdu tout son argent. M. Adams peut aisément s'en rendre compte en s'efforçant de persuader à un prêteur d'argent ou à quelque autre « requin de Wall-Street »

d'engager des capitaux sur une ferme du Far-West. Le créancier, dans les parties les plus civilisées des États-Unis, ne revoit jamais son argent si son débiteur ne réussit pas, ou s'il est malhonnête. Il y a évidemment des filous parmi les banquiers comme parmi les producteurs. De plus, le particulier, différent en cela des compagnies, emprunte pour un temps relativement court, de sorte que la hausse ou la baisse des valeurs sont sans importance pour lui ; la hausse est trop faible pour compter dans le cas d'un particulier, mais elle compte dans les obligations à longue échéance d'une nation ou d'une société financière. Le salaire de l'ouvrier augmente, tandis que l'intérêt, qui est le salaire du capitaliste, diminue.

L'étude de M. Adams sur le développement des usuriers dans l'Inde et la décadence des races guerrières est très intéressante ; mais elle n'a pas le moindre rapport avec ce qui se passe actuellement dans les sociétés civilisées de l'Occident. Le débiteur, du moins en Amérique, est parfaitement capable de veiller à ses propres intérêts. Nous avons chaque jour la preuve que les créanciers ne prospèrent que si les débiteurs prospèrent, et le danger se trouve bien plutôt dans la répudiation des dettes que dans leur accumulation. Les nations qui répudient leurs dettes, qui se plaignent le plus amèrement de leurs créanciers, et qui offrent le moins de chances de succès aux opérations de l'honnête banquier, (qu'elles traitent toujours de « prêteur d'argent ») sont précisément les moins prospères et les moins confiantes en elles-mêmes. Il y a évidemment

des individus incapables de se défendre contre le prêteur d'argent, cela est même vrai pour certains groupes de populations ; mais ceci prouve simplement qu'un homme faible et prodigue peut être volé par un usurier habile, comme il peut être volé par un producteur habile auquel il achète ou vend des marchandises. Il y a, sur certains points, une très réelle incompatibilité d'intérêts entre le fermier qui désire vendre ses produits à un prix élevé, et l'ouvrier qui désire les acheter à un prix inférieur; mais le succès du capitaliste, et en particulier celui du banquier, dépendent de la prospérité de l'ouvrier comme de celle du fermier.

Lorsque M. Adams parle du changement dans les relations des hommes et des femmes, il touche à une des plus grandes faiblesses de notre civilisation. S'il est vrai que nous tendons de plus en plus vers une époque où les races seront incapables de se perpétuer, notre civilisation est incontestablement une erreur. La principale qualité pour une race est de produire un grand nombre d'enfants sains de corps et d'esprit. Le problème auquel M. Adams fait ici allusion est le plus important de tous les problèmes, car de lui dépend toute la vie nationale. Mais il est difficile d'admettre sérieusement l'opinion de M. Adams que les hommes du type « guerrier » aimaient mieux leurs femmes que ne le font les hommes du type « économique », et leur prouvaient leur amour en les achetant. On achetait autrefois les femmes pour la seule raison qu'on les considérait comme une marchandise quelconque ; dire qu'elles étaient « aimées » davantage alors, équivaut à

dire que les nègres étaient « aimés » davantage par les marchands d'esclaves en 1860, qu'ils ne le sont actuellement. Le culte qu'on rendait aux femmes au moyen âge se manifestait d'une étrange façon. L'homme « économique » de nos jours est incontestablement plus tendre, plus doux, et plus respectueux, pour la femme que l'homme « sentimental » du moyen âge.

M. Adams termine son livre par quelques belles pages. D'après leur sens général, le développement du capitaliste et de l'homme « économique », particulièrement de l'usurier, témoigne que la race a atteint une condition de stabilité qui précède la décadence complète. D'après lui, notre société est maintenant dans une situation analogue à celle de la société romaine de la fin de l'Empire, et nous devons cela au mouvement qui nous éloigne du sentimentalisme et nous conduit au capitalisme. M. Adams oublie qu'il y a un grand nombre d'États modernes qui ont complètement échappé à ce mouvement. L'Espagne, d'une part, et la Russie de l'autre, quoique différentes sur tous les autres points, sont toutes deux complètement en dehors du développement capitaliste moderne. Les capitalistes n'ont jamais fait de tort à l'Espagne. Elle a fait disparaître l'homme « économique » dans l'intérêt de l'homme sentimental et guerrier. Grâce à cela, elle est descendue à un niveau à peine supérieur à celui du Maroc — autre État qui, soit dit en passant, en est resté au type sentimental et guerrier, et qui est absolument indemne des vices du capitalisme et de la présence de l'usurier, excepté de l'usurier tel qu'il existait au temps d'Isaac de

York. Le soldat et l'artiste ont dégénéré en Espagne plus que partout ailleurs, quoique étant à l'abri de la concurrence de l'homme « économique ». La Russie est dans une situation absolument différente. Elle est éminemment sentimentale et ses capitalistes sont du type le plus archaïque ; mais il est difficile de dire exactement ce que la Russie a fait pour l'art ou en quoi ses soldats sont supérieurs aux autres soldats. La vie des classes pauvres en Russie est en moyenne infiniment moins heureuse que la vie des ouvriers et des fermiers dans les pays de langue anglaise. L'Espagne et la Russie sont une preuve évidente que la décadence nationale et le manque de développement n'ont aucun rapport avec le progrès économique.

M. Adams démontre très bien que la civilisation et la centralisation progressent lorsque, à une période de luttes constantes, succède dans une société une domination plus affermie; mais il avance ce qu'il ne peut prouver lorsqu'il dit que le type guerrier décline nécessairement en raison du progrès de la civilisation. En Angleterre, en Hollande et aux États-Unis, l'homme « économique » prouve depuis plusieurs siècles qu'il est un meilleur soldat que le militaire impulsif des contrées espagnoles. C'est l'Espagne qui décline et non les nations capitalistes. C'est l'étendue de son territoire et de sa population qui rend la Russie formidable, car elle n'a pas réussi jusqu'ici à produire des hommes de guerre supérieurs à ceux des sociétés civilisées. Dans un territoire restreint, son développement serait plus lent et sa décadence plus rapide que la leur; l'absence

de centralisation et de capitalisation ne l'aiderait en rien. L'Espagne, qui n'est aucunement troublée par le développement économique moderne, souffre davantage que les pays de langue anglaise de maux semblables à ceux des Romains de la décadence; et les causes qui ont amené la corruption de Rome ne sont pas les mêmes que celles qui affectent l'Europe ou l'Amérique moderne. La Russie, au contraire, doit son affranchissement de quelques-uns des maux dont nous souffrons à des causes étrangères à sa civilisation arriérée, et se voit en revanche obligée de lutter contre des maux bien plus considérables qui lui sont particuliers. Les hommes de langue anglaise sont bien supérieurs aux Russes comme combattants, comme organisateurs et comme administrateurs, et ils sont aussi éloignés que possible des Romains du Bas-Empire.

De plus, quoiqu'en dise M. Adams, les armées mercenaires, au lieu de se développer, diminuent partout depuis cinquante ans, lorsqu'on les compare au nombre de fermiers et d'ouvriers qui composent une armée moderne. Le capitaliste ne peut plus, comme autrefois, considérer les soldats comme étant de son parti ; il ne peut compter sur eux que s'ils sont convaincus que leurs intérêts sont semblables au sien ; il en est généralement ainsi dans les conditions industrielles modernes. M. Adams se trompe encore lorsqu'il dit que les producteurs prospèrent davantage dans les pays à monnaie d'argent que dans ceux à monnaie d'or. L'ouvrier et le petit fermier des Etats-Unis ou même d'Europe, sont infiniment supérieurs à leurs frères du Mexique, ou de

tout autre peuple n'employant que l'argent. La prospérité de la classe ouvrière est plus importante que la prospérité de toutes les autres classes, car cette classe comprend les deux tiers de la population. Le fait que les sociétés modernes reposent sur le salarié, tandis que les sociétés anciennes reposaient sur l'esclave, est d'une importance si considérable qu'elle ne permet d'établir aucune comparaison entre les deux, sauf pour rendre le contraste plus saisissant.

Dans les temps modernes, la religion est de moins en moins sentimentale, mais l'influence de sa morale est de plus en plus grande. On ne trouve plus que dans les quartiers mal famés des grandes villes le type de l'Apache ou du reître du Moyen Age, mais il existe aujourd'hui un type de soldat infiniment supérieur. Certaines branches du travail moderne exigent des hommes plus intrépides, plus courageux et plus virils que n'en exigeait le travail des temps anciens. Les immenses masses d'hommes employés aux chemins de fer sont continuellement appelées à déployer des qualités physiques et intellectuelles que nul métier et nul commerce ne réclamaient dans l'antiquité. Il est vrai que certains éléments tendent à détruire le courage et la virilité de la race ; mais il y a aussi d'autres éléments qui agissent dans la direction opposée ; et quel que soit l'avenir qui nous est réservé, ces derniers ont toujours triomphé jusqu'ici. Quoique les hommes soient actuellement plus doux et plus honnêtes qu'ils ne l'étaient jadis, on ne peut les accuser d'être moins braves ; ils sont sans contredit de meilleurs soldats. Si notre popu-

lation décroît; si nous perdons les qualités nobles et viriles, et que notre nation soit uniquement composée de fripons plaçant le gain au-dessus de l'honneur national, et sacrifiant tout au bien-être, nous arriverons certainement à un état pire que celui des anciennes civilisations à l'époque de leur décadence. Mais à l'heure actuelle il est impossible de comparer Byzance et Rome avec aucun des grands États modernes où les millions d'individus qui constituent la masse de la population sont des salariés forgeant eux-mêmes leur destinée. Il est impossible de les comparer avec un État capable de mobiliser une armée recrutée exclusivement parmi ses citoyens, une armée plus nombreuse qu'aucune de celles que le monde ait vues jusqu'à ce jour, et ayant dans son passé immédiat des souvenirs de gloire que rien ne peut égaler dans les annales de l'antiquité.

XII

L'INITIATIVE INDIVIDUELLE ET LA RÉFORME A NEW-YORK

Tous ceux qui se font une idée exacte des problèmes si complexes de notre vie moderne ; tous ceux qui savent quelle somme d'efforts bienfaisants est désignée sous le nom de philanthropie, faute d'expression plus appropriée, doivent se rendre compte de la variété infinie de l'œuvre sociale à accomplir. Cette œuvre sera évidemment bien faite si chacun se met au travail de la façon la plus appropriée à ses goûts et à ses intérêts, et le champ est si vaste que toutes les variétés d'ouvriers peuvent y prendre place. Certaines qualités sont indispensables à tous ceux qui veulent agir. Le travailleur, quelle que soit la voie qu'il ait choisie, doit posséder non seulement les qualités d'énergie, de fermeté, de charité et de sympathie pour tous, mais encore le bon sens pratique et une profonde aversion pour ce qui est purement sentimental et inactif. La philanthropie du fourneau gratuit est pire qu'inutile, car dans la philanthropie comme dans toutes les autres branches de l'activité humaine, le manque d'intelligence cause autant

de maux que la dureté de cœur. La philanthropie la plus élevée est celle qui provient d'un sentiment de fraternité, et qui s'appuie sur la base de l'obligation mutuelle et de l'effort commun. Le meilleur moyen d'aider quelqu'un à se perfectionner consiste à travailler de concert avec lui, et de cet effort fait en commun résultera un double perfectionnement. Cela a été fait dans des usines à Cleveland, Dayton, Pittsburg et ailleurs, où l'amélioration de la classe ouvrière s'accomplit grâce à des mesures également avantageuses à l'employeur et à l'employé.

Tout homme qui prend une part active à la vie variée, occupée, et intéressante de New-York, doit être frappé non seulement du nombre d'influences malsaines, mais aussi du nombre d'influences bienfaisantes qu'il y constate. La plupart de ces dernières ne sont pas dues à la philanthropie dans le sens étroit de ce mot; mais c'est le cas de beaucoup d'entre elles et leur variété est très grande. Je ne puis donner ici que quelques exemples de la manière dont s'accomplit à New-York l'œuvre philanthropique réellement bienfaisante. Il est nécessaire de nommer quelques individus, pour indiquer clairement les différentes variétés. Ces individus personnifieront certaines méthodes. Je pourrais en citer bien d'autres, mais ceux que j'ai choisis ont eu une action très puissante dans les parties différentes du vaste champ ouvert à leur dévouement.

On peut faire beaucoup de bien uniquement par la charité, et dans certains cas l'œuvre ne peut avoir qu'un caractère charitable. Les ouvriers de la charité accom-

plissent un bien inestimable. Mais, dans l'ensemble, il est de plus en plus évident que les classes indépendantes de la société — les classes qui n'ont pas cédé aux influences malsaines si nombreuses dans les villes, — sont le plus à même d'améliorer la vie politique et sociale. Elles le feront parfois en groupant les efforts qui ont pour but d'égaliser les chances de progrès individuel ; d'autres fois le meilleur moyen d'action sera aussi le plus ancien et le plus simple, l'influence d'un homme de valeur sur un autre homme capable d'apprécier cette valeur.

Les conditions sociales et politiques se confondent souvent, et tendent toujours à agir et à réagir les unes sur les autres. Il est impossible d'atteindre un idéal élevé de vie politique dans une société misérable et d'une ignorance grossière ; de même le bien-être matériel dans une société a des chances de marcher de pair avec le perfectionnement moral et intellectuel, qui assure l'honnêteté et l'action efficace dans les questions d'intérêt public. On arrive à la politique par des chemins très différents ; mais M. F. Morton Goddard est probablement le seul homme de la cité de New-York que la philanthropie ait conduit au gouvernement d'un district. M. Goddard, convaincu de la nécessité d'employer sérieusement sa vie, choisit comme champ d'expériences un quartier de l'East-Side, et s'y installa, n'ayant pas la moindre intention d'entrer dans la vie politique. Il prit une chambre dans une *tenement house*[1] avec l'intention de mettre ses aptitudes à l'épreuve, et de voir s'il

[1] On appelle *tenement houses* les maisons dans lesquelles les familles ouvrières sont entassées, d'une façon anormale. (N. d. T.)

était capable de fonder ce que l'on a appelé depuis un « *settlement*[1]. » Il s'intéressa très rapidement aux hommes avec lesquels il se trouvait en contact, et il fut bientôt convaincu qu'il obtiendrait un résultat meilleur en agissant seul qu'en se joignant à d'autres. Au bout de quelques semaines, il fonda un petit club qui se réunit d'abord dans une seule chambre. Deux ans après, ce petit club était devenu le Civic Club situé au 243 de la trente-quatrième rue Est, et il n'existe pas dans tout New-York un centre où l'effort social et politique se manifeste plus vigoureusement. M. Goddard ne tarda pas à se trouver en contact avec cet immense système de corruption si puissamment organisé, connu sous le nom de Tammany, et qui cache ses mauvaises actions sous les dehors d'une soi-disant charité. Tout individu en révolte contre l'ordre social, depuis le repris de justice jusqu'au propriétaire de tripot, avait quelque lien avec Tammany, et toute entreprise quelconque amenait toujours le contact avec un homme ou une institution dépendant de Tammany. M. Goddard comprit qu'à l'organisation il fallait opposer l'organisation ; et ayant un esprit profondément pratique, il se mit à organiser les éléments honnêtes de telle sorte qu'ils pussent faire échec à la malhonnêteté organisée. Il résolut d'employer l'organisation du parti républicain, pour l'exécution de son projet. Dans l'état actuel des choses, l'organisation

[1] On désigne par *settlement* l'établissement d'un certain nombre de personnes instruites et éclairées dans un quartier ouvrier avec le dessein de faire une œuvre moralisatrice et éducatrice. (N. d. T.)

républicaine du district en question ne jouait pas d'autre rôle que de nommer des délégués aux réunions électorales préparatoires, et avait à sa tête des hommes moins corrompus que les « leaders » de Tammany, mais loin de considérer les choses au même point de vue que Goddard. Trois voies étaient ouvertes devant lui : il pouvait s'abandonner au courant établi ; il pouvait fonder une nouvelle organisation, auquel cas il avait quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de n'obtenir aucun résultat ; il pouvait enfin faire un énergique effort pour réformer l'organisation républicaine existante. Il choisit cette dernière alternative, et commença une vigoureuse campagne pour s'assurer le succès. Deux factions existaient alors dans le parti républicain, toutes deux avaient à leur tête des politiciens de profession. Au début, les deux factions considérèrent l'entreprise de Goddard avec un sourire de pitié, se disant qu'il suivrait le même chemin que tant d'autres jeunes gens qui avaient manqué de persévérance ou de bon sens. Mais Goddard était un homme pratique, passant ses journées et ses soirées à perfectionner son plan, et agissant au moyen du Civic Club. Il exerçait déjà, grâce à ce club, une immense influence dans le district, et il put former une organisation qui, sans pouvoir lutter contre la discipline et les habiles manœuvres de Tammany, était cependant capable de triompher de la « machine » beaucoup plus faible des politiciens du parti républicain. Au « primary » il obtint plus de votes que ses deux adversaires réunis. Il faut connaître la vie politique pour se rendre compte de l'étonnement dont ce

résultat fut la cause parmi les politiciens des autres assemblées de districts. Ils avaient enfin sous les yeux un réformateur dont les aspirations se manifestaient par des actes. Cet homme savait ce qui pouvait et aussi ce qui ne pouvait pas être fait ; il n'était jamais satisfait qu'après avoir obtenu des résultats aussi bons que possible ; mais il ne dédaignait jamais ces résultats, sous prétexte qu'ils étaient inférieurs à son idéal. Il ne cherchait pas à réformer l'univers entier mais simplement son propre district, et tout en comprenant la valeur des discours et des essais purement intellectuels, il considérait le travail persévérant et ardu inspiré par le sens pratique, comme leur étant infiniment supérieur.

Il est moins difficile de gagner une victoire que d'en conserver le fruit. M. Goddard réussit à faire les deux. L'année suivante, lorsque les politiciens de la vieille école tentèrent de lui enlever la direction de son district, il les battit plus complètement encore que la première fois ; et lorsque la Convention Nationale Républicaine se réunit, il fut victorieux aux élections du Congrès dans son district, et envoya deux délégués à Philadelphie. Ses succès ne se bornèrent pas du reste au « primary ». Sous sa direction, les votes républicains augmentèrent considérablement dans son district, où il a maintenant une influence plus grande que celle de tout autre « leader » de la cité. Il obtient cette popularité par l'emploi honnête des méthodes sociales de Tammany. Le « leader » de Tammany est puissant grâce au contrôle perpétuel qu'il exerce sur presque tous les

électeurs de son district. Ni son but, ni ses méthodes ne sont bonnes; mais il déploie une grande activité et fait beaucoup d'œuvres charitables, bien que sa charité soit assez mal comprise. Dès le début du Civic Club, M. Goddard avait entrepris ce genre de travail, mais d'une façon honnête et intelligente. Son entrée dans la politique aida beaucoup au développement du club, car dès lors tous les membres eurent un intérêt commun. Il est évident que Goddard n'aurait rien accompli s'il ne s'était mis à l'œuvre dans cet état d'esprit si essentiellement américain, de respect pour lui-même et pour ceux avec qui ou pour qui il travaillait. Un sentiment quelconque de condescendance ou de protection aurait tout gâté. Mais l'état d'esprit d'un homme qui commande le respect et qui l'accorde aux autres, qui cherche toujours à aider son prochain par un sentiment de fraternité, et qui est heureux d'être aidé par lui — cet état d'esprit permet aux hommes, dans toutes les situations de fortune et dans des conditions sociales très différentes, de travailler ensemble avec une bonne volonté généreuse au plus grand bien de tous. C'est ainsi que M. Goddard a travaillé. Il demeure dans son district et il a des rapports constants avec tout le monde. Si un homme est atteint de pneumonie, quelque membre du Civic Club s'empresse de demander à Goddard à quel hôpital il est préférable de transporter le malade. Si un homme a quelque mésaventure, c'est Goddard qui vient à son secours aux moments difficiles. Si, à la suite de quelque sottise, un jeune homme est envoyé dans un établissement pénitentiaire, c'est à Goddard

que l'on a recours pour tenter quelque chose en sa faveur. Son temps ne lui appartient pas et sa patience est continuellement mise à l'épreuve. Toutefois, un sentiment doit le récompenser de ses peines ; il fait bien un travail qui vaut la peine d'être bien fait. Un politicien clairvoyant disait l'autre jour que si dans vingt districts il y avait vingt hommes comme Goddard, la cité de New-York serait délivrée de Tammany, et que la « machine » républicaine deviendrait une représentation véritable du parti, répondant à ses meilleures aspirations.

Les « University Settlements » accomplissent une œuvre considérable. Comme on l'a très bien dit, ils réclament de ceux qui s'en occupent quelque chose d'infiniment supérieur à des aumônes ; ils leur demandent de contribuer au progrès des personnes avec qui ils sont en contact. Ces University Settlements aident le peuple à s'aider lui-même, non seulement en lui apprenant le travail et l'indépendance, mais en lui inspirant des idées plus justes et le désir d'une vie plus saine. Il serait difficile de citer une œuvre quelconque entreprise en faveur du bien qui n'ait reçu un secours efficace de M. James B. Reynolds et de ses collègues des University Settlements. Ils exercent une influence bienfaisante dans la vie politique et sociale, ils combattent le crime et augmentent la somme du bien-être matériel. Ils travaillent la main dans la main, et épaule contre épaule avec ceux dont ils désirent le progrès, et ils ont eux-mêmes part à ce progrès. Leur maison est le centre de toutes les agences actives d'amélioration

sociale. Ils se sont efforcés de travailler non seulement pour le peuple, mais avec lui, d'agir en amis avec tous ceux qui luttent pour s'élever. Pour apprécier l'œuvre de l'University Settlement, il faut connaître les conditions de vie épouvantables de ceux qui logent dans ses environs. Le Settlement s'est inévitablement mêlé de politique de temps à autre, et il a toujours exercé une influence parfaitement saine. Il a offert au peuple des facilités d'éducation de tous genres, depuis des cours de danse et des leçons de musique, jusqu'aux clubs littéraires, aux bibliothèques et aux caisses d'épargne ; — ces clubs étant organisés d'après le principe de l'indépendance et du « self-government ». — Le Settlement coopère activement avec toutes les organisations locales, telles que trade-unions, sociétés de secours mutuels, clubs sociaux, etc., pourvu que leur but soit honnête. Il a toujours désiré s'unir à des organisations indépendantes et non prendre la direction d'organisations dépendantes. Ses rapports avec les Trade-Unions ont eu des résultats très appréciables, car il les a aidés dans leurs entreprises raisonnables, et s'est efforcé de réprimer les mauvaises tendances de certaines unions. Il a, par exemple, travaillé à assurer la conciliation et l'arbitrage en cas de grève, avant que l'aigreur de part et d'autre soit devenue trop grande pour permettre un accommodement. Tout ceci est en dehors des études sociologiques du Settlement, et de sa coopération active avec les administrateurs qui désiraient son aide, comme feu le colonel Waring.

La politique honnête est une des formes de l'œuvre

sociale. Cette vérité n'est pas assez universellement reconnue. On n'est pas non plus suffisamment persuadé qu'une organisation religieuse active devrait, plus que toute autre, avoir une action considérable dans le relèvement social. Il nous faut des Églises s'adaptant aux hommes de tous genres et de toutes conditions ; mais l'œuvre la plus utile sera faite par cette Église chez laquelle l'esprit de fraternité est une force vitale, active, et non une simple formule ; où le riche et le pauvre se réunissent pour s'entr'aider dans un but commun. Le meilleur moyen pour le frère d'aider son frère ne consiste pas à lui donner l'aumône, mais à faire avec lui un effort intelligent et résolu pour le progrès général. C'est dans ce but que travaille l'Église de Saint-George, sous la direction du Dr W.-S. Rainsford. Les membres de l'Église de Saint-George sont pour la plupart des ouvriers — et de jeunes ouvriers. — C'est une Eglise libre qui contient plus de quatre mille membres, dont le plus grand nombre a été attiré par l'École du Dimanche. Elle dépense de grandes sommes d'argent qui sont des dons de la généralité des membres et non de quelques particuliers. Les conditions de vie dans les environs ont été soigneusement étudiées, et l'Église s'est efforcée de remédier à celles qui étaient anormales. Une des difficultés dans l'East Side est que les jeunes gens, garçons et filles, n'ont pas de lieux de réunion convenables. L'Église de Saint-George a remédié autant que possible à cet état de choses en créant des sociétés d'études, des clubs, des divertissements, etc., dans de grands bâtiments lui appartenant. Il y a quelques

années, il était nécessaire de faire surveiller les danses par des personnes choisies et par des clergymen. Actuellement, le niveau moral s'est tellement élevé, que les jeunes gens organisent leurs distractions comme ils l'entendent. Il y a un grand club athlétique et une école industrielle, un bataillon scolaire et un club pour les hommes; il y a des classes de couture, des classes de cuisine, et un gymnase pour les jeunes ouvrières. Le personnel du Dr Rainsford comprend des hommes et des femmes; les premiers habitent les étages supérieurs de l'établissement, les autres une petite maison en face. On s'efforce par tous les moyens possibles d'être en contact avec les ouvriers, non seulement pour leur plus grand bien, mais pour celui des personnes qui s'en occupent.

L'Église devrait, plus que toute autre société, réunir les hommes sur le terrain de l'égalité humaine, dans des conditions de sympathie et de respect mutuels. Tous les membres doivent travailler afin de retirer un avantage de leur association; mais aux hommes et aux femmes instruits qui ont des loisirs, on a le droit de demander un effort continu en faveur de leurs frères. De telles personnes doivent justifier par leur travail les conditions de société qui leur ont permis de s'enrichir, d'avoir une éducation et des loisirs. Consacrer son temps et son intelligence au développement d'une œuvre, vaut mieux que de lui donner son argent; et bien qu'il soit parfois absolument nécessaire d'avoir des auxiliaires payés, il est rare qu'ils puissent remplacer les aides volontaires.

Bien entendu, l'Église de Saint-George n'a pas résolu tous les problèmes sociaux dans son voisinage immédiat. Mais elle s'est efforcée sérieusement d'en résoudre quelques-uns et y a réussi dans une certaine mesure. Son œuvre la plus utile a sans doute été le développement du côté social dans l'organisation de l'Église. Des occasions de relations sociales honnêtes sont une immense sauvegarde morale, et on devrait encourager les jeunes gens de bonne réputation et d'habitudes sérieuses à se rencontrer dans des conditions agréables. L'œuvre d'une église de faubourg dans la cité de New-York présente des difficultés uniques, mais elle dispose aussi de ressources uniques. Il n'est que juste de dire, dans le cas de l'Église de Saint-George, que les difficultés ont été vaincues, et que l'on a tiré des ressources le meilleur parti possible.

Les différentes variétés de travail décrites plus haut ont pour principal caractère l'effort combiné du grand nombre dans le but d'aider chacun à s'élever. Il y a en dehors d'elles bien des œuvres charitables proprement dites, pour lesquelles le travail ne manque pas. Il faut à ces œuvres une organisation très complète, comme celle du *State Charities Aid Association*. Là encore, les gens du dehors seraient stupéfaits d'apprendre tout ce que l'Association accomplit chaque année.

Une œuvre des plus efficaces est celle accomplie par la *Legal Aid Society* fondée par Arthur von Briesen, dont le but fut exclusivement charitable au début. Il s'agissait tout d'abord de remédier aux injustices colossales dont les plus ignorants et les plus pauvres de nos

immigrants sont souvent victimes ; la *Legal Aid Society* protège maintenant toutes les classes d'Américains et d'immigrants. Il y a toujours parmi les pauvres et les nécessiteux des milliers d'individus incapables qui sont exploités par différents genres d'escrocs. S'ils sont très pauvres, ils n'ont aucun moyen d'obtenir justice ; et si en plus ils sont étrangers et ignorent notre langue, ils ne savent pas quelles sont les démarches à faire pour que leurs droits soient reconnus. Les injustices qu'on leur fait subir paraissent peut-être insignifiantes, mais elles ne le sont pas pour ceux qui les subissent, et dans l'ensemble, la somme de misères qui en résulte est considérable. La *Legal Aid Society* a entrepris d'obtenir justice pour les victimes de tous genres. La femme qui a été abandonnée ou maltraitée par son mari, la pauvre servante dont les gages ont été volés, l'immigrant qui est tombé aux mains d'un filou, l'homme ignorant notre langue et nos lois qui a été arrêté pour une action qu'il se croyait autorisé à faire — tous ceux-ci et bien d'autres encore réclament les secours de la *Legal Aid Society* et obtiennent justice dans la plupart des cas. — L'œuvre ainsi accomplie ne profite pas seulement aux malheureux secourus ; elle profite à l'ensemble de la société. En effet, elle laisse dans l'esprit de l'immigrant qui débarque sur nos côtes, non le souvenir obsédant de l'injustice, mais l'impression que dans ce Nouveau Monde où il est venu chercher fortune, il y a des hommes désintéressés qui cherchent à faire prévaloir la justice.

Certains hommes travaillent avec plus de succès lors-

qu'ils font partie d'une organisation. D'autres réussissent mieux en travaillant seuls. Dernièrement, une personne, dont le jugement a beaucoup de poids, fit allusion à M. Jacob A. Riis comme étant « le plus utile citoyen de New-York ». Les concitoyens de M. Riis, qui connaissent son œuvre, partagent tout à fait cette opinion. Les misères sans nombre qui se cachent dans nos institutions politiques, qui s'étalent au grand jour dans les quartiers pauvres, et qui résident d'une façon permanente dans les tristes bouges où s'entasse une foule de misérables, ont trouvé en M. Riis le plus formidable adversaire qu'ils aient à New-York. Des hommes et des femmes sérieux et zélés ont été remués jusqu'au fond de l'âme par le spectacle de la misère et du crime qui s'abritent dans ces repaires. Ces hommes et ces femmes ont travaillé avec intelligence et courage à faire disparaître ces maux. Mais M. Riis avait en plus de ces qualités le don de l'expression, le don de faire voir aux autres ce qu'il voit, de leur faire sentir ce qu'il sent. Son livre : *How the Other Half Lives*[1] a beaucoup remédié à l'ignorance dans laquelle vit une moitié du monde de New-York, concernant la vie de l'autre moitié. De plus M. Riis connaît, par son expérience personnelle, une grande partie des faits qu'il raconte. Il était d'origine danoise, et pendant les premières années de sa jeunesse, lorsqu'il venait de débarquer aux États-Unis, il connut la lutte pénible réservée même aux plus énergiques et aux meilleurs, qui vont sans argent chercher fortune

[1] Comment vit l'autre moitié.

en pays étranger. L'horrible souvenir des dépôts de police s'est imprimé profondément dans son âme, car lui-même y a logé. Il a connu la brutalité de quelques-uns des membres de la police. Il a été maltraité, et a vu tuer le chien errant, son seul ami, qui avait tenté de lui prouver son affection en le défendant. Il a dormi sur le pavé et a été privé de nourriture pendant plusieurs jours. Il se souvient de toutes ces choses, et son travail comme reporter du *Sun* de New-York lui a permis d'accroître ses connaissances tout en exerçant sa profession. Il y a certaines qualités que doit avoir le réformateur, s'il veut être un réel réformateur et non un pur dilettante. En effet, il risque continuellement de tomber dans la foule des gens bien intentionnés qui, en demandant l'impossible, font plus de mal que de bien. Il lui faut un courage indomptable, le désir désintéressé de faire le bien, et surtout un solide bon sens. Ces qualités là lui sont indispensables, mais il lui est aussi très avantageux d'avoir de « l'humour ». Jacob Riis réunit ces différents avantages. Jamais un échec n'a ébranlé son courage. Le souvenir de ses épreuves ne l'a jamais aigri. Sa connaissance profonde des souffrances d'autrui n'a pas obscurci son jugement, ne l'a jamais entraîné à l'exagération sentimentale — ce piège que peu de gens savent éviter à cause de l'intensité de leur sympathie, et que d'autres évitent, non pour des motifs raisonnables, mais à cause de la dureté de leur cœur. Il prêche toujours la pitié, mais reconnait avant tout la nécessité de la justice. Il n'a aucune sympathie pour le leader d'émeute, le lanceur de bombes. Personne n'a

insisté plus que lui sur le danger que font courir à la société les violateurs de la loi. Il s'efforce de détruire les maux existants, mais il n'a aucune parenté avec les rêveurs qui cherchent l'impossible, les hommes qui parlent de reconstituer l'ordre social, mais qui ne travaillent pas à alléger du poids d'une plume le fardeau de l'humanité. Tout homme qui s'efforce, même dans une faible mesure, de faire le bien suivant la lumière qui est en lui, peut compter sur l'aide de Jacob Riis. Qu'il soit comme le colonel Waring, un fonctionnaire public cherchant à réformer une partie de l'administration de la Cité ; qu'il s'intéresse à un club de jeunes gens à la campagne, ou à un projet pour la création de petits parcs dans la Cité ; qu'il s'efforce d'améliorer les conditions de vie dans les *tenement houses*, quel que soit son but, du moment que c'est un but utile, il peut compter sur l'aide efficace de Jacob Riis car il connaît peut-être plus qu'aucun autre, les besoins des différents groupes d'individus formant la masse de la population de New-York.

Au milieu de la vie intense de la grande cité, il y a des gens qui s'efforcent d'accomplir leur devoir envers leur prochain, de différentes façons et suivant leurs moyens et leurs capacités variables. J'en ai nommé quelques-uns comme incarnant ces différentes manières d'agir. Aucune règle absolue ne peut être donnée sur la façon d'accomplir cette œuvre ; mais tout homme, quelle que soit sa situation, doit s'efforcer de la faire d'une façon quelconque. L'avantage personnel qu'elle lui vaudra est presque égal à celui qu'elle procurera aux

autres. Au début, il devra sans doute faire un effort pour se débarrasser de certaines conventions étroites, mais le travail sous une forme quelconque est un grand éducateur, et apprend à discerner ce qui est important de ce qui ne l'est pas. Si cet homme a des sentiments justes et élevés, il estimera bientôt chaque homme d'après sa valeur comme homme, sans s'inquiéter de sa fortune ou de ce qu'on appelle sa situation sociale, sans se soucier qu'il soit catholique ou protestant, juif ou gentil, qu'il soit né en Amérique, en Allemagne, en Irlande ou en Scandinavie. Il n'estimera en lui que son vigoureux bon sens et son désir ardent de travailler pour le bien dans la mesure où il lui est donné de voir la lumière.

TABLE DES MATIÈRES

Préface de l'auteur . . . . . I-II

Préface de la traduction française . . . . . III-XIX

Chapitre I. L'Idéal américain 1

— II. Le véritable Américanisme. 16

— III. L'honnêteté politique et l'action effective . . 35

— IV. L'éducation universitaire et la vie publique. . 46

— V. Les divers aspects de la politique dans l'État de New-York. 60

— VI. Comment il faut aller au peuple 96

— VII. La Doctrine de Monroe 111

— VIII. Une maxime oubliée de Washington 130

— IX. Vues d'avenir sur le développement des nations 153

— X. L'évolution sociale. 184

— XI. Civilisation et décadence. 208

— XII. L'initiative individuelle et la réforme à New-York. 233

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

ROOSEVELT, THEODORE H
35
L'idéal américain. .R73

DATE | ISSUED TO

ROOSEVELT, THEODORE H
35
L'idéal américain. .R73

ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY